

C-14-2009

**Action collective locale en contexte de
mondialisation : impact du mondialisme
sur des intervenants communautaires de
Saint-Jean-sur-Richelieu**

Par Jonathan Scott

Mémoire présenté comme exigence
partielle de la maîtrise en sociologie

DÉCEMBRE 2008

Cahier de l'ARUC-ÉS
Cahier No C-14-2009

*Action collective locale en contexte de mondialisation : impact du mondialisme sur des intervenants
communautaires de Saint-Jean-sur-Richelieu*

Par Jonathan Scott

Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie

ISBN : 978-2-89276-479-6
Dépôt légal : 2009
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

Présentation de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS

L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) et le Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS) sont des organismes partenariaux de recherche financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Ce consortium de recherche en économie sociale réalise des activités de réflexion, de recherche et de valorisation des connaissances en économie sociale. Ses actions contribuent à la reconnaissance et à l'essor de l'économie sociale comme outil de développement social, culturel, politique et économique du Québec.

L'ARUC-ÉS, créée en 2000, est le premier centre de recherche interuniversitaire québécois entièrement consacré à la recherche partenariale. Ses activités portent sur différents secteurs de l'économie sociale : l'habitat communautaire, les services aux personnes, le loisir et le tourisme social, la finance et le développement local et régional. Créé en 2005, le RQRP-ÉS est quant à lui l'un des six centres canadiens voués à la recherche partenariale en économie sociale. Ses activités sont décentralisées dans les huit régions du Québec où l'on trouve une institution universitaire et ses objets de recherche s'articulent autour des particularités de chacune de ces régions. Les deux centres cohabitent sous le même toit, à Montréal.

Remerciements

Le résultat d'environ deux années et demie de travail est regroupé en ces pages. Bien que je sois l'auteur de cette recherche, elle est le fruit d'un travail de réflexion et de discussions avec plusieurs personnes, qui sans leur apport et leur appui n'aurait peut-être jamais vu le jour. Je voudrais souligner ici leur soutien en les remerciant.

En premier lieu, je voudrais remercier de façon toute particulière mon directeur d'étude, soit Monsieur Jean-Marc Fontan, professeur au département de sociologie à l'Université du Québec à Montréal. Sa grande disponibilité ainsi que sa grande rigueur et ses conseils toujours avisés m'ont permis de mener à bien ce projet. Il a été présent à toutes les étapes de la rédaction de ce mémoire.

Mes parents, Sylvaine et Gilles, qui m'ont toujours supporté tant financièrement que moralement dans les moments les plus difficiles au cours de la rédaction de ce projet. Malgré, mes humeurs très variables.

Stéphan, mon ami personnel, ami militant et ami de discussions qui s'est grandement impliqué dans ce projet comme si celui-ci était le sien. La mise en contact avec le milieu communautaire, le temps passé à la lecture et les critiques toujours justes ont fait de ce projet une réflexion plus complète.

Les personnes qui ont accepté gentiment de participer de près à ce projet, je pense ici aux militantes et militants interrogés s'impliquant au sein d'organisations communautaires du Haut-Richelieu.

Mes ami(e)s proches qui m'ont supporté et accompagné dans ce cheminement en s'informant de mes avancées et en ayant confiance en mes moyens de finaliser le tout dans les périodes où je doutais de mes capacités à y parvenir. Votre écoute a été

apaisante. Je pense ici à : Hugues, Julie, Charlot, Flamy, Larry, Steph (évidemment), Annie.

Je m'en voudrais de ne pas mentionner la contribution attentive de Mme Sabrina Raymond dans la correction finale de ce mémoire.

Pour terminer, je voudrais remercier les personnes avec qui j'ai eu des discussions et des débats au cours de mes années de rédaction, de manière non officielle et qui ont orienté, sans le savoir, mes réflexions.

Merci infiniment de votre aide et soutien.

Table des Matières

Remerciements.....	iv
Table des Matières	vi
Liste des tableaux et des schémas.....	ix
Liste des abbréviations, des sigles et des acronymes.....	x
Résumé	xi
Introduction	1
Chapitre I : Mise en contexte et problématisation de l'objet d'étude	7
1.1 Action collective et mouvement social : un regard à partir de trois paradigmes clés	8
1.1.1 Le paradigme psychosocial du comportement collectif.....	10
1.1.2 Le paradigme de la mobilisation des ressources.....	12
1.1.3 Le paradigme des nouveaux mouvements sociaux	14
1.2 À une forme de structuration de l'État correspondrait un type de mobilisation collective	19
1.3 À un nouveau cadre sociétal, la mondialisation, une nouvelle expression d'action collective de contestation : la mouvance altermondialiste	24
1.3.1 Construction et émergence d'un nouvel ordre mondial	24
1.3.2 Mondialisme.....	26
1.3.3 Mouvance altermondialiste	28
1.3.4 Cadre d'émergence de l'altermondialisme.....	32
1.4 Questions et hypothèses de recherche	36
Chapitre II : Méthodologie	39
2.1 Évolution conceptuelle de la notion d'action collective	39
2.2 Étude de cas sur ATTAC	39
2.2.1 Sources documentaires.....	40
2.2.2 Entrevue	41
2.3 Analyse des discours des militants œuvrant à l'intérieur de groupes et mouvements sociaux québécois face à l'altermondialisme	41
2.4 Analyse de contenu sur l'appropriation des thématiques altermondialistes par les organisations locales étudiées sur le territoire de la MRC Haut-Richelieu	43
Chapitre III : L'association ATTAC.....	45
3.1 Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens	45
3.2 ATTAC-Québec	48
3.2.1 Le contexte d'émergence	49
3.2.2 Éléments d'histoire	50
3.2.3 Acteurs en présence.....	54
3.2.4 Les enjeux défendus.....	55
3.3 Développement de l'organisation et réseautage	60
3.3.1 Rapports à l'interne.....	60
3.3.2 Rapports à l'externe	64

Chapitre IV: Appropriation du discours altermondialiste par des organisations locales sur le territoire de la MRC du Haut-Richelieu.....	70
4.1 Portrait de la MRC du Haut-Richelieu	70
4.2 Portrait du secteur communautaire de la MRC du Haut-Richelieu	71
4.3 Méthode de repérage thématique	73
4.4 Présentation des organisations locales sélectionnées	74
4.5 Analyse de contenu réalisée à l'aide des rapports annuels d'activités	75
4.6 Constats préliminaires	81
4.7 Regroupement régional	82
Chapitre V Appropriation du discours altermondialiste par des acteurs locaux sur le territoire de la MRC du Haut-Richelieu.....	85
5.1 Présentation des personnes rencontrées	85
5.2 Transformation de l'action communautaire	91
5.2.1 Entrevues réalisées auprès de militants ayant cumulé plus de dix années d'expérience.....	91
5.2.2 Entrevues réalisées auprès de militants ayant cumulé moins de dix années d'expérience en milieu communautaire.....	95
5.3 L'appropriation du discours altermondialiste	96
5.3.1 Entrevues réalisées auprès de militants ayant cumulé plus de dix années d'expérience en milieu communautaire.....	96
5.3.2 Entrevues réalisées auprès de militants ayant cumulé moins de dix années d'expérience en milieu communautaire.....	102
Chapitre VI - Interprétation et discussion des résultats.....	108
6.1 Prise en compte du discours mondialiste par les organisations locales étudiées et influence d'ATTAC au niveau local	111
6.2 Modalités de régulation et rapport à l'État en contexte de mondialisation néolibérale	113
6.3 L'articulation entre luttes locales et luttes à l'international : quelle jonction, quelle dynamique ?	114
6.4 Comment expliquer la présence non convergente de deux formes d'action collective conflictuelle	116
6.5 Deux structures mobilisatrices faiblement articulées	119
6.6 Deux modalités d'appropriation du discours mondialisant	120
6.6.1 Premier mode d'appropriation : le militant.....	120
6.6.2 Deuxième modalité : le transfert entre organisations travaillant à des échelles différentes.....	122
6.7 Validation de nos hypothèses de départ	123
Conclusion.....	128
Bibliographie.....	133
Appendice A : Documents constitutifs du Forum social Mondial et de l'association ATTAC.....	139
Appendice B : Grille de collecte et d'entrevue.....	142
Appendice C : Membership et alliances officielles d'ATTAC-Québec.....	144

Appendice D : Territoire de la MRC du Haut-Richelieu 146

Liste des tableaux et schémas

Tableaux

Tableau 1.1 : Phases de développement de la et mouvements sociaux.....	p.22
Tableau 1.2 : Revendications, moyens d'action et impacts majeurs des mouvements sociaux.....	p.23
Tableau 1.3 : Faire de la politique.....	p.36
Tableau 3.1 : La répartition des comités locaux d'ATTAC à l'échelle mondiale.....	p.48
Tableau 4.1 : Portrait des organisations communautaires par secteurs d'activité MRC du Haut-Richelieu.....	p.73
Tableau 5.1 : Caractéristiques des répondantes et répondants.....	p.90
Tableau 6.1 : Distinction des structures de mobilisation.....	p.119

Schémas

Schéma 6.1 : Action collective conflictuelle mondiale.....	p.117
Schéma 6.2 : Action collective conflictuelle locale.....	p.118

Liste des abréviations, des sigles et des acronymes

ACA	Action communautaire autonome
ADQ	Action démocratique du Québec
AGCS	Accord général sur le commerce des services
AMI	Accord multilatéral sur l'investissement
ATTAC	Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens
BIC	Brigade d'information citoyenne
BM	Banque mondiale
CAP Monde :	Convergence pour l'avenir des peuples du monde
CDC	Corporation de développement communautaire
CEPS	Collectif d'étude sur les pratiques solidaires
CRÉ	Conférence régionale des élus
ÉPA	Éducation populaire autonome
FMI	Fond Monétaire International
FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
FSM	Forum social mondial
FSQ	Forum social québécois
GATT	General agreement on tariffs and trade (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
IEDM	Institut économique de Montréal
MÉPACQ	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec
MRC	Municipalité régionale de comté
NMS	Nouveaux mouvements sociaux
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
PIDESC	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti québécois
RQIC	Réseau québécois sur l'intégration continentale
TROCM	Table régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Montérégie
TROVEP-M	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie
UQAM	Université du Québec à Montréal
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques.

Résumé

L'univers discursif de l'action collective tant sur la scène québécoise que sur les autres scènes nationales et locales à travers le monde tend à se transformer et à se reconfigurer selon de nouvelles thématiques que nous avons nommées altermondialistes. Certains slogans produits et scandés dans les nouvelles mobilisations dites mondialistes confirment notre postulat. L'idée maîtresse motivant la production d'un mémoire de maîtrise était qu'à chaque transformation de l'État est liée une modification des stratégies des mouvements sociaux. Ainsi, le mouvement altermondialiste identifié comme étant la nouvelle action collective s'opposerait à une nouvelle forme d'État dit mondialiste reconfiguré par le processus de mondialisation néolibérale. Pour comprendre cette nouvelle réalité dans l'univers de l'action collective, nous nous sommes intéressés à la façon dont les organisations locales s'approprient ce nouveau type de discours. Plus particulièrement, nous voulions savoir si ce dernier influençait les stratégies d'action et de mobilisation des acteurs sociaux. Pour mener à bien notre recherche, nous avons identifié l'association ATTAC comme l'organisation dominante produisant et diffusant ce type de discours sur le territoire québécois. À la suite d'une revue de littérature sur l'évolution socio-historique de l'action collective en lien avec les différentes mutations des formes de l'État, nous avons identifié le mouvement altermondialiste comme une nouvelle forme d'agir collectif et regardé le rôle joué par ATTAC dans la définition de ce nouvel agir.

Dans ce contexte, nous nous sommes interrogés sur la manière dont les organisations communautaires à l'échelle locale s'approprient le discours altermondialiste et les impacts de ce dernier sur les pratiques, les réflexions et les revendications organisationnelles. Pour ce faire, nous avons procédé, d'une part, à l'analyse de contenu de documents produits par les organisations locales étudiées. Ceci fut fait afin d'identifier l'occurrence des thématiques altermondialistes au sein d'organisations locales de la MRC du Haut-Richelieu et plus particulièrement de Saint-Jean-sur-Richelieu. D'autre part, nous avons réalisé des entretiens avec des militantes et militants s'impliquant dans ces mêmes organisations pour questionner leur niveau d'intégration et d'appropriation du discours altermondialistes.

Au terme de cette recherche, nous avons démontré que les liens entre le mouvement localiste et le mouvement mondialiste reposait sur une interface partagée entre des organisations régionales et nationales à vocation territoriale ou sectorielle et sur des actions militantes portées par des intervenants du communautaire. Nous avons montré comment les enjeux locaux pouvaient transiter vers le mouvement altermondialiste par l'intermédiaire d'organisations nationales telles qu'ATTAC-Québec. Par contre, nous n'avons pas décelé l'émergence d'une nouvelle tendance au sein du mouvement communautaire québécois du Haut-Richelieu qui serait marquée par une intégration harmonieuse et symbiotique des revendications locales et antimondialistes. De fait, si l'État-nation moderne est en transition, cette dernière n'est pas encore complétée et son effet sur les mouvements sociaux fordistes et post-fordistes est faiblement senti.

MOTS-CLÉS : Action collective, altermondialisme, ATTAC, ATTAC-Québec, État, néolibéralisme, organismes communautaires, mondialisation, mouvement social, MRC du Haut-Richelieu, Saint-Jean-sur-Richelieu.

Introduction

On avait cru le capitalisme vainqueur par KO. Des intellectuels avaient proclamé la fin de l'histoire. Et voici qu'en 1999, lors de la « bataille de Seattle », le premier sommet de l'Organisation mondiale du commerce est mis en échec par quelques dizaines de milliers de manifestants et d'activistes. Depuis, le « mouvement des mouvements », l'altermondialisme, n'a cessé de se renforcer et d'essaimer à travers le monde. Contre-sommets, forums sociaux, pratiques militantes alternatives, apparition d'une nouvelle génération militante... Les altermondialistes ont bouleversé, à leur manière, le cours tranquille de la mondialisation néolibérale et renoué avec l'engagement militant sous de nouvelles formes. (Abrassart, Durand, Lequeux et Giroux : quatrième de couverture, 2006)

Au moment où nous comprenons davantage les mécanismes de la mondialisation économique et ses impacts directs sur la vie quotidienne, nous observons l'apparition de nouveaux termes dans les discours portés par des représentants d'actions collectives québécoises. De nouvelles expressions telles que « solidarité entre les peuples », « penser globalement et agir localement », « lutter contre la globalisation », « pensée unique », « néolibéralisme » témoignent d'un renouvellement terminologique dans la façon de comprendre et de situer la nature et la scène des luttes, de penser les enjeux, de légitimer l'action et même de situer et de définir les interventions à mener. Ce renouvellement témoigne, selon nous, d'une redéfinition du discours militant. Si tel est le cas, nous posons l'hypothèse que ce renouvellement discursif devrait aller de pair, pour assurer une cohérence et faire sens, avec une restructuration dans la façon de conduire des actions collectives de type mouvement social. En est-il vraiment ainsi ? Le changement de terminologie correspond-il à un changement des pratiques ? Observe-t-on une transformation des façons de faire au sein d'organisations liées à des mouvements sociaux ou porteuses d'actions collectives ? Peut-on voir une modification du répertoire d'action de ces dernières ?

Pour valider cette hypothèse de travail et répondre aux questions posées, nous avons choisi d'observer l'impact qu'a pu avoir le discours altermondialiste de l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC) sur des organisations communautaires de la région de Saint-Jean-sur-Richelieu. Comme nous nous proposons de le montrer, le discours « ATTACiste » est non seulement bien présent dans l'espace québécois, mais aussi très représentatif de la pensée altermondialiste telle que développée en Europe et dans les Amériques. L'objectif que nous poursuivons est de comprendre l'influence du discours altermondialiste « ATTACiste » sur l'agir collectif mis en pratique au sein de mouvements sociaux québécois ainsi que dans des groupes communautaires de la région de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Pour atteindre cet objectif, nous étudierons l'influence qu'a le discours altermondialiste sur des actions collectives locales québécoises d'une région péri-métropolitaine. Ce discours, nous l'analyserons sous deux angles. Premièrement, nous identifierons son contexte de production à l'échelle mondiale. Pour ce faire, nous avons choisi une des organisations les plus actives dans le monde francophone international : l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC). Deuxièmement, à partir d'entrevues réalisées auprès de militants d'organisations locales québécoises, nous analyserons comment le vocabulaire de l'altermondialisme est présent dans celles-ci, en quoi ce vocabulaire est lié ou non au discours « ATTACiste », et, finalement, en quoi ce discours se décline ou s'ancre dans les activités réalisées par les organisations étudiées.

En analysant comment des organisations relevant de mouvements sociaux québécois s'inscrivent dans la mouvance altermondialiste, nous posons une seconde hypothèse selon laquelle l'agir collectif actuel de contestation politique ou de revendication communautaire se définirait de façon différente dans le contexte du processus de mondialisation économique et de restructuration de l'appareil politique de l'État-nation qui s'établit à partir de la décennie des années 1980. Par conséquent, nous pensons aussi

que l'agir collectif actuel relève, en reprenant la terminologie de Touraine (1978), de la mise en place d'un nouveau cadre mondial de définition des orientations culturelles, cadre conceptualisé par Fontan (2002) et Klein (2002) par les termes « mondialité » et « connectivité par réticularité ». La façon dont les mouvements québécois s'approprient les discours et les thèmes constituera un indicateur pour valider ou invalider une troisième hypothèse de travail selon laquelle nous assisterions à une articulation plurielle de l'action collective locale aux actions relevant de la mouvance altermondialiste.

Pertinence de la recherche

La pertinence de cette recherche se présente sous les trois angles suivants.

Premièrement, notre réflexion s'inscrit dans une analyse du mouvement altermondialiste. Un mouvement relativement jeune dont le développement laisse présager un avenir incertain. Notre étude sur l'ancrage local de son discours s'avèrera importante pour comprendre les mécanismes à la base de sa diffusion au sein de la population.

Deuxièmement, la structure de l'organisation ATTAC est encore peu étudiée, encore moins la section nationale que représente ATTAC-Québec. Si cette organisation publie beaucoup d'écrits et est très active sur la scène de l'action collective altermondialiste, elle demeure peu analysée. Notre mémoire de maîtrise s'inscrit ainsi dans le développement de nouvelles connaissances sur une des organisations phares de l'altermondialisme francophone.

Troisièmement, la recension des écrits que nous avons réalisée ne nous a pas permis de relever la présence de travaux québécois portant spécifiquement sur l'articulation des actions collectives à portée mondialiste aux actions collectives à portée nationale, régionale ou locale. Nous proposons de le faire en étudiant l'influence du discours « ATTACiste » dans l'imaginaire véhiculé par des représentants de mouvements sociaux

à portée communautaire et locale dans une zone péri-métropolitaine du Québec, la MRC du Haut-Richelieu, dont l'épicentre est la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Si nous considérons que le discours mondialiste est de plus en plus présent dans l'imaginaire militant québécois, il est pertinent d'analyser la façon dont est réalisée cette appropriation discursive. S'agit-il d'une appropriation résultant d'une action réfléchie et organique par rapport aux caractéristiques, aux besoins et aux visées de l'organisme? S'agit-il tout simplement d'effet de mode, d'un isomorphisme propre à nombre d'organisations qui sentent le besoin de suivre les grandes tendances présentes dans l'esprit du temps (Dimaggio et Powell, 1983). Si tel est le cas, le renouvellement du discours qui intégrerait la dimension mondialiste au sein d'actions collectives relèverait d'une nouvelle technologie sociale sans que le sens, la signification, la portée ou les intentions soient pleinement intégrées par les acteurs sociaux.

Présentation des sections du mémoire

Le premier chapitre du mémoire sera consacré à l'analyse de l'évolution du concept d'action collective tel qu'il est défini et réfléchi par les chercheurs que nous considérons les plus appropriés pour qualifier les avancées dans ce champ de production sociologique des connaissances. Ce premier travail de recension d'écrits mettra en relation les changements et les mutations de l'action collective en lien avec la transformation du rôle de l'État. Cette première section se conclura par le regroupement de nos grandes questions de recherche et les hypothèses qui en découlent.

Le second chapitre du mémoire sera consacré à la démarche méthodologique. Nous décrirons et justifierons la démarche appliquée pour la conduite des différentes opérations de recherche qui seront effectuées.

Le troisième chapitre du mémoire portera sur les nouvelles formes d'action collective en lien avec la société dite « mondialisée ». Nous nous interrogerons sur une éventuelle jonction mondiale « latine » de tous ces mouvements sociaux dits nationaux avec l'organisation ATTAC comme épicerie de production et de diffusion d'un des discours altermondialiste. Sous forme d'une étude de cas d'une action collective (Comeau, 2000), nous étudierons cette organisation en nous interrogeant sur le contexte de son émergence, son mode de fonctionnement interne et ses relations à l'externe, ses réseaux et ses stratégies.

Le quatrième chapitre présentera des données sur la MRC du Haut-Richelieu et établira un portrait succinct du mouvement communautaire. Nous dresserons aussi un portrait des organisations retenues pour notre étude et ferons une analyse documentaire de leur documentation afin d'y repérer l'utilisation de vocables liés à la mondialisation.

Dans le cinquième chapitre, nous présenterons les données se dégageant des entrevues effectuées auprès de militantes et de militants œuvrant dans différentes organisations locales liées à des mouvements sociaux québécois. Ces données nous permettront de repérer la présence ou non du discours « ATTACiste » et, par extension, l'existence ou non de traces du discours altermondialiste dans leur univers discursif. À cette présentation de données s'ajoutera une analyse succincte du contenu de documents produits par les organisations où s'impliquent les militantes et les militants interrogés. Notre intention est de rendre compte, au-delà des discours d'individus, de la façon dont une organisation locale s'approprie également les thématiques altermondialistes dans ses stratégies d'action et d'éducation populaire.

Le sixième chapitre du mémoire analysera les données recueillies à la lumière de nos hypothèses de travail et des grandes questions que nous nous sommes posées. Ainsi, nous pourrions affirmer ou infirmer, le cas échéant, si les groupes et mouvements sociaux sur le territoire québécois s'inscrivent dans la mouvance altermondialiste. Il nous sera aussi

possible d'identifier l'impact du discours « ATTACiste » sur ces derniers. Nous mettrons en lumière l'incidence de ce nouvel univers discursif sur leur façon de structurer l'agir collectif qu'ils mobilisent.

La conclusion récapitulera les moments clés de la démarche de recherche et présentera les grands constats qui se dégageront de cette recherche. Nous reviendrons sur l'impact de notre recherche sur la théorie de l'action collective et nous identifierons aussi des pistes à venir de recherche.

Chapitre I : Mise en contexte et problématisation de l'objet d'étude

Dans la recherche de solutions face aux différents problèmes découlant d'un monde de plus en plus globalisé, nous constatons la redéfinition du rôle joué par l'État-nation dans la régulation de l'économie nationale. Dans le contexte actuel, l'État-nation partage la fonction de régulation des sociétés avec des organisations agissant au niveau international (Brunelle, 2003). Les enjeux économiques étant maintenant et internationaux et nationaux, les acteurs sociaux doivent développer un système d'arrangements institutionnels adaptés. Jusqu'à un certain point, cette nouvelle donne devrait permettre le développement d'un nouveau cadre de régulation. Dès lors, les différentes luttes portées par des mouvements sociaux qui prenaient place au sein de l'État-nation ont vu leur champ d'exercice s'élargir pour gagner la scène mondiale (Castells, 1998)

Selon Bauman (2005), à partir des années 1980, les mouvements de contestation se sont redéployés à deux niveaux. D'un côté, des mouvements qui sont porteurs d'un ensemble de pratiques ont fait le choix de miser sur une vision nationale, régionale, locale ou communautaire pour s'opposer ou, mieux, s'intégrer à la mouvance mondiale. Les acteurs de ces pratiques sont persuadés que pour pallier aux faiblesses régulatrices de l'État-nation, il importe d'opérer un retranchement vers l'échelle infra nationale.

D'un autre côté, Bauman identifie un deuxième niveau d'action qui regroupe des acteurs collectifs qui cherchent une réponse régulatrice globale au problème que pose la mondialisation. Cette réponse globale « dépend de l'émergence et de l'enracinement d'une arène politique globale. [...] Des nouvelles forces sont donc requises pour rétablir et revigorer une *agora* adaptée à l'époque de la globalisation » (Bauman, 2005, p. 122).

Nous partageons cette lecture de Bauman sur le redéploiement de l'action collective entre une échelle localiste et une échelle mondialiste. Nous ne nions pas qu'il existe un

continuum d'actions collectives entre ces deux échelles (Silvestro et Noiseux, 2007). Ces échelles constituent, selon nous, les points extrêmes du spectre contemporain de l'action collective. Dans la perspective de Bauman, les échelles sont complémentaires et font appel à des répertoires et à des stratégies différentes. Les travaux de recherche auxquels j'ai été associé, dont ceux produits par le Collectif d'études sur les pratiques solidaires (CEPS, 2005), m'amènent à nuancer la perspective de Bauman. Si effectivement il y a deux échelles, l'échelle locale serait fortement influencée par l'analyse macro politique développée par le discours altermondialiste. Nous assisterions à une sorte d'hégémonie idéologique de la part du discours altermondialiste qui imprégnerait le discours de mouvements sociaux agissant à l'échelle régionale, locale ou communautaire. Cette influence serait similaire à l'impact que le discours marxisant de lutte des classes a exercé sur les organisations populaires et communautaires québécoises entre la fin des années 1960 et la fin des années 1970 (Shragge, 2006).

Dans cette section, nous présenterons une analyse d'une partie du corpus sociologique portant sur l'action collective. Dans un premier temps, nous introduirons la différence entre action collective et mouvement social. Ce travail sera réalisé de façon détaillée par une présentation de trois paradigmes d'analyse des comportements collectifs voués à la transformation de la société, en l'occurrence, le paradigme psychosocial, la mobilisation des ressources et la théorie des nouveaux mouvements sociaux. Dans un deuxième temps, nous nous attarderons sur les écrits qui mettent en relation la transformation de la gouvernance d'une société et l'évolution des formes de l'action collective. En troisième lieu, nous conclurons cette section en présentant nos questions de recherche et nos hypothèses de travail.

1.1 Action collective et mouvement social : un regard à partir de trois paradigmes clés

À partir de travaux synthèses de Giugni sur l'action collective, il existerait deux angles d'analyse pour étudier cette dernière. Selon le premier angle (Giugni, 1991), l'action

collective correspondrait à l'ensemble des comportements collectifs réactifs à une situation donnée (urgence sociétale, crise, opportunité).

Se basant sur des travaux de Smelser, Giugni (1991) montre comment cette action collective se déploie en une variété de formes allant de l'action irréfléchie et spontanée au comportement répondant à un besoin adaptatif du système sociétal. Il en découle une hiérarchie d'actions collectives perçues par les penseurs de ce courant de pensée comme des actions impulsées par du psychosociologique ou par les besoins et les utilités du moment :

« (a) la panique, qui est une fuite collective fondée sur la croyance hystérique ; (b) le *craze*, qui est une mobilisation de l'action fondée sur une croyance positive dans une satisfaction ; (c) l'explosion de l'hostilité, constituée d'une mobilisation de l'action sous la poussée d'une croyance hostile ; (d) le mouvement fondé sur les normes, qui est une tentative de restaurer, de défendre, de modifier ou de créer des normes au nom d'une croyance généralisée ; (e) le mouvement fondé sur les valeurs, qui est une tentative collective de redonner de la force, de protéger, de modifier ou de créer des valeurs au nom d'une croyance généralisée. »
(Giugni, 1991, p. 7)

Selon le deuxième angle d'analyse, l'intérêt commun constitue le fondement de l'action collective. Dès lors, l'action collective est le fruit d'une volonté et répond à une finalité précise.

« L'action collective serait liée au fait qu'un certain nombre de personnes partagent un intérêt commun, et elle se définirait donc comme l'action produite par celle-ci. L'action collective est vue comme une réponse rationnelle à un besoin pour un bien collectif et se rattache à la notion de groupe comme ensemble de personnes partageant des intérêts communs. » (Giugni, 1991, p. 7)

Nous retenons que l'action collective est partagée entre des comportements irrationnels et rationnels afin de proposer, d'exiger et de réaliser une ou des transformations au sein de la société, ou encore simplement pour faire écho à une tendance d'imiter une mode.

L'action collective vue sous cet angle est à la fois subversive et conservatrice. Elle ne porte pas en soi une finalité de transformation positive ou négative de la société.

Afin de dégager les avancées propres à ces deux façons de concevoir les actions collectives, nous avons choisi de porter un regard sur trois paradigmes existants :

- Le point de vue psychosocial permettant de lier l'action collective à un effet de mode et de contagion;
- Le cadre de la mobilisation des ressources permettant d'analyser l'action collective comme une construction d'une entreprise, au sens de quête;
- Le paradigme des nouveaux mouvements sociaux situant l'action collective autour de nouveaux enjeux en vue de participer à la production du vivre ensemble.

1.1.1 Le paradigme psychosocial du comportement collectif

Les premières tentatives d'explication de l'agir collectif comme forme de contre-pouvoir sont associées aux travaux fondateurs menés par l'école du comportement collectif. L'idée principale de cette dernière est que « l'agir collectif est déterminé par la propagation et le renforcement mutuel des sentiments, des émotions et des attitudes au sein d'un groupe » (Lafargue, 2005, p. 10). Selon les penseurs de cette école, tels que Taine et Le Bon, la propagation d'un sentiment collectif est favorisée par des clameurs, par le désordre et par l'exaltation. L'agir collectif ou la mobilisation sociale seraient le résultat de réponses irrationnelles à des frustrations quotidiennes. Dans cette logique, un mouvement revendicatif « ne peut être qu'une masse innommable, obnubilée par des passions incontrôlées et projetées dans le cœur d'une violence impitoyable par des criminels endurcis qui seront proclamés meneurs » (Lafargue, 2005, p. 11). Pour les penseurs de cette école, le caractère irrationnel et passionnel mené par des manipulateurs

sans scrupule est le seul élément explicatif de la formation des actions collectives de revendication.

Selon Larfargue (2005) et Neveu (2002), l'objet de ces travaux visait à étudier et à comprendre la violence collective. Les travaux tentent de répondre à trois questions :

- Quelles sont les sources psychosociales du potentiel de violence collective ?
- Quels sont les facteurs déterminant le passage de la violence collective à la violence politique ?
- Quelles sont les conditions sociales qui affectent les caractéristiques de la violence ?

Certains chercheurs, tel Gurr (1970), ont essayé de concilier le rationnel et l'irrationnel dans une réflexion cohérente. Dans cette perspective, « un mouvement collectif ne serait plus le produit d'une juxtaposition statique de conduites individuelles similaires, mais signifierait l'éclosion d'un phénomène social, l'émergence d'une nouvelle norme s'inscrivant dans la différenciation et non plus dans l'identité » (Larfargue, 2005, p. 14).

L'école psychologique de l'action collective apporte des éléments de réponse sur la façon dont un comportement qui serait en appui ou en opposition à l'ordre établi se diffuse dans un groupe, mais elle demeure incapable de répondre à la question suivante : en situation de crise, pour quelle raison l'action collective s'organise parfois alors que d'autres fois elle ne s'organise pas ?

L'école états-unienne de la mobilisation des ressources y apporte des éléments de réponse à partir d'une théorisation d'inspiration économique et politique.

1.1.2 Le paradigme de la mobilisation des ressources

Au début des années 1960, des économistes envahissent le champ de la sociologie pour traiter d'objets considérés non pertinents pour l'économie. Parmi ces champs, mentionnons celui de l'action collective. Prend alors naissance une nouvelle école de pensée pour décrire et analyser les comportements collectifs, et surtout, pour tenter de répondre à la question évacuée par le paradigme psychologique : pourquoi certaines personnes ou certains groupes sociaux s'organisent alors que d'autres qui auraient souvent davantage de raisons de protester ou de contester ne le font pas ?

Olson (1978) pose les fondements de l'école de la mobilisation des ressources. Économiste de formation, il élabore une théorie sociologique qui explique l'action collective à partir de la logique des coûts et des bénéfices liés à l'agir collectif. Son postulat de départ est le suivant : la taille du groupe joue un rôle clé dans la structuration de l'action collective. Selon Olson, plus grand est le groupe, plus la fraction du bénéfice que reçoit chaque acteur social impliqué est réduite (retour sur investissement considéré faible). Par conséquent, les probabilités qu'un nombre important de représentants bénéficient de retombées directes intéressantes par rapport aux coûts engendrés par les activités de celles-ci sont faibles. Plus la taille du groupe est grande, plus les coûts d'organisation sont élevés et plus les bénéfices sont faibles. Il est évident dans cette analyse que des individus rationnels ne s'impliqueront pas dans une action collective si le groupe ne trouve pas des moyens de contraindre ou de compenser les pertes à l'aide d'incitatifs.

Les fondements de l'approche olsonienne seront repris et développés par McCarthy et Zald (1979). Bien que ces chercheurs soient en accord avec les travaux d'Olson à l'effet que la mobilisation d'un grand groupe sera facilitée par des incitations ou des contraintes, ils pensent que la mobilisation découle directement du travail effectué dans une organisation par ses leaders. Le succès d'une organisation dépendra de la capacité de ses

membres à capter des ressources matérielles ou immatérielles. Ils distinguent deux types d'acteurs dans l'organisation d'un mouvement social. Il y a les membres et surtout les entrepreneurs sociaux qui élaborent les structures et croient aux objectifs finaux du mouvement. Il y a aussi les pourvoyeurs de ressources qui ne sont pas directement impliqués dans l'action collective. Selon eux, l'efficacité d'une organisation ne réside pas dans le nombre de membres qu'elle mobilise, mais dans la gestion des ressources mises à sa disposition par ses leaders.

Construisant ses jalons théoriques à partir du même postulat qu'Olson, c'est-à-dire sur la rationalité de l'action collective et l'importance de la conception coût/bénéfice, Oberschall (1973) introduit des éléments politiques pour expliquer l'émergence de mouvements sociaux. Il situe ces éléments dans un contexte conflictuel. Pour élaborer sa réflexion, il considère deux propositions de départ. D'une part, il conçoit que, dans l'ensemble des collectivités, nous trouvons des rapports conflictuels pouvant engendrer des mobilisations collectives. D'autre part, la mobilisation est facilitée lorsqu'il s'y trouve déjà des formes de solidarité. Selon lui, une mobilisation efficace consisterait à recruter des groupes organisés et actifs. La distinction entre les sociétés dites segmentées et les sociétés dites intégrées constitue le facteur déterminant de la mobilisation. De façon générale, la segmentation sociale favorise l'action collective, car il s'y produit une certaine forme de ségrégation entre les groupes d'élites et les autres, contrairement aux sociétés intégrées où nous pouvons observer des formes de communications entre les différents groupes.

Enfin, Tilly (1984) développe une approche complémentaire aux auteurs précédents. Il situe son analyse en continuité théorique du modèle développé par Oberschall. Neveu (2002) situe ainsi sa contribution « si la plupart des questions sont classiques, plusieurs des réponses innovent, parce qu'elles affinent la réflexion sur la sociabilité, les stratégies, le politique, et prennent en compte le temps long » (Neveu, 2002, p. 60).

Les travaux de Tilly sur la mobilisation des ressources s'inscrivent plus dans une dimension politique qu'économique. Loin d'être en accord avec McCarthy et Zald et leur conception économique de l'organisation, il place au centre de son interprétation la notion de sociabilité. Pour Tilly, la structure du mouvement social repose sur deux variables : « netness et catness ». La *netness* (de *net*, réseau) renvoie à des réseaux d'acteurs volontaires. La *catness* (de *cat*, forgé à partir de catégories) désigne une identité catégorielle définie par des propriétés objectives (femmes, noirs, français, etc.). Dans la théorie de Tilly, ces deux domaines se combinent invariablement en *catnet*. Celle-ci peut être forte lorsque les variables convergent fortement et faible lorsque la sociabilité est dissociée de l'univers du groupe catégoriel.

Historien et sociologue, Tilly est le premier chercheur à introduire la notion d'évolution dans l'étude des mouvements sociaux. Cette proposition permet de penser les mouvements sociaux en lien avec la temporalité de l'action, donc en interface avec les structures politiques et les réalités objectives et subjectives des époques concernées. Conséquemment, « la logique d'action des mouvements sociaux est donc en partie déterminée par le contexte social dans lequel elle s'actualise » (Gendron, 2005, p. 397).

Autre apport important de Tilly dans la réflexion sur l'action collective : la notion de *répertoire d'actions*. Un répertoire « établit l'hypothèse d'un choix délibéré chez ceux qui revendiquent, entre des modes d'actions bien définis, les possibilités de choix et les choix eux-mêmes changeant essentiellement en fonction des choix précédents » (Tilly, 1984, p. 99).

1.1.3 Le paradigme des nouveaux mouvements sociaux

Les travaux de Touraine (1978 ; 1992) permettent de distinguer anciens et nouveaux mouvements sociaux. Dans les mouvements sociaux issus de la révolution industrielle, le conflit central opposait les patrons et les travailleurs. Les deux groupes avaient en

commun des orientations culturelles similaires : l'un et l'autre croient au progrès, à la gratification différée, à un mode de vie fondé sur le mariage, la famille nucléaire où le rôle de l'homme et de la femme sont bien campés, etc. Par contre, ils sont en opposition l'un et l'autre sur la façon de donner sens à ces orientations, plus particulièrement sur la façon de rétribuer le travail. Les luttes se font essentiellement sur des questions liées au déploiement de la modernité naissante.

Les nouveaux mouvements sociaux marquent une rupture par rapport aux consensus, compromis, tensions, contradictions et conflits accompagnant le déploiement de la modernité naissante. Au-delà de la sphère du travail et de la scène politique, principales sphères d'opposition entre les groupes sociaux de la fin du 19^e siècle au début de la décennie 1960, d'autres avenues de la modernisation sont explorées. Les droits humains, les identités, l'écologie, la paix, les droits des animaux, les rapports de genre et le rapport à la sexualité sont autant de domaines trouvant une légitimité dans le projet moderne qui sont explorés, posés et revendiqués par une nouvelle génération d'acteurs et de mouvements sociaux. Les conflits ne tournent plus autour de la façon de penser la production et la distribution de ressources, mais bien sur la façon de penser un des rapports sociaux diversifiés et autonomes les uns par rapport aux autres.

En succédant à la modernité naissante, la modernité avancée (Giddens, 2002) permet l'expression de revendications touchant à la fois des domaines propres au développement économique, au développement social, à la place occupée par le Nord dans la gestion de l'économie et de la politique, aux thèmes de la décentralisation et du contrôle local, tout en abordant les questions liées au rapport au corps, à la sexualité, aux rapports de pouvoir. Bref, les orientations culturelles, nous dit Touraine (1978), sont à la base du conflit central opposant la classe dominante aux classes dominées : on ne s'entend plus sur un projet de société, mais bien sur la coexistence de différentes façons de vivre ensemble.

Si la modernité avancée permet l'émergence de nouveaux mouvements sociaux, la définition d'un cadre de régulation mondial néolibéral à partir des années 1980 se traduit par l'apparition d'une nouvelle échelle d'action, d'un nouveau type de contestation au sein des nouveaux mouvements sociaux, et, par conséquent, d'un nouveau type de répertoire d'action. Bien que partie prenante des nouveaux mouvements sociaux, nous travaillons, rappelons-le, avec l'hypothèse que la configuration en définition est en train de définir une nouvelle catégorie ou génération d'actions collectives conflictuelles. Dans le prolongement des nouveaux mouvements sociaux prend naissance la mouvance altermondialiste (Amin et Houtart, 2002 ; Fougier, 2004 ; Allait, 2007). Elle constitue une rupture puisqu'au centre du projet altermondialiste est posée la question d'un autre modèle de développement, et donc d'un nouveau cadre civilisationnel pour succéder à celui de la modernité. Cette réflexion de dépassement de la modernité occupe une place telle dans le mouvement altermondialiste que ce dernier se structure par une mobilisation des mouvements sociaux, anciens et nouveaux, autour d'un projet de contestation qui sans être implicitement définie l'est de façon explicite par l'opposition qu'il érige face au projet néolibéral de construction d'une économie monde unifiée. Sommier (2001) qualifie cette nouvelle expression des actions collectives par le terme « nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation ».

Dans la logique des nouveaux mouvements sociaux (NMS) :

« Les conflits postindustriels, au-delà de la nouveauté de leurs acteurs et de leurs actions, ont été caractérisés par leurs rapports particuliers avec les systèmes politiques et des formes traditionnelles de représentations. Les mouvements féministes, écologistes, ethniques et nationaux, les luttes anti-institutionnelles n'ont pas seulement mis en scène des acteurs en conflit, des formes d'actions et des problèmes étrangers aux traditions de lutte du capitalisme industriel; ils ont mis au premier plan également l'inaptitude des formes traditionnelles de représentations politiques à rassembler de manière efficace les demandes en émergence. » (Melucci, 1983, p. 13)

Ces formes nouvelles de protestations sociales, comparées à celles exemplifiées par le mouvement syndical, sont caractérisables par quatre traits :

- refus d'une structure hiérarchique ;
- accent mis sur les aspects culturels de la protestation ;
- revendication d'une meilleure qualité ou d'un meilleur style de vie ;
- principe de solidarité entre les participants et avec les groupes marginalisés et défavorisés. (Melucci, 1983)

Autre caractéristique distinctive soulignée par Kriesi (1994) : le potentiel politique des NMS est concentré dans la classe moyenne. Et comme le mentionne Gendron, cette nouvelle classe moyenne affiche « une sensibilité de classe plutôt qu'une conscience de classe, de telle sorte que tout en ayant un potentiel de mobilisation structurellement déterminé, ses demandes sont soit très particulière, soit universaliste, bref étrangère à une spécificité de classe » (Gendron, 2005, p. 398).

De cette classe moyenne émerge des spécialistes sociaux et culturels capables d'élaborer un contre-discours culturel sur la lutte des dispositifs culturels. Ces dispositifs culturels sont centraux, car désormais c'est dans une logique d'appropriation de ces instruments de construction de sens que se jouent les luttes d'aujourd'hui. Bien que la classe moyenne constitue le noyau militant central, celle-ci développe des alliances avec d'autres groupes ou strates, comme nous l'indique Offe (1994). De ces groupes, deux sont plus importants. Nous retrouvons les groupes « périphériques » ou « sortis de la sphère marchande » et des éléments des anciennes classes moyennes. Du premier groupe, nous entendons ceux et celles dont la situation sociale n'est pas définie par le marché du travail et dont la disponibilité est conséquemment plus flexible. Nous parlons ici notamment des étudiants, retraités, jeunes sans emploi. Deux caractéristiques principales distinguent cette catégorie : d'une part, leurs conditions de vie sont assujetties à différents mécanismes de

contrôle, d'exclusion; d'autre part, ils peuvent consacrer une part substantielle de leur temps aux activités politiques qu'ils partagent avec la classe moyenne.

Du deuxième groupe, que nous nommons *ancienne classe moyenne*, elle englobe les paysans, les petits commerçants et les artisans. Nous entendons les groupes dont les intérêts économiques concordent avec les revendications des nouveaux mouvements de protestation. Donc, le défi de la classe moyenne ayant des penchants progressistes est de construire des alliances concrètes malgré les clivages politiques et les réalités différentes : « Alors que la nouvelle classe moyenne est potentiellement la plus sensible aux risques et aux effets pervers de la modernisation, les deux autres groupes ont de très fortes chances d'être les victimes les plus directs de celle-ci. » (Offe, 1994, p. 10)

En définitive, ces mouvements se différencient du mouvement ouvrier du fait qu'ils ne rapportent pas à des intérêts particuliers la poursuite d'objectifs universalistes ; il s'agit en effet de mouvements qui agissent au nom d'un mandat de la collectivité, et non d'intérêt de groupes socio-économiques particuliers, pour intervenir dans des questions dont la portée est universaliste (Farro, 2000). La nature des revendications touche davantage la question du changement des valeurs sociales à caractère universaliste.

Nous avons effectué un survol historique des concepts d'action collective et de mouvement social en nous penchant plus spécifiquement sur trois écoles de pensées déterminantes. Fort de ce travail, nous compléterons notre réflexion sur l'action collective en présentant un paradigme selon lequel la façon de penser l'action collective évolue en fonction du rôle joué par l'État dans la gouvernance d'une société. Selon ce point de vue d'analyse, aux changements de conjoncture qui transformeraient la structure étatique de gestion politique de l'espace national coïnciderait inévitablement un changement dans la façon de conduire l'agir collectif. À partir de cette manière d'analyser l'action collective, nous serons alors en mesure de montrer en quoi la perte de centralité de l'État-nation à partir des années 1980 permet l'émergence d'un nouveau

cadre d'action et donc d'une nouvelle forme d'action collective en réponse aux conséquences et aux pressions exercées par le processus actuel de mondialisation. Nous compléterons ce regard sur le lien entre action collective et forme de gouvernance de l'espace national par une présentation sur la mouvance altermondialiste.

1.2 À une forme de structuration de l'État correspondrait un type de mobilisation collective

L'État, en fonction des travaux de Weber (2003), cumule trois caractéristiques centrales :

- 1) l'existence d'une administration ;
- 2) laquelle s'attribue le monopole de la violence légitime ;
- 3) qui exerce ce monopole sur un territoire défini.

De cette définition en découle une plus récente « l'État constitue une organisation différenciée des autres organisations de la société, spécialisée dans la détention des moyens de coercition. Il contrôle un territoire clairement délimité sur lequel il est souverain. Enfin, l'État est centralisé et formellement coordonné. » (Cattacin, Giugni et Passy, 1997, p. 13)

Selon Cattacin, Giugni et Passy, trois types de mouvements sociaux se sont succédé dans l'histoire des cinq derniers siècles. Premièrement, nous retrouvons les révoltes anti taxes et autres expressions de résistance liées au développement de l'État moderne. Deuxièmement, à cette forme prémoderne d'action collective succèdent des formes sectorielles d'actions représentées par le mouvement ouvrier ou le mouvement socialiste. Troisièmement, aux actions collectives très liées à la modernité succèdent des manifestations postmodernes à partir de la décennie 1960. Il est alors question de « nouveaux mouvements sociaux », lesquels élargissent le champ des revendications classiques de l'action collective moderne, tout en explorant de nouveaux secteurs de

revendication. Les actions collectives fondées sur les droits civils, l'écologie et la mondialisation relèvent de ces nouveaux champs de revendication.

À ces trois types de mouvements sociaux correspondrait deux formes bien établies de types d'État et deux formes transitoires récentes (Cattacin, Giugni et Passy, 1997).

1) Formes bien établies :

- a. L'État absolutisme où le pouvoir est concentré entre les mains de monarques. Cet État se fonde sur des prélèvements unilatéraux et autoritaires des ressources auprès de la population. Cette forme d'impôt est considérée comme un vol par les mouvements protestataires de l'époque.
- b. L'État libéral qui se caractérise par l'intégration des principes libéraux énoncés par les Lumières : égalité devant la loi et liberté d'expression, de commerce et d'établissement. Nous voyons apparaître l'émergence de la propriété privée comme concept clé de la manière de concevoir le mode d'appropriation des biens et des services. Les mouvements ouvriers, socialistes, libertaires sont au cœur des actions collectives en réponse au cadre libéral de l'État représentatif du bien commun et de l'intérêt général.

2) Formes transitoires récentes

- a. L'État-providence est caractérisé par une volonté d'être garant d'une saine redistribution de la richesse et de respect de la justice sociale. Les nouveaux mouvements sociaux prennent leur expansion sous la manifestation keynésienne de l'État providentialiste.

- b. L'État planificateur et régulateur de la mondialisation est caractérisé par un double processus de décentralisation de ressources et de responsabilités vers l'échelle locale et de soumission à des structures de gouvernance supra nationales. À ce mode d'État correspondent les mouvements antimondialisation et des mouvements identitaires agissant à l'échelle locale.

Après avoir observé des formes différentes de mouvements sociaux correspondant à différentes formes historiques d'État, Cattacin, Giugni et Passy identifient quatre types de rapports prenant place entre l'État et les mouvements sociaux.

À l'État absolutiste correspond une modification des structures politiques de pouvoir et l'émergence de nouveaux rapports de production. Ces modifications permettent deux choses. D'une part, les actions de contestation deviennent nationales, autonomes et offensives. D'autre part, les processus de segmentation sociale qui accompagnent le développement du capitalisme favorisent l'émergence de luttes sectorielles (mouvement ouvrier, mouvement laïc, mouvement socialiste, etc.), lesquelles vont s'organiser sur les bases mêmes du libéralisme, en toute liberté d'association et de droit de parole.

La deuxième phase serait caractérisée par le rôle central occupé par le mouvement ouvrier comme acteur collectif. C'est l'époque du préfordisme puis du fordisme. Cette période historique verra s'institutionnaliser le mouvement syndical. Ce dernier permettra à l'action sociale de se doter de deux éléments importants : une dimension idéologique critique et contestataire, mais de support au développement du système économique dominant, et une dimension organisationnelle solide, permanente et corporative.

La troisième phase serait caractérisée par le glissement de l'État libéral à l'État-providence qui devient un État de droit à la fois libéral et social. C'est dans cette optique que le mouvement ouvrier est déclassé par l'émergence de nouvelles actions collectives, car « certaines de ses revendications étant désormais intégrées dans les politiques de

l'État-providence naissant, le mouvement ouvrier perd progressivement de son caractère d'opposition idéologique. Il devient un groupe d'intérêt et une organisation de services pour ses membres.» (Cattacin, Giugni et Passy, 1997, p. 16)

Dans la quatrième phase, l'État-providence tendrait à devenir de plus en plus planificateur et intégré à l'ordre mondial néolibéral. Il restructurerait son pouvoir d'intervention. Dès lors, des actions collectives de contestation répondent au processus de réingénierie de l'État-nation, en exigeant la redéfinition de leur rapport à l'État. Ces actions collectives dénoncent trois choses. (Cattacin, Giugni et Passy, 1997)

- 1) Une trop grande bureaucratisation de la société.
- 2) L'augmentation du contrôle qu'exerce l'État sur les citoyens.
- 3) Les risques liés de la croissance économique.

Les schémas suivants résument les idées présentées par les trois auteurs.

Tableau 1.1 Phases de développement de la société et mouvements sociaux

<u>Dimensions et périodes</u>	<u>Conflit central</u>	<u>Principaux mouvements</u>	<u>Types d'État/mode d'intervention étatique</u>
XVII et XVIII siècles	Expansion de l'État	Révoltes anti taxes et autres résistances à l'expansion de l'État	État absolutiste
XIX siècles	Lutte de classes pauvreté	Mouvement ouvrier	État libéral Droit : cadre d'action
1900-1960	Distribution du bien-être	Institutionnalisation du mouvement ouvrier	État-providence planificateur nationalisation
Depuis 1960	Bureaucratisation de la société et risque lié à la croissance économique	Nouveaux mouvements sociaux	État-providence planificateur et régulateur

Tableau 1.2 Revendications, moyens d'action et impacts majeurs des mouvements sociaux

<u>Dimensions des mouvements</u>	<u>Revendications centrales</u>	<u>Moyens d'actions privilégiés</u>	<u>Impacts majeurs</u>
Révoltes anti-taxes et autres résistances à l'expansion à l'État	Opposition aux taxes et à l'extraction directe des ressources par l'État	Révoltes locales	Locaux et temporaires (souvent faibles)
Mouvement ouvrier	Amélioration des conditions de travail et de vie, politiques de redistribution	Grèves, manifestations	Institutionnalisation dans le circuit de la représentation des intérêts, accélération de l'instauration de l'État-providence
Nouveaux mouvements sociaux	Diminution des risques de la société*; autonomie et paix	Manifestations, actions directes, lobbying, médias	Reconnaissance du pluralisme de la société

*Risques écologiques, risques technologiques, risques de guerre, etc.

**Source : Cattacin, Sandro, Marco Giugni et Florence Passy (1997), MOUVEMENTS SOCIAUX ET ÉTAT : Mobilisations sociales et transformations de la société en Europe, Genève, Actes Sud.

Dans la lignée des travaux de Tilly, les avancées de Cattacin, Giugni et Passy permettent d'établir une trame évolutive en fonction des types d'action collective et des transformations qui prennent place dans la société. Les modifications apparaissant dans les modalités politiques de gouvernance et dans les modalités économiques de production de la richesse constituent des éléments clés dans l'évolution des formes d'action collective.

La typologie présentée par les auteurs ne traite par des transformations présentement en cours, tant au niveau de l'État, des économies nationales que des actions collectives de contestation. Ces dernières prennent des formes et portent des préoccupations qui ne sont pas reflétées dans la quatrième forme d'État, dit planificateur et régulateur. Selon notre compréhension des changements en cours, la façon dont l'État voit se redéfinir la place et la fonction qu'il occupe dans la société correspond à une nouvelle période historique. Toujours selon nous, à cette recomposition du rôle de l'État entre une décentralisation des modalités de gouvernance vers le bas et la délégation vers le mondial d'un droit de représentation au sein de structures mondiales de gouvernance correspondrait une nouvelle phase de structuration de l'action collective. Cette dernière, telle est notre hypothèse, serait partagée entre une action localisée et une action mondialisante.

1.3 À un nouveau cadre sociétal, la mondialisation, une nouvelle expression d'action collective de contestation : la mouvance altermondialiste

Dans la section précédente, nous avons développé l'idée qu'il existe une relation forte entre les processus engendrant la transformation de l'État et les mutations prenant place au sein des actions collectives de contestation. Dans la présente section, nous développerons l'idée que la période actuelle représente une rupture, tant aux niveaux politique, social, culturel, qu'au niveau économique. Dès lors, cette reconfiguration des paramètres sociétaux ouvrirait la voie à de nouvelles formes d'action collective qui s'exprimeraient au sein de la mouvance altermondialiste.

Nous considérons qu'il y aurait des actions collectives différentes de celles traditionnellement associées aux nouveaux mouvements sociaux identifiés par Touraine (1978). Les nouvelles pratiques seraient possiblement associées à de nouvelles structures d'action et à de nouvelles formes de mobilisation sociale de ressources. Ces nouveaux arrangements seraient susceptibles de faire contre poids aux décisions qui se prennent de plus en plus au niveau international ou qui sont reléguées au niveau local.

1.3.1 Construction et émergence d'un nouvel ordre mondial

Dès les années 1980, les institutions de Bretton Woods (Aguiton, 2003) transforment progressivement leur rôle. Du rôle de régulateur financier, elles se transforment, au début de l'année 1990, en agent de promotion du libéralisme économique mondial. Avec l'implosion et l'effondrement de l'URSS et de ses pays satellites ainsi qu'avec l'ouverture de la Chine aux principes du marché libéral, ces événements vont permettre d'accroître et de renforcer le rôle et l'importance de ces organisations internationales dans la gestion des décisions économiques internationales.

Pour illustrer cette transformation, regardons les modifications qui ont affecté le Fonds Monétaire international (FMI). Ce dernier joue un rôle majeur à partir des années 1980 du fait qu'il élabore et gère une politique relationnelle avec des demandeurs de prêts fondée sur des « plans d'ajustement structurels » (PAS). Les PAS conduisent plus souvent qu'autrement les pays demandeurs à calquer leurs politiques économiques et sociales sur les préceptes de la libéralisation économique. Ce qui veut dire que les sommes allouées seront conditionnelles à la mise en place d'un plan concocté par le FMI. Ces conditions sont presque exclusivement une réplique des éléments contenus dans le « Consensus de Washington »¹ ce qui obligera les pays demandeurs, d'une part, à diminuer leurs tarifs douaniers et, d'autre part, à ouvrir leur marché local à la concurrence mondiale. Nous pouvons comprendre que ces impositions conditionnelles sont le passage obligé vers une construction plus uniforme de l'économie mondiale.

Une date importante dans l'influence grandissante des institutions internationales dans le domaine du commerce fût le 1^{er} janvier 1995. Le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) se transforme alors en Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OMC, « sur le plan formel, assure une égalité entre chaque pays mais qui, dans la pratique, fonctionne par consensus, celui-ci étant verrouillé par les grandes puissances. » (Aguiton, 2003, p. 59) Les mandats affectés à cette organisation sont similaires à ceux du FMI et de la Banque Mondiale. Ils s'inspirent du Consensus de Washington. Nous pouvons comprendre que la mainmise des organisations internationales par les intérêts des pays occidentaux et par les grandes multinationales indique des rapports encore inégaux entre les pays du Nord et les pays du Sud et également une inégalité grandissante entre les fortunés et les défavorisés dans les pays du Nord. C'est véritablement dans cette

¹ En 1989, John Williamson, économiste, définit une politique en dix éléments qui mettra l'accent sur l'importance de la stabilité macro-économique et l'intégration à l'économie mondiale. Voici les éléments : « 1) Fiscal discipline, 2) A redirection of public expenditure priorities toward fields offering both high economic returns and the potential to improve income distribution, such as primary health care, primary education, and infrastructure, 3) Tax reform (to lower marginal rates and broaden the tax base), 4) Interest rate liberalization, 5) A competitive exchange rate, 6) Trade liberalization, 7) Liberalization of FDI inflows, 8) Privatization, 9) Deregulation (in the sense of abolishing barriers to entry and exit), 10) Secure property rights. » Source: Williamson, John. 1999. *What Should the Bank Think about the Washington Consensus?*, Peterson Institute, <http://www.iie.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=351>, site consulté le 15 novembre 2008

double inégalité que prennent forme les nouvelles revendications portées par la mouvance altermondialiste.

L'année 1994 revêt donc un caractère particulier autant pour la sociologie des mouvements sociaux que pour l'étude des cycles économiques. Pour la sociologie des mouvements sociaux, c'est l'apparition dans les milieux contestataires d'une première organisation qui fera la jonction de manière rigoureuse entre « revendications locales » et « revendications mondiales » symbolisées par le mouvement Zapatistes du Chiapas. Plus précisément elle correspond à une phase ascendante des cycles longs de Kondratieff que nous identifions comme une période d'édification de la Nouvelle Économie Mondiale. Pourquoi faire un parallèle aussi étroit entre les deux ? Comme le montrent les travaux de Tilly, il ne faut en aucun cas réduire l'impact des interactions entre les cycles économiques et les formes de contestation sociale. Comme le mentionnait Fontvielle : « il est possible de partir d'une évidence : tout bouleversement de l'ordre productif s'accompagne de chocs sociaux, donc – en général – de luttes ! Cette intuition est vérifiée par les études de plusieurs chercheurs qui ont observé une forte poussée du mouvement revendicatif au moment des changements de phase du cycle long. » (Aguiton, 2003, p. 79)

1.3.2 Mondialisme

Le terme « mondialisation » signifie le processus d'ouverture de toutes les économies nationales sur un marché devenu planétaire. La mondialisation est favorisée par l'interdépendance entre les hommes, la dérèglementation, la libéralisation des échanges, la délocalisation de l'activité, la fluidité des mouvements financiers, le développement des moyens de transport, de télécommunication.

Nous observons, au cours des dix dernières années, des tentatives de convergence des luttes sociales mondiales. Cette convergence en devenir se matérialise en alliances

stratégiques autour de revendications communes ainsi que par la création d'organisations internationales de contestation comme ATTAC ; la mobilisation contre l'AMI à Seattle ; les mobilisations parallèles aux Sommets des Amériques ou au Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre. Nous considérons que le FSM, dans la lignée des travaux de l'École de Francfort, serait le nouvel espace public oppositionnel. (Negt, 2007) Toutes ces initiatives émergent d'une nouvelle façon de penser l'action collective en lien avec les nouvelles réalités et les nouveaux enjeux. De cette nouvelle action collective mondiale concertée, nous pensons, et cela rejoint notre hypothèse, que le discours de l'organisation ATTAC transcenderait et cristalliserait cette nouvelle forme de protestation rendant possible des alliances entre une variété d'actions collectives.

Dans ce nouvel environnement, l'action collective peut difficilement se penser, s'élaborer et se construire à l'intérieur du cadre national. Pour la nouvelle mouvance contestataire, la réorganisation de l'État-nation est intimement liée à l'établissement d'un nouvel ordre politique et économique.

« Les partis politiques gouvernementaux, de droite comme de gauche, ont accompagnés cette évolution. Ils l'ont parfois encouragée. Jamais ils ne l'ont freinée. Entre les citoyens et ces nouveaux centres de pouvoirs, un vide béant. Les partis politiques fonctionnent en vase clos, coupés de ceux qu'ils sont censés représenter ». Or, « face à la défaillance totale des partis politiques devant la catastrophe néolibérale, face à la détermination des partis gouvernementaux de droite et de gauche de subordonner le politique à l'économique, loin de toute forme de réaction populiste, une réponse citoyenne s'élabore, se consolide, s'affirme. » (Jennar, 2004, p. 301)

Ce nouvel agir collectif mondialisant, nous le nommerons *mouvance altermondialiste*. De fait, il est pertinent d'établir une distinction entre les notions « altermondialisme » et « anti-mondialisme ». Les deux notions renvoient à deux réalités distinctes. Pour la première, au-delà de son rapport conflictuel et oppositionnel avec la mondialisation économique, les mouvements en son sein réfléchissent et recherchent des alternatives réelles, crédibles et cohérentes aux maux engendrés par le néolibéralisme. Pour la

deuxième, les antimondialistes n'ont pas seulement une conception anti-néolibérale, mais aussi anticapitaliste. Pour eux, la refonte du système capitaliste n'est pas envisageable. Il faut vraisemblablement transformer et remplacer ce système dans son ensemble. Dans notre réflexion, nous allons travailler avec la mouvance altermondialiste, car c'est elle, à notre avis, qui est sujette à faire émerger un nouvel agir collectif dans la société mondialisée.

1.3.3 Mouvance altermondialiste

En considérant notre postulat de départ à l'effet que la transformation de l'État favorise l'émergence de nouvelles formes de contestation sociale, la mouvance altermondialiste constitue un exemple de nouvel agir collectif qui caractériserait les conflits de classe dans les sociétés économiquement mondialisées.

Dans la section précédente, nous avons montré qu'il y avait effectivement une construction d'un nouvel ordre mondial caractérisé par la mondialisation néolibérale. Nous avons montré également que ce nouvel ordre mondial pousse à une réorganisation de l'État-nation, ce qui a pour conséquence directe une transformation de sa fonction d'institution régulatrice en matière de politique économique nationale. Cette réingénierie de l'État est vue, selon Canet (2006), comme une crise. En effet, Canet insiste sur le fait que cette dernière a trois dimensions. Premièrement, il y a crise de représentation.

« Le lien de représentation unissant la société à la nation peut être l'objet d'une vive contestation de la part d'acteurs sociaux qui ne se reconnaissent plus dans cette collectivité politique. Cette crise de la représentation s'accompagne donc d'un rejet de la communauté politique conçue comme un élément de médiation directe entre la société et l'État » (Duchastel et Canet, 2006, p. 27).

Deuxièmement, il y a crise de légitimité. Cette dernière est une conséquence directe de la marginalisation de la communauté politique. « Ses interventions (l'État) sont ainsi

perçues comme d'autant plus contraignantes que son pouvoir bien visible n'est plus au service d'une hypothétique solidarité nationale » (Duchastel et Canet, 2006, p. 27). Et, finalement, il y a une crise de régulation à laquelle nous avons déjà fait référence.

Selon Bauman (2005), face à une situation de grande crise, deux réactions sont possibles pour les acteurs sociaux. D'une part, ils peuvent se replier et se concentrer sur l'action contestataire au niveau local. D'autre part, les acteurs peuvent se dire que les revendications, pour être efficaces, ont tout avantage à s'inscrire dans une vision et une scène mondiale, car, selon eux, les nouvelles formes de régulation favorisent une action mondiale. Bien que Bauman oppose ces deux formes de contestation, nous pensons que la distinction n'est pas aussi tranchée.

L'altermondialisation désigne un mouvement au sein de la société civile² qui conteste le modèle néolibéral de la mondialisation et qui revendique un mode de développement plus soucieux de l'homme et de l'environnement. Ce mouvement social est par définition hétérogène puisque la contestation se construit contre un « opposant » tout en prenant des formes variées, autour d'objectifs pas toujours convergents. Il existe, somme toute, un ensemble de revendications communes : a) l'appel ou la référence à une justice économique, b) le désir d'autonomie des peuples, c) la reconnaissance de droits humains fondamentaux, d) des revendications pour une gouvernance et un mode de fonctionnement démocratique des institutions de la société.

² « Ce que l'on appelle aujourd'hui société civile n'inclut plus l'économie régulée par les marchés du travail, les marchés des capitaux et des biens constitués par le droit privé. Au contraire, son cœur institutionnel est désormais formé par ces groupements et ces associations non étatiques et non économiques à base bénévole qui rattachent les structures communicationnelles de l'espace public à la composante société du monde vécu. La société civile se compose de ces associations, organisations et mouvements qui, à la fois accueillent, condensent et répercutent – en les amplifiant dans l'espace public politique – la résonance que les problèmes sociaux trouvent dans les sphères de la vie privée. Le cœur de la société civile est donc constitué par un tissu associatif qui institutionnalise dans le cadre d'espaces publics organisés les discussions qui se proposent de résoudre des problèmes ayant surgi (dans la réalité) et concernant des sujets d'intérêt général » (Duchastel et Canet, 2006, p. 239).

Selon Fougier :

« Il s'agit de la nébuleuse des organisations appartenant principalement à la société civile et des individus qui dénoncent les conséquences jugées néfastes de l'actuel processus de mondialisation, censé être basé sur l'application des principes du néolibéralisme, et de l'activité de ses protagonistes principaux sur les plans économique, social, culturel, démocratique ou sur la paix, et qui aspirent à en modifier le cours dans un sens plus conforme à leurs idéaux de justice, de solidarité et d'équité par la définition et la promotion d'une alternative » (Fougier, 2004, p. 19).

Pour lui, ce mouvement n'est pas aussi structuré que le mouvement syndical. Au contraire, il a comme caractéristique première d'être une mouvance articulée à l'intérieur de réseaux, dont un des points d'ancrage et de repère est le Forum Social Mondial (voir appendice A I). La deuxième grande caractéristique est que la mouvance altermondialiste « ne se définit pas par le rejet du capitalisme, mais par le rejet de la forme néolibérale de l'actuel processus de mondialisation. » (Fougier, 2004, p. 19) Par conséquent, elle ne rejette en aucun temps l'entièreté du processus, mais tient des critiques sur l'aspect néolibéral et formulent des alternatives pour une mondialisation solidaire qui respecterait la justice sociale. Cette dernière caractéristique délimiterait le point de rupture entre l'antimondialiste et l'altermondialiste.

Par ailleurs, au-delà des réflexions et de la mise en discours d'alternatives de types humanistes, pour l'altermondialisme « ce sont principalement les entreprises multinationales et les organismes financiers (FMI, BM) qui sont au cœur de leur critique » (Fougier, 2004, p. 21). Pour eux, ces institutions exercent des pressions économiques indues pour imposer le modèle néolibéral partout sur la planète. Voulant être le pôle unificateur d'une revendication mondiale cohérente, la stratégie de critiquer à la fois les multinationales et les institutions internationales « indique que le choix des cibles des activistes diffère selon les régions³. Les entreprises multinationales sont ainsi

³ Dans cette réflexion, nous ne ferons pas mention des groupes contestataires aux États-Unis, car ils ne sont pas en grande majorité des altermondialistes, mais davantage *anti-échangistes et anticorporation*.

les cibles privilégiées des groupes altermondialistes dans les pays industrialisés, tandis que se sont généralement les institutions financières en Amérique latine » (Fougier, 2004, p. 42). Bien que les différents mouvements régionaux critiquent des institutions différentes, les revendications partagent une même analyse de fond : la mondialisation néolibérale est la cause principale des inégalités.

Nous pouvons convenir qu'il y a eu avec l'émergence de la mouvance altermondialiste un changement d'opposant. Antérieurement, les réflexions et les actions collectives contestataires étaient circonscrites à l'intérieur de l'État-nation, car c'est au sein de ce dernier qu'étaient principalement perçues les inégalités sociales. Pour les altermondialistes, la responsabilité des inégalités repose sur les activités des multinationales et les décisions des institutions internationales. L'opposant prenant assise au niveau international exige donc une opposition qui tiendrait compte de cette réalité.

Contrairement à ce que nous pourrions penser, les stratégies mises de l'avant par la mouvance altermondialiste ne sont pas véritablement différentes des stratégies utilisées par les anciens ou les nouveaux mouvements sociaux. La raison du non renouvellement de la stratégie tient essentiellement au fait que l'altermondialisme est un rassemblement d'organisations relevant des anciens et des nouveaux mouvements sociaux qui s'exprimaient et continuent de le faire de manière autonome ou indépendante. La prise en compte des nouvelles technologies informationnelles, notamment Internet, a facilité le réseautage autour d'un « opposant commun » via un certain nombre de revendications communes. Ce qui veut dire qu'au-delà de l'action terrain, la nouveauté du mouvement altermondialiste réside, d'une part, dans une reconnaissance d'un « opposant » commun : les institutions internationales et les multinationales ; et, d'autre part, dans l'utilisation d'outils technologiques de l'information pour mettre sur pied des réseaux mondiaux de contestation.

Leurs principales critiques s'attaquent aux grandes entreprises états-uniennes et ne s'inscrivent pas dans une vision mondiale.

Pour en revenir aux stratégies terrain, elles se résument ainsi selon Fougier (2004) :

1. L'organisation de rassemblements lors de chaque sommet important sur ce principe : « Où qu'ils soient, certains d'entre nous y seront également » ;
2. La mise en place d'une vaste coalition de groupes disparates réunis autour d'un même rejet de la mondialisation néolibérale ;
3. Le déploiement d'une masse de manifestants pacifiques ;
4. Le recours à des actions non violentes visant à bloquer l'organisation des sommets ;
5. Le recours à des actions directes de la part des activistes les plus radicaux.

Ces stratégies n'auraient pu être envisagées sans la prise de conscience, par les acteurs, de l'utilité des nouvelles technologies.

« L'Internet a joué un rôle clé dans le mouvement de résistance par trois moyens différents : en permettant la transmission rapide de l'information parmi les membres du lobby anti-AMI ; en rendant publique l'information sur l'AMI - et sur l'interprétation de l'AMI par les militants - aux nombreux utilisateurs de l'Internet ; et en offrant aux opposants un outil pour exercer une pression directe sur les politiciens et sur les décideurs politiques des États membres » (Cameron et Stein, 2003, p. 23).

1.3.4 Cadre d'émergence de l'altermondialisme

Le contexte d'émergence de la mouvance altermondialiste a nécessité deux éléments. D'une part, nous retrouvons une prise de conscience de l'importance d'arrimer les luttes locales aux revendications mondiales. Cette prise de conscience a permis aux acteurs de créer des organisations militantes internationales, notamment ATTAC, et, par conséquent, d'opter pour des organisations internationales de type réseau, car ces dernières diffusent, transmettent et interprètent les informations dans leur propre réseau. D'autre part, l'émergence n'aurait pu être possible sans l'Internet. Ce qui fait dire à

Cameron et Stein que : « Grâce aux nouvelles technologies, une culture est peut-être en train de naître en vue de constituer le nouveau terrain d'action de la politique mondiale » (Cameron et Stein, 2003, p. 23).

La force de ce mouvement altermondialiste réside dans cette appropriation systématique de ce moyen de communication à faibles coûts. Voyons de plus près comment ces acteurs connectés utilisent les nouvelles technologies pour mener à bien leur campagne de mobilisation et d'information.

Ils utilisent la Toile pour créer des sites sur leur regroupement en présentant leur mission et leur raison d'être. Ensuite, ces sites mettent en ligne des documents, programmes et analyses critiques des prises de position des gouvernements sur une variété de sujets. Ils recourent à des forums de discussion ainsi qu'à des listes d'envoi informatisées pour une plus grande efficacité et une rapidité accrue pour orchestrer des débats, pour mobiliser largement. La Toile devient, dans la contestation contemporaine, l'outil démocratique par excellence. Comme le mentionne Castells (1998), nous sommes présentement dans l'ère des réseaux, l'organisation sociale a désormais comme point de centralité l'informationnel, l'immatériel.

Nous allons voir que cette émergence est en lien direct avec une nouveauté de l'engagement militant que nous appellerons la rupture entre la militance de type traditionnel, caractérisée par un engagement d'allégeance, et la militance de type informationnelle, caractérisée par un engagement distancié. (Ion, 1997) L'appropriation des nouvelles pratiques de communication liées aux technologies de l'Internet est une traduction d'un nouvel engagement militant qui est une caractéristique fondamentale de la mouvance altermondialiste : « À vrai dire, les caractéristiques et la dynamique propres à Internet sont la seule structure organisationnelle qui lui assure sa pérennité. » (Duchastel et Canet, 2006, p. 189)

L'engagement d'allégeance et l'engagement distancié ne doivent pas être perçus comme opposés. Bien que l'engagement distancié émerge avec la naissance de nouveaux mouvements sociaux où les militants s'identifient davantage à une cause qu'à un groupe, ce qui a comme conséquence que ces mêmes militants s'intègrent à plusieurs organisations, l'engagement par allégeance n'est pas disparu. Nous n'avons qu'à penser aux syndicats. Par contre, il est vrai que la mouvance altermondialiste est davantage caractérisée par la nouvelle forme d'engagement. Cette réflexion permet d'aller au-delà de cette dichotomie pour atterrir sur un autre enjeu. Lequel est souligné par Fougier lorsqu'il indique que « les mouvements contestataires perçoivent la mondialisation à travers sa dimension financière (globalisation financière), mais aussi à travers ses conséquences culturelles et identitaires (mode de vie). » (Fougier, 2004, p. 36)

Les mouvements sociaux d'aujourd'hui sont partagés entre deux formes d'actions collectives. D'une part, la nécessité de répondre aux besoins pressants de la population (logement, emploi, etc.) au niveau local, et, d'autre part, la nécessité d'élaborer des projets globaux dont l'objectif est le rejet des politiques néolibérales. Cette réalité peut être unifiée par l'arrimage en réseaux de groupes locaux s'insérant dans des organisations chargées d'une planification globale des luttes contre les politiques économiques néolibérales. Être une organisation locale portant des revendications localistes n'est pas antinomique au fait d'être membre d'une organisation internationale comme ATTAC. La jonction est d'autant plus facilitée par l'utilisation des nouvelles technologies. L'altermondialisme, comme *mouvement des mouvements* aurait de la difficulté à exister sans *le réseau des réseaux* (Internet). En reprenant l'analyse de Tilly sur la structure des mouvements qui repose sur la *netness* (réseau) et la *catness* (identité catégorielle) précédemment expliqué, nous pouvons affirmer que le mouvement altermondialiste doit avoir une *catnet* forte pour être efficace, car l'arrimage entre *catness* (local) et *netness* (mondial) est primordial pour toute action collective concertée.

Dans cette perspective socio-historique, la solidarité du mouvement altermondialiste est caractérisée par le recours à l'Internet pour la mobilisation des ressources n'est ni *mécanique* ni *organique*, pour reprendre une terminologie durkheimienne, mais *technique*. En effet, selon Granjon :

« Une des spécificités de la communication sur réseau est ainsi de mettre en lien des personnes qui appartiennent à des espaces sociaux dissemblables mais connectés à des ensembles techniques identiques. L'Internet crée alors une espèce de *solidarité technique*, c'est-à-dire une forme de liens entre les êtres créée par le fonctionnement des ensembles techniques. » (Granjon, 2001, p. 93)

« Attribuer ce phénomène d'internationalisation de la critique sociale à l'évolution des répertoires d'action somme toute logique : ouvrir toujours davantage les horizons d'actions protestataires à des espaces de plus en plus larges afin de répondre aux déplacements successifs des dynamiques sociales d'asservissements. » (Granjon, 2001, p. 57)

Ainsi, selon Cameron et Stein, « les processus de mondialisation facilitent l'émergence de cultures nouvelles et l'ouverture d'un nouveau terrain pour l'action politique en dehors de la sphère de l'État. » (Cameron et Stein, 2003, p. 24)

De ce fait, comme nombre d'auteurs l'ont indiqué, le mouvement altermondialiste fait la démonstration qu'il peut se « faire de la politique autrement ». Cette nouvelle conception est nommée *alterpolitique*. Le terme renvoie à l'idée que nous pouvons exercer des pressions politiques en dehors des structures traditionnelles des partis politiques. L'*alterpolitique* réfère à une conception du politique où les relations sociales sont établies sur une base horizontale et non pas verticale. La hiérarchie est mise de côté au profit d'un égalitarisme qui ne réduit pas l'identité des individus et des groupes, mais qui compose avec cette dernière pour permettre des mises en liaison respectueuses des différences culturelles, sociales ou économiques. Cette conception représente une alternative aux modalités traditionnelles de gouvernance de l'action collective. L'utilisation technologique de l'Internet facilite cette application de la verticalité. Tant la possibilité de communiquer en temps réel, d'échanger des informations, de définir des stratégies et des

actions concertées que d'utiliser une politique de « mouvance du libre » contribuent à la définition d'un nouveau répertoire d'action (CEPS, 2005).

Le mouvement altermondialiste « se construit en opposition à la manière classique de faire la politique, notamment en apportant des réponses dissonantes à trois questions de l'agir politique : celles du pouvoir, de l'organisation et de la légitimité. » (Duchastel et Canet, 2006, p. 256) Le tableau suivant rend compte des différences entre les approches horizontales ou verticales de gestion du pouvoir dans les actions collectives.

Tableau 1.3 : Faire de la politique

	Politique classique <i>Théorie de la verticalité</i>	Alterpolitique <i>Théorie de l'horizontalité</i>
Pouvoir	Concentration <i>Souveraineté absolue</i>	Diffusion <i>Souveraineté éclatées</i>
Organisation	Pyramidale <i>Principe hiérarchique</i> Rapport élites/masse	Réticulaire <i>Principe agrégatif</i> Multitude
Légitimité	Représentation <i>Démocratie délégataire</i> Citoyenneté passive (sporadique)	Inclusion <i>Démocratie participative</i> Citoyenneté active (continue)

Duchastel, J. et R. Canet., (2006), *Crise de L'État, revanche des société*, Athéna éditions, Outremont, p. 262.

1.4 Questions et hypothèses de recherche

Au terme de la mise en contexte de notre objet de recherche, nous dégageons les questions de recherche et les hypothèses suivantes de travail.

L'objet de notre recherche est de porter un éclairage sur le mode d'articulation entre les actions collectives prenant place à l'échelle mondiale et celles œuvrant au niveau local.

- Les organisations locales prennent-elles en compte les dimensions mondiales des défis auxquels elles sont confrontées ? Si oui, le font-elles à partir de la lecture ATTACiste de la mondialisation ?

- De quelle façon le mouvement ATTAC procède-t-il pour rejoindre les militants du mouvement communautaire québécois à l'échelle locale ?
- La prise en compte du mondial joue-t-elle favorablement pour mobiliser des citoyens au niveau local ?
- Les organisations locales sont-elles en mesure de développer des initiatives qui puissent influencer les principaux mots d'ordre lancés par les grandes organisations et les événements majeurs de lutte contre la mondialisation néolibérale ?
- Quel type de régulation sociétale, c'est-à-dire quelles modalités de gouvernance, mettent-elles en scène ?
- Le mondialisme en contexte néolibéral favorise-t-il l'émergence d'un nouveau rapport à l'État.

Sur l'articulation entre les actions localistes et mondialistes, nous tenterons de répondre aux questions suivantes.

- S'agit-il de sphères d'action totalement autonomes, comme le laisse supposer Bauman (2005) ou Castells (1998) ?
- S'agit-il de sphères intégrées l'une à l'autre ? Les expérimentations, les avancées, les erreurs et les réflexions de l'une pouvant transiter et être pris en considération par l'autre, nous aurions alors deux univers d'expérimentation en symbiose.
- S'agit-il plutôt d'une forme de mise en collaboration plurielle :
 - tantôt l'action partirait du local pour aller vers le mondial ;
 - tantôt elle ferait l'inverse ;
 - ou encore, elle constituerait un mode d'intégration hégémonique où les luttes mondiales occuperaient une place et une fonction dominante, soumettant sous leur contrôle idéologique la scène du local ?

Ce questionnement nous permet de formuler deux hypothèses centrales.

Première hypothèse centrale : les mouvements sociaux de contestation à l'ordre mondial de libéralisation des échanges, des rapports politiques et des sociétés nationales constituent une nouvelle catégorie d'action collective, laquelle succède aux catégories représentées par les anciens et les nouveaux mouvements sociaux.

Deuxième hypothèse centrale : l'imaginaire et les pratiques de mouvements sociaux québécois, tel que représentés au sein d'organisations de la région de Saint-Jean-sur-Richelieu, sont très fortement imprégnés par le discours mondialiste diffusé tant par l'organisation internationale ATTAC que par sa branche québécoise, ATTAC-Québec.

À ces deux hypothèses centrales, nous lions deux hypothèses complémentaires.

Premièrement, l'influence observée du discours d'ATTAC sur des organisations locales serait unidirectionnelle au sens où ni l'organisation ATTAC-Québec, ni ATTAC international, ne seraient en mesure d'intégrer minimalement les réflexions, les préoccupations et les connaissances portées par des organisations locales telles celles qui seront étudiées.

Deuxièmement, la présence du discours mondialiste ne musellerait pas la capacité des organisations locales à développer un discours nuancé sur la mondialisation et, surtout, ne limiterait pas la portée des actions locales promues par ces dernières en favorisant la définition d'une réponse par le bas aux urgences, problèmes, besoins et aspirations portées par les populations que ces organisations disent représenter.

Chapitre II - Méthodologie

La méthodologie utilisée est essentiellement qualitative. Pour répondre aux nombreuses questions que nous nous sommes posées, il est nécessaire de comprendre, d'une part, l'univers subjectif et symbolique du discours militant, et, d'autre part, de percevoir les points d'ancrage et de diffusion de celui-ci au Québec.

Pour les trois sections du mémoire portant sur la présentation des données – « évolution conceptuelle de la notion d'action collective » ; « étude de cas sur l'organisation ATTAC » ; « infiltration au niveau local du discours ATTACiste dans les groupes contestataires québécois liés à des mouvements sociaux » - nous utiliserons une méthodologie de recherche particulière.

2.1 Évolution conceptuelle de la notion d'action collective

Pour la réalisation de cette partie de la recherche, nous avons effectué une recension des écrits en tenant compte d'une triple préoccupation. Premièrement, nous avons retenu des documents présentant une réflexion théorique de l'action collective. Deuxièmement, nous avons isolé un corpus de documents traitant du lien établi entre le contexte sociétal et les caractéristiques portées par des actions collectives. Troisièmement, nous avons porté une attention particulière aux écrits portant sur l'action collective altermondialiste. La recension des écrits a été effectuée à partir de documents diversifiés, articles de revues spécialisées, chapitres de livres, livres, documents Internet.

2.2 Étude de cas sur ATTAC

Pour l'étude de cas de l'organisation ATTAC, nous nous sommes inspirés du *Guide de collecte et de catégorisation des données pour l'étude d'activités de l'économie sociale et*

solidaire de Comeau (2000). Nous avons pris soin de l'adapter à notre objet de recherche. (Voir appendice B I)

Deux techniques ont été utilisées pour la production de l'étude de cas. D'une part, nous avons travaillé à partir de documents produits par des chercheurs universitaires et par des membres de l'organisation ATTAC. Ceci nous a permis de dégager des informations clés sur ATTAC. Ce faisant, nous avons pu identifier une partie de l'univers symbolique altermondialiste d'ATTAC. D'autre part, une entrevue a été réalisée auprès d'un représentant de cette organisation. Nous avons aussi été en lien par échange de courriels avec un autre membre de l'association afin de compléter la cueillette d'informations.

2.2.1 Sources documentaires

Les différentes sources de nature documentaire ont été recueillies dans des livres publiés par l'organisation ATTAC et plus précisément par ATTAC-France et par ATTAC-Québec. Des livres publiés pour présenter ATTAC tels – *Tout sur ATTAC* et *Le Petit Alter* –, nous ont aidés à comprendre l'organisation mondiale et les réseaux s'y rattachant. Cette lecture nous a aussi permis de cerner les grands thèmes communs défendus par ATTAC et par ses organisations locales. Nous avons aussi été en mesure de mieux comprendre l'ancrage des organisations locales à cette mouvance hétéroclite que représente l'organisation et aussi la présence ou non d'une mise en forme horizontale ou verticale des relations au sein de la mouvance ATTAC. Nous avons consulté de façon régulière les sites Internet officiels d'ATTAC-France et d'ATTAC-International. Il faut mentionner que les contenus des deux principaux sites consultés sont très similaires.

Les données recueillies auprès d'ATTAC-Québec l'ont été à partir des livres publiés par le Conseil scientifique de l'organisation aux Éditions ÉcoSociété et à partir du site Internet de l'organisation.

2.2.2 Entrevue

Pour compléter les données documentaires, nous avons réalisé une entrevue auprès d'un⁴ membre d'ATTAC-Québec impliqué depuis le début d'existence de l'organisme. L'entrevue a eu lieu le 6 février 2007 à Montréal au Café des Artistes. La personne interviewée est membre initiateur d'ATTAC-Québec. Considérant son rôle et ses implications au sein de l'organisation, nous étions certains que les informations recueillies lors de cette entrevue seraient appropriées et pertinentes.

Le schéma d'entrevue fut inspiré du guide d'enquête de Comeau (2000). Nous avons concentré la collecte d'information autour de trois thèmes :

- Le rapport à l'interne: la structure, les sources d'informations et de formations et les ressources mises à leur disposition ;
- Le rapport à l'externe: avec les opposants, avec les différentes organisations ATTAC régionales, avec les mouvements locaux et avec les médias ;
- Les réseaux en place et les stratégies de l'organisation.

2.3 Analyse des discours des militants œuvrant à l'intérieur de groupes et mouvements sociaux québécois face à l'altermondialisme

La troisième section du mémoire nous a permis de travailler une question centrale : « Est-ce que le discours d'ATTAC-International infiltre et façonne les prises de position et les décisions des acteurs communautaires locaux ? ».

⁴ Plusieurs personnes ont été approchées, lesquelles nous ont toutes référées à la personne interviewée.

Pour répondre à cette question, nous avons sélectionné un groupe de militants en fonction des critères suivants. Les militantes et militants devaient œuvrer au sein d'une organisation communautaire en lien avec un mouvement social. Nous voulions des personnes engagées depuis au moins trois années dans une des organisations communautaires de la MRC du Haut-Richelieu. Nous voulions aussi des personnes – hommes et femmes – d'âges diversifiés. Nous avons retenu des personnes appartenant à différents secteurs de l'action communautaire. Enfin, nous avons considéré comme important de choisir des personnes qui présentent un discours politique et social engagé et qui ont une vision altermondialiste et donc une connaissance minimale des enjeux défendus par cette mouvance.

L'application des critères sur une population de militants et militantes de vingt-cinq (25) personnes nous a permis de retenir quatre répondants et deux répondantes. Les six personnes présentent entre trois et plus de vingt-cinq ans d'intervention dans le milieu communautaire.

Nous avons recouru aux techniques précédemment décrites pour la collecte des informations. Nous avons opté pour des entrevues semi dirigées afin de laisser plus de marge de manœuvre aux répondants. La grille d'entrevues, présentée dans l'Appendice BII, comporte trois grandes sections portant sur les caractéristiques générales de la personne, les moyens d'action développés et la nature du discours altermondialiste présent dans l'organisation.

La section sur les moyens d'action a été scindée en neuf sous-questions qui permettent d'identifier les principales revendications, les modalités d'action, les réseaux existants, l'utilisation d'Internet, les stratégies d'action, l'impact des enjeux mondiaux sur leurs actions et stratégies, les différences, s'il y en a, entre les enjeux globaux et les enjeux locaux.

La section sur le discours altermondialiste est divisée en deux grandes parties. La première fait le tour d'enjeux dits mondiaux et locaux autour de thèmes généraux : l'environnement, la justice sociale, la démocratie, la perception du rôle et des fonctions d'institutions internationales. La deuxième section porte spécifiquement sur les liens entre l'organisation ou le répondant avec le mouvement ATTAC.

Les entrevues ont été effectuées dans la période du 8 octobre 2007 au 21 novembre 2007. Elles ont été toutes réalisées sur le territoire de la ville de St-Jean-sur-Richelieu à divers endroits. Les entrevues étaient d'une durée variant entre deux et trois heures. Elles furent enregistrées. Les répondants et répondantes ont été informés des procédures éthiques. L'information recueillie a été traitée de façon thématique en fonction de nos questions et hypothèses de recherche. Nous n'avons pas retranscrit de façon intégrale les verbatim. Nous avons plutôt réalisé un résumé synthèse des informations.

2.4 Analyse de contenu sur l'appropriation des thématiques altermondialistes par les organisations locales étudiées sur le territoire de la MRC Haut-Richelieu

En complémentarité avec l'analyse de discours expliquée précédemment, il nous est apparu pertinent de joindre une analyse très sommaire de contenu sur l'appropriation des thématiques altermondialistes par les organisations locales dans lesquelles s'impliquent les militantes et militantes interrogés.

Pour ce faire, nous avons procédé par une approche dite de repérage thématique. Dans ce cas précis, nous avons effectué une analyse des signifiés (Bardin, 1991, p. 35). Ce type de description analytique « fonctionne par procédures systématiques et objectives de description du contenu des documents. » (Bardin, 1991, p. 32).

Pour mener à bien ce travail de repérage, nous avons retenu huit organisations locales représentatives du secteur communautaire de la MRC du Haut-Richelieu provenant de différents secteurs d'activité. Pour effectuer ce repérage, nous avons choisi d'étudier les

rapports annuels d'activité, car nous considérons que les termes employés dans ces derniers sont étroitement liés à la philosophie organisationnelle et à la ligne de pensée directrice.

Chapitre III – L’association ATTAC

Nous avons fait le choix de travailler la question de la diffusion du discours altermondialiste sur la scène des actions collectives locales à partir de l’influence que pourrait avoir une des plus importantes organisations francophones œuvrant sur la scène de l’altermondialisme au Québec : ATTAC. Nous allons donc réaliser une étude de cas succincte de l’organisme, ce qui nous permettra de mieux situer son histoire, ses objectifs, ses réalisations, sa façon de concevoir les enjeux et les défis posés à l’action collective mondialiste.

3.1 Association pour la taxation des transactions financières pour l’aide aux citoyens

Décembre 1997. La parution d’un article intitulé *Désarmer les marchés*, écrit par Ignacio Ramonet dans *Le Monde Diplomatique*, représente le coup d’envoi d’ATTAC. La conclusion de l’article était la suivante : « Pourquoi ne pas créer, à l’échelle planétaire, l’organisation non gouvernementale Action pour une Taxe Tobin d’Aide aux Citoyens ? » (ATTAC, 2002, p. 10) L’idée maîtresse était qu’en liaison avec les syndicats et les associations de la société civile, une telle organisation pourrait constituer un groupe de pression pour revendiquer, auprès des gouvernements, la mise en œuvre d’un impôt mondial solidaire. L’objectif d’introduire une taxe sur les mouvements de capitaux circulant à l’échelle internationale était de décourager la spéculation financière. Les bénéfices engendrés par de tels mouvements spéculatifs pourraient au moins servir à financer des projets de développement à vocation écologique ou sociale.

En mars 1998, à l’invitation du *Monde Diplomatique*, a lieu une première rencontre entre des acteurs de la société civile. Trois idées ressortent de cette rencontre :

- la rupture avec l’ultralibéralisme passerait par la construction d’alternatives crédibles au plan économique ;

- la taxation des transactions financières serait un moyen de démontrer qu'il serait possible de contrer les inégalités sociales ;
- l'importance de contrer la tendance à la financiarisation de la mondialisation économique par un regain des actions civiques et militantes. (ATTAC, 2002)

Depuis sa constitution en association, ATTAC a élargi ses bases de réflexion. Il ne s'agit plus de proposer uniquement une taxe aux transactions financières, la Taxe Tobin, mais bien de réfléchir à toutes les dimensions de la mondialisation néolibérale. Cette réflexion se construit donc contrepoids des grandes organisations chargées de mettre en œuvre ou de déployer le projet de la mondialisation libérale : l'OMC, l'OCDE, la Banque Mondiale et le FMI.

Bien qu'ils critiquent de manière virulente le fonctionnement de l'économie mondiale, les représentants d'ATTAC ne sont pas opposés au processus de mondialisation des relations entre les peuples, entre les sociétés. Ils revendiquent, au contraire, un autre mondialisme. Dans cette perspective, ATTAC relève d'un mouvement social à la Touraine(1978) où l'organisation s'inscrit dans une mouvance identitaire qui partage, avec un opposant, un projet ou une totalité culturelle, le développement de la mondialité. En ce sens, ATTAC encourage l'adoption de politiques économiques nationales, régionales ou locales qui seraient respectueuses de valeurs sociales et environnementales. ATTAC affirme aussi qu'il est non seulement souhaitable d'adopter de telles politiques, mais que le tout est possible.

En juin 1998 a lieu l'assemblée générale constitutive. Lors de cette assemblée, les membres fondateurs adoptent une plate-forme de travail et les statuts et règlements de l'association. Un principe fort innovateur est voté et, par le fait même, trace une ligne de rupture avec les mouvements contestataires antérieurs : l'organisation fonctionne selon un principe décentralisé, des associations locales organisent des réunions, des conférences, rédigent des documents visant à exposer des alternatives concrètes à la

mondialisation économique. Dans cette optique, en considérant une grande latitude laissée aux associations locales, nous comprenons que le slogan « *penser global - agir local* » prend tout son sens. L'adoption d'un tel mode de fonctionnement permet une mise en réseaux entre différents groupes militants partageant un objectif commun : lutter contre les politiques néolibérales.

Il s'agit bien d'une mise en coordination de réseaux vers le haut, car il a été décidé, en décembre 1998, que le mouvement international s'organiserait sans structure hiérarchique ni épicentre géographique. L'objectif implicite est de laisser le mouvement respirer du bas vers le haut tout en respectant la souveraineté et l'autonomie des groupes locaux pour qu'ils puissent adapter les revendications générales diffusées par ATTAC-International aux réalités locales. Par contre, une plate-forme commune (voir appendice A II) est tout de même imposée comme cadre de référence aux différentes associations locales et aux Comités de travail d'ATTAC.

Depuis la constitution d'ATTAC-International, plusieurs groupes locaux ont été constitués. Le site Internet d'ATTAC-France mentionne qu'ATTAC-International est présent dans une cinquantaine de pays, dont au Québec. L'association se dit apolitique et n'a aucune visée partisane autre que la ligne de pensée qu'elle défend et c'est pour cette raison qu'elle s'est dotée dans certains pays de *Conseils scientifiques* qui se veulent indépendants de toute structure universitaire ou institutionnelle nationale. Plus de quarante Comités locaux, répartis sur les cinq continents, ont contribué à diversifier la réflexion sur nombre de sujets, notamment les organisations internationales, les transactions financières, l'eau, la dette, les services publics, les zones de libre-échange, les paradis fiscaux.

Tableau 3.1 La répartition des comités locaux d'ATTAC à l'échelle mondiale

CONTINENT	COMITÉS LOCAUX
AFRIQUE	Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo.
AMÉRIQUE	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Pérou, Québec, Uruguay, Venezuela.
ASIE-OCÉANIE	Australie, Japon.
EUROPE	Andorre, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Jersey, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovénie, Espagne, Suède, Suisse.
MOYEN-ORIENT et AFRIQUE DU NORD	Liban, Maroc, Tunisie.

Source ATTAC-international : <http://www.attac.org/spip.php?rubrique15>.

Enfin, des membres d'ATTAC sont à l'origine de la mise sur pied du Forum Social Mondial de Porto Alegre et des Forums Sociaux Européens. En effet, en février 2000, « lors d'une rencontre à Paris entre le président d'ATTAC et deux responsables associatifs brésiliens, Oded Grajew et Chico Whitaker, est élaboré le concept de Forum social mondial, et Porto Alegre est envisagée comme ville d'accueil en 2001 ». (ATTAC, 2002, p. 14)

3.2 ATTAC-Québec

L'étude d'ATTAC-Québec portera sur deux grands aspects : le contexte d'émergence et les acteurs en présence. Plus précisément, nous verrons qui sont les initiateurs du projet, quelles organisations sont concernées et qui sont les organisations et individus qui s'y opposent. Nous allons nous attarder sur le développement de l'organisation. Nous nous pencherons aussi sur le rapport que l'organisation maintient à l'interne. Ensuite, nous regarderons les rapports de l'organisation avec l'externe. Comment sont vécus les rapports avec les opposants, les différences entre les organisations ATTAC régionales, les liens avec différents mouvements locaux et finalement les rapports avec les médias.

Nous voulons également prendre connaissance des réseaux développés par l'organisation ainsi que ces différentes stratégies de diffusion et de mobilisation. Et, finalement, nous verrons comment l'organisation développe des affinités avec des organisations que nous pouvons qualifier de *concurrentes* ou *semblables*, s'il en existe évidemment.

3.2.1 Le contexte d'émergence

ATTAC-Québec est la seule organisation locale d'ATTAC-International au Canada et en Amérique du Nord. Il ne faut pas conclure qu'il n'y a aucune organisation en Amérique du Nord ayant des revendications convergentes avec ce que développe ATTAC. À titre d'exemple, mentionnons le Halifax Initiative qui est une coalition canadienne altermondialiste formée de groupes environnementaux, confessionnels, de justice sociale et de développement. Créée en 1994, en plein cinquantième anniversaire des institutions de Bretton Woods, l'initiative de Halifax s'emploie à transformer le système financier international et ses institutions. Elle a ainsi beaucoup travaillé sur la question de la dette et de la Taxe Tobin. Son action consiste principalement en des campagnes de pression et de sensibilisation⁵.

Par cet exemple, nous observons l'existence d'autres organisations en Amérique du Nord portant des revendications similaires à celles d'ATTAC. Se pose alors la question de l'arrimage entre des organisations anglo-saxonnes et francophones sur le thème de la lutte à la mondialisation libérale. Les raisons pour lesquelles celles-ci ne sont pas rattachées à l'organisation ATTAC-International relèvent certes de motifs que nous ne sommes pas en mesure de déceler à partir de la recherche que nous avons menée. Les documents consultés sur ATTAC ne font aucune référence à ce point. Toutefois, le clivage culturel et particulièrement linguistique est une réalité très présente dans les groupes libertaires, de gauche et progressistes de toutes allégeances. La situation par rapport à la mondialisation

⁵ Site Internet Halifax Initiative, consulté le 20 février 2007, <http://www.halifaxinitiative.org>.

rend compte de similitudes avec les clivages rencontrés sur d'autres grands thèmes de lutte sociale.

Bien qu'ATTAC-International soit en mesure de mobiliser largement, elle demeure incapable de mobiliser l'ensemble des actions collectives antimondialistes. Toutefois, via la mise en place des Forums sociaux mondiaux, ATTAC participe à l'élaboration de lieux de rencontres, d'échanges et de discussions, qui permettent une diffusion large de ses idées et de ses propositions d'action.

3.2.2 Éléments d'histoire

ATTAC-Québec s'inscrit étroitement dans le déploiement mondial d'une action citoyenne concertée, autonome où les citoyens ont des prises de position communes sur des enjeux politiques mondiaux. Il faut comprendre que l'autonomie dont bénéficient les organisations locales est à la fois large et restreinte puisque les organisations locales se doivent d'adhérer à la mission et au cadre de référence d'ATTAC-International tout en étant autonome quand à la déclinaison de ses principes et lignes directrices à l'échelle du territoire couvert par chaque Comité local. Les prises de décision et les actions mondiales concertées sont dictées et parviennent des instances centrales, notamment ATTAC-International et ATTAC-France. Le point de convergence, d'ancrage et de diffusion du réseau de mobilisation citoyenne est véritablement l'Europe et plus précisément la France où toute cette initiative a débuté. Dans ce contexte, nous pouvons parler d'autonomie locale sous tutelle internationale.

Décembre 1997 marque le début de l'initiative tant en France qu'à travers le monde. Au Québec, il faut attendre 1999 pour voir s'y ancrer ce mouvement. Au début de 1999, ATTAC-Québec naît autour d'un noyau de six personnes. Au cœur des toutes premières activités, nous retrouvons la mise sur pied de nombreuses manifestations publiques dans le cadre d'une campagne mondiale pour exiger un moratoire sur les négociations prenant place au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Ces actions publiques font

connaître tant ATTAC-Québec que l'organisation mère. À l'aube de son congrès de fondation, ATTAC-Québec compte une centaine de membres et autant de sympathisants qualifiés comme actifs.

La fin de l'année 1999 et le début de l'année 2000 correspondent à une période charnière pour la consolidation du mouvement sur le territoire québécois. Les membres et les sympathisants travaillent de manière intense et stratégique pour faire du congrès de fondation d'avril 2000 un succès. Le travail de préparation a été déterminant pour assurer un bon départ à cette organisation locale. Cette tâche de fondation a permis : « une contribution à la clarification des enjeux et de l'orientation tant au Québec qu'au Canada et à la définition de l'orientation des liens que le mouvement québécois devrait établir avec les organisations extérieures. » (Pierre Henrichon, ATTAC-Québec, <http://www.quebec.attac.org>).

Cinq objectifs cadrent la mission que se donnaient les militants d'ATTAC :

1. retracer les origines du mouvement international en vue de la mise en place d'une taxe sur les transactions sur le marché des devises ;
2. faire l'état des lieux des divers acteurs en présence et de leurs principales propositions politiques ;
3. faire l'inventaire des actions et des débats à venir ;
4. décrire – dans leurs grandes lignes – les principales contradictions, forces et faiblesses du mouvement ATTAC ;
5. présenter les axes de développement d'ATTAC-Québec.

Lors de son congrès de fondation, le 8 avril 2000, ATTAC-Québec est officiellement fondée. Les valeurs de justice sociale qui animent ATTAC-International, les principes directeurs et la plate-forme commune ont été adoptés par les membres présents. De plus, les participantes et participants se sont prononcés sur les statuts, la plate-forme ainsi que sur un plan d'action général pour ATTAC-Québec.

La plate-forme adoptée lors de ce congrès repose sur sept principes directeurs et actions. L'idée centrale tourne autour du fait que l'association entend produire et diffuser de l'information pour agir en concordance avec les associations et groupes contestataires, tant au niveau local qu'à l'échelle mondiale. La plate-forme nous renseigne sur les visées poursuivies :

- contrer la spéculation internationale ;
- promouvoir la mise en place de mécanismes de contrôle et de régulation des marchés financiers ;
- convaincre les autorités politiques de la nécessité d'assurer une plus grande équité fiscale, à l'échelle nationale aussi bien qu'internationale ;
- taxer les revenus du capital;
- sanctionner les paradis fiscaux en vue de leur élimination;
- viser la fin du secret bancaire entourant les transactions financières internationales;
- d'une manière générale, reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière et s'opposer à tout nouvel abandon de souveraineté des États sous prétexte du "droit" des investisseurs et des marchands.

Nous pouvons penser qu'à ce stade de croissance, il y a seulement appropriation des revendications internationales. Aucun des objectifs cités ne touche directement les enjeux locaux. Nous verrons que l'articulation et l'intégration des enjeux locaux dans le discours d'ATTAC-Québec adviendront plus tard. Fait intéressant à noter, l'émergence de ce discours militant sur les enjeux locaux est étroitement liée à la mise en place d'un Conseil scientifique et à l'émergence de deux sous-groupes locaux, un dans la ville de Québec (ATTAC Capitale nationale) et le second sur l'Île de Montréal.

En 2003, ATTAC-Québec fait une campagne active contre l'Accord Général sur le Commerce des services (AGCS/OMC), laquelle s'inscrit dans une vaste mobilisation internationale qui regroupe de nombreux d'acteurs sociaux qui exigent un moratoire sur l'AGCS. Cette même année, l'association a participé à la création des Brigades d'information citoyennes (BIC). Ces BIC, par des méthodes pédagogiques, donnent les outils nécessaires à une bonne compréhension des enjeux mondiaux liés aux politiques qualifiées de néolibérales, politiques mises de l'avant par les institutions internationales ainsi que par des gouvernements nationaux. Élément intéressant, ces BIC visent à mobiliser des citoyens et citoyennes via des organismes communautaires.

Ces deux grandes initiatives mobilisatrices ont permis à l'association d'augmenter substantiellement son nombre de membres. Aujourd'hui, l'association en compte environ 1500.

Depuis 2004, ATTAC-Québec s'est doté d'un Conseil scientifique. La création de ce conseil a permis d'asseoir et de peaufiner sa crédibilité, d'une part; d'élaborer et d'intégrer une réflexion portant sur des enjeux davantage locaux, d'autre part. Par le fait même, cette réflexion portant sur les enjeux locaux québécois enrichit les réflexions générées par les différents groupes ATTAC dans le monde.

À l'assemblée de 2005, ATTAC-Québec décide de modifier son nom. Dorénavant, l'association répondra au nom de *Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne*.

« La raison de cette modification est que certains membres trouvaient que l'action citoyenne semblait plus positive que l'aide aux citoyens et rendait mieux compte de nos campagnes et de notre objectif de faire de l'éducation populaire tournée vers l'action. Ce changement a donc été proposé lors du dernier congrès d'ATTAC et a été adopté. Ceci dit, Attac-France a cessé de décliner le sigle et est

devenue tout simplement Attac (sans majuscules). Il faut dire que là-bas, l'organisation est beaucoup plus connue. »⁶

Nous pouvons considérer cette modification comme un indicateur tangible de l'autonomie dont les organisations locales peuvent bénéficier.

Il est intéressant de souligner que, depuis sa fondation, l'association est membre de nombreuses coalitions régionales sur le territoire québécois et en appuie plusieurs autres. Nous verrons plus en détail ces coalitions lorsque nous discuterons de la question des réseaux.

3.2.3 Acteurs en présence

Les adhésions à l'association ont grimpé depuis le congrès de fondation, passant d'une centaine à environ 1 500 membres. L'entrevue réalisée auprès d'un membre nous a renseignée sur la provenance des adhérents. Ils proviennent de réalités socio-économiques très différentes. Il est certain qu'en concordance avec les nouvelles formes d'agir collectif recensées, la grande majorité des adhérents sont des professionnels issus de la classe moyenne. Nous retrouvons aussi des citoyens défavorisés ou vivant en situation de précarité, notamment des étudiants et des personnes sans emploi.

Il est à noter que le conseil scientifique compte de nombreux universitaires, dont un nombre important rattaché à l'Université du Québec à Montréal. Ceux-ci donnent une crédibilité scientifique aux réflexions et aux discours élaborés par l'association. Fait intéressant et souligné par l'interviewé, les relations à l'intérieur de l'association permettent des échanges intergénérationnels puisque ATTAC-Québec regroupe des personnes de toutes les catégories d'âge.

⁶ Échange de courriels avec le membre d'ATTAC-Québec interviewé en mars 2007.

Notons que l'adhésion à ATTAC-Québec peut être faite sur une base individuelle ou collective. Plusieurs groupes ont adhéré de cette dernière façon (voir appendice C I).

Opposition

Les opposants de la mouvance altermondialiste sont d'une part, les institutions internationales, notamment la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC et, d'autre part, les gouvernements nationaux qui mettent en œuvre des politiques néolibérales inspirées de ces mêmes institutions internationales. Dans ce contexte, nous pouvons cibler des opposants locaux à l'association ATTAC-Québec. Dans un premier temps, il y a effectivement les gouvernements et partis politiques traditionnels. Nous pouvons penser à l'Action démocratique du Québec (ADQ) ainsi qu'au Parti Libéral du Québec (PLQ) et également au Parti Québécois (PQ) sur certaines questions.

Dans un deuxième temps, ATTAC-Québec cible de manière non équivoque l'Institut Économique de Montréal (IEDM) comme opposant aux idées mises de l'avant par leur association. Ils mentionnent que cette institution est la courroie de transmission au niveau local des idéologies et des politiques économiques développées par les grandes institutions internationales que nous venons de nommer.

3.2.4 Les enjeux défendus

Les enjeux que l'association ATTAC-Québec défend sont en concordance avec les sept revendications promues par ATTAC-France et énumérés à la page 55.

De ces sept enjeux que nous considérons mondiaux, nous pouvons en recenser trois qui ont la caractéristique d'être défendus au niveau local par des campagnes populaires d'information et d'éducation. Ces dernières sont :

1. la campagne pour exiger un moratoire sur l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services) ;
2. la campagne contre l'injustice fiscale ;
3. la campagne visant la création et la diffusion des BIC (Brigades d'Information Citoyenne) sur le territoire québécois.

Nous pouvons aussi y inclure la rédaction de livres autour d'enjeux locaux et mondiaux publiés aux Éditions ÉcoSociété.

Campagne contre l'AGCS

Dès le départ, il serait pertinent de spécifier ce qu'est AGCS⁷. Comme sa déclinaison l'indique c'est un Accord Générale sur le Commerce des Services et cet accord est un des accords fondateur de l'Organisation Mondiale du commerce (OMC), ratifié en 1994. La première contestation manifestée par ATTAC est sa légitimité propre. Nous pouvons lire sur le site officiel d'ATTAC-Québec :

« L'OMC ayant été créée en dehors de l'ONU, tous les autres grands traités internationaux concernant les droits de l'Homme, les droits du travail, le développement durable, les chartes environnementales, etc. n'ont aucune interaction avec les accords de l'OMC qui sont juridiquement plus contraignants. L'article 16.4 de l'Accord créant l'OMC consacre la prééminence de cet Accord et de tous les accords gérés par cette institution sur le droit national des États membres. ATTAC conteste la légitimité de cette institution qui concentre les pouvoirs de manière sans précédent et s'érige en gouvernement économique mondial non-élu, sans parlement et sans justice indépendante. »⁸

⁷ « Plus précisément, c'est un accord-cadre, *a priori* sans limite, destin. À favoriser toujours davantage la libéralisation des services dans le monde. Il régit douze grands secteurs : services aux entreprises ou affaires, communications, construction/ingénierie, distribution, éducation, environnement, finances, santé-services sociaux, tourisme, loisir-culture-sport, transport, autres et 166 sous-secteurs. L'AGCS s'applique à tous les niveaux de gouvernements et prévoit des séries de négociations qui doivent toujours aller dans le sens de la libéralisation progressive. » (ATTAC, 2006, p.15-16)

⁸ ATTAC-Québec, <http://www.quebec.attac.org>, consulté le 22 mars 2007

Pour l'association, il est d'une grande importance de revendiquer un moratoire, car l'AGCS :

« S'applique déjà à certains secteurs de services et offre un cadre permanent de négociations lui permettant de poursuivre pendant des années son objectif : la libéralisation progressive et complète de tous les services, incluant les services publics (santé, éducation, culture, etc.). Il est poussé par d'importants lobbies et multinationales (American Express, Citycorp, Vivendi, Suez, etc.) qui veulent mettre la main sur ces secteurs très lucratifs, notamment dans les pays pauvres où les politiques imposées par le FMI ou la Banque mondiale ont réduit à néant les services publics. »⁹

Pour faire valoir leurs revendications et ainsi essayer de convaincre les instances gouvernementales de prendre une décision à cet effet, ils ont mis sur pied une campagne très active en 2003. Dans cette campagne, deux actions distinctes ont été mises de l'avant. D'une part, les organisateurs ont voulu informer la population sur la nécessité d'exiger un moratoire sur cette question. Pour ce faire, ils ont opté pour effectuer des conférences, des soirées d'éducation populaire sur tout le territoire québécois ainsi que publier nombreux articles dans différents quotidiens et revues québécoises. Ils ont également énormément de réflexions sur ce sujet sur leur site officiel Internet sous la rubrique *L'AGCS dans la mire d'ATTAC-Québec*.

D'autre part, ils ont réalisé des actions directes ayant comme objectif principal d'exercer une certaine pression sur les différents paliers gouvernementaux en demandant aux citoyennes et citoyens d'écrire aux élus pour affirmer leur opposition à cet accord. Les différentes lettres types élaborées et écrites par ATTAC-Québec sont toutes disponibles sur leur site officiel. L'objectif de cette campagne s'inscrit dans une mouvance internationale qui sollicite la suspension des négociations via nos élus afin qu'une évaluation indépendante des libéralisations de services déjà en cours ait lieu.

⁹

Idem.

Campagne contre l'injustice fiscale

Cette campagne intitulée au Québec par l'association « *Moins d'impôt tue la société* » comme le mentionnait Jean-Marie Harribey¹⁰, membre du Conseil scientifique d'ATTAC-France, est en concordance également avec des actions et revendications mondiales. Cette campagne contestataire cible très particulièrement les paradis fiscaux qui stimuleraient le transfert de capitaux et l'évasion fiscale. Ce transfert de capitaux vers les pays où le taux d'imposition varie de minime à nul aurait une incidence directe sur l'assiette fiscale des États. En effet, les paradis fiscaux seraient la cause d'une diminution substantielle des ressources financières mises à la disposition des États via les impôts, d'autant plus que la réduction massive d'impôt favorisée par les paradis fiscaux profite aux mieux nantis. De ce fait, grâce à ces paradis, les personnes nanties ne paient pas leur juste part. Par des actions et activités de conscientisation et de mobilisation, l'association veut exercer une pression sur les instances gouvernementales pour que celles-ci abolissent ces paradis fiscaux jugés comme illégitimes et immoraux.

Au-delà de simples revendications d'ordre général qui ne ressemblent en rien à des mesures concrètes et réalisables, les demandes élaborées par ATTAC-Québec dans cette campagne citoyenne ont pour caractéristiques d'être concrètes, réalisables et légitimes aux yeux de la vaste majorité de la population canadienne. Étant donné que les paradis fiscaux sont de compétence canadienne, ATTAC-Québec s'implique également au niveau national. Il est bien de mentionner que les actions menées par ATTAC au niveau canadien, pour qu'elles soient légitimes, impliquent également d'autres associations sur le territoire canadien. Les affinités qu'entretiennent ATTAC-Québec et le Halifax

¹⁰ Professeur agrégé de sciences économiques et sociales, Maître de Conférences en sciences économiques à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Centre d'Économie du Développement où il enseigne notamment la Sociologie et l'Analyse des problèmes sociaux. Il est l'une des figures du courant anti-néolibérale et il est l'une des cautions scientifiques du mouvement Attac. Ses domaines de recherche sont la critique de l'économie politique, la théorie de la valeur, la socio-économie du travail et de la protection sociale et le développement soutenable.

Initiative confirment la présence d'une certaine convergence du militantisme canadien autour de revendications communes.

Brigades d'Information Citoyenne (BIC)

Les trousseaux BIC ont pris naissance à la suite de la réalisation de deux constats jugés inquiétants par les membres dirigeants d'ATTAC-Québec. D'une part, le néolibéralisme constitue une menace pour nos acquis démocratiques et sociaux. D'autre part, il y a un manque d'information véritable pour l'ensemble des citoyennes et citoyens. Proposant un discours et des analyses alternatives et antinéolibérales, la trousse a comme objectif premier la conscientisation et l'information. Les trousseaux BIC sont distribués sous forme de textes afin de renverser « l'analphabétisme organisé et entretenu par l'élite politique et financière néolibérale »¹¹. Pour l'association, la production de trousseaux s'inscrit dans l'optique d'élaborer et de mettre sur pied des outils pour effectuer de l'éducation populaire accessible à l'ensemble de population. L'objectif est de sensibiliser et de travailler pour un changement politique majeur. En bref, les trousseaux aideront à contrer une certaine désinformation véhiculée par les médias et les élites politiques et économiques.

Ces outils d'éducation populaire est le fruit d'un travail conjoint d'ATTAC et de la coalition CAP-monde (Convergence pour l'avenir des peuples du Monde). Le projet a été appuyé par les différents milieux et personnalités progressistes sur le territoire québécois, sans quoi, la promotion et la distribution dans la population n'auraient pu se réaliser.

¹¹ ATTAC-Québec, <http://www.quebec.attac.org>, consulté le 29 mars 2007.

3.3 Développement de l'organisation et réseautage

3.3.1 Rapports à l'interne

Structure

En considérant qu'ATTAC-Québec est une jeune organisation toujours en développement, l'implantation de la structure fut effectuée tranquillement. Loin d'avoir une structure bien établie comme en France, l'association québécoise gagne cependant en crédibilité au sein des réseaux militants. Cette crédibilité est associée directement d'une part, à leur analyse politique rigoureuse, et, d'autre part, en la qualité des membres constituant son Conseil scientifique.

Comme toute association, l'instance suprême est l'assemblée générale annuelle. Elle détient deux grands pouvoirs et ses décisions doivent être mises en œuvre par l'association et ses membres. Le premier pouvoir qu'elle détient est la définition des orientations générales et l'approbation d'un plan d'action. Le deuxième est l'élection d'un Conseil d'administration (CA) qui veillera à ce que les orientations votées en assemblée générale ainsi que le plan d'action soient suivis.

La seconde instance est le CA. Celui-ci est l'instance suprême entre les assemblées générales. Il détient le pouvoir de mettre en application les décisions votées en assemblée générale, notamment les orientations et le plan d'action

L'instance suivante est le Conseil scientifique. Cette structure est constituée en grande partie de professeurs d'université venant de disciplines et de domaines très variés, généralement de la sociologie, de la science politique, de l'économie, du marketing. La mission du conseil scientifique est la suivante :

« [...] que sur demande du Conseil d'administration ou de sa propre initiative, [il] propose des travaux relevant des domaines de lutte de l'association. Il organise ces travaux à travers des groupes de travail thématiques et de séances plénières (mensuelles). Il peut faire appel, sous sa responsabilité, à toute compétence extérieure qu'il juge utile. Il attache la plus grande importance à la rigueur de ses travaux. Les membres du Conseil, nommés par le Conseil d'administration, sont choisis en fonction d'une double qualité : une expertise reconnue dans un ou plusieurs domaines et leur engagement militant »¹².

Les dernières instances identifiées par notre répondant sont les groupes locaux. À ce jour, deux comités locaux ont été constitués. Il s'agit d'un comité sur l'Île de Montréal et d'un second dans la capitale nationale et ayant son siège social dans la ville de Québec. Par contre, aux dires de notre informateur, ce dernier n'est plus actif depuis quelques temps. Ainsi, le seul comité actif sur le territoire québécois est situé à Montréal. Notre répondant nous a indiqué qu'il y a une volonté militante de constituer un comité local dans la région de l'Outaouais, plus précisément dans la ville de Gatineau. Il faut mentionner qu'à ce jour¹³, elle n'est pas reconnue officiellement par ATTAC-Québec.

Sur les questions de l'autonomie, de l'horizontalité et de la flexibilité, les comités locaux ont le même degré d'autonomie face à l'association ATTAC-Québec que cette dernière a face au le mouvement Attac-International. Afin de garantir des relations horizontales et autonomes entre les parties, celles-ci s'engagent conjointement à reconnaître l'autre en tant qu'entité autonome. Pour ce faire, les comités doivent, d'une part, adopter la plateforme commune élaborée par l'association Attac¹⁴, et, d'autre part, reconnaître la plateforme régionale d'ATTAC-Québec tout en participant aux actions et aux mobilisations organisées par l'instance régionale.

¹² Attac-France, <http://www.France.attac.org>, consulté le 4 avril 2007.

¹³ Le 5 avril 2007.

¹⁴ Dorénavant, lorsque que nous mentionnerons « Attac » en minuscule, nous référons à l'association internationale et ceci en concordance avec les propos de notre informateur.

Information et formation

En ce qui a trait à l'information et à la formation, nous avons pu remarquer, lors de l'entretien, un saut qualitatif dans la manière de voir l'éducation populaire et la façon de conscientiser la population. En effet, la vision de l'éducation populaire, en 2007, est très différente de la définition que les acteurs en avaient en 1970. Cette différence remarquée se situe au niveau du discours et de l'approche préconisée pour éveiller la population aux diverses problématiques sociales. Comme nous le savons, l'approche préconisée dans les années 70 était teintée de certaines idéologies notamment du marxisme et de la vision des luttes de classes. Aujourd'hui, l'approche prônée par l'association Attac et ses différentes associations régionales et locales est davantage orientée vers l'analyse des faits. Donc, l'éducation populaire et l'information à la population sont la résultante d'une longue analyse des convergences sociopolitiques mondiales.

La manière dont l'association ATTAC informe et forme la population est relativement classique. De façon générale, ils optent pour des conférences publiques. Celles-ci sont souvent présentées dans des organismes communautaires et toute la population y est conviée. Ils offrent des formations autour de quatre grands thèmes qui sont les suivants : introduction à la mondialisation ; mondialisation des marchés financiers ; libre-échange ; OMC/AGCS.

Nous avons discuté plus haut des BIC. Celles-ci sont considérées comme une bonne stratégie de conscientisation de la population, d'autant plus que les analyses des textes sont écrites dans un langage accessible au grand public. Autre moyen favorisé pour rejoindre la population en générale est la publication de livres. Cette dernière est un grand espoir pour l'association de rejoindre les gens ne faisant partie d'aucun réseau militant. Autre moyen privilégié : l'université populaire. Mise sur pied une fois l'an, elle est un endroit propice pour le transfert et la diffusion des connaissances ainsi que la

conscientisation des enjeux sociopolitiques tant à l'international et au régional qu'au local. Elle est construite de manière à intégrer les conférences et les ateliers.

Il faut mentionner que tant ATTAC-Québec que les Comités locaux organisent, dans la mesure de leurs disponibilités et de leurs ressources, une à deux activités par mois de façon sporadique. Ces activités peuvent être notamment des manifestations, des conférences, des campagnes de sensibilisation autour de thèmes mondiaux, régionaux ou locaux.

Ressources

Concernant les ressources humaines, celles-ci sont constituées exclusivement des membres et des sympathisants de l'association. La raison pour laquelle ces ressources sont minimales est que les gens gravitant à l'intérieure de l'association sont uniquement des bénévoles.

En ce qui concerne les ressources financières, elles proviennent de trois sources : les adhésions et les dons des membres, des sympathisants ou de personnes anonymes ; des sommes d'argent proviennent de la fondation Béati. Cette fondation privée subventionne, depuis une quinzaine d'années au Québec, des projets sociaux et pastoraux ayant comme objectif de bâtir un monde différent et plus juste¹⁵. « Elle se fait SOLIDAIRE et COMPLICE d'organismes préoccupés de répondre de façon audacieuse aux enjeux sociaux ou pastoraux de leur milieu. »¹⁶

¹⁵ Plus précisément, la mission est d'accompagner et de soutenir financièrement des projets contribuant au renouvellement des pratiques sociales et pastorales au Québec. Solidaire des personnes appauvries et exclues, la Fondation Béati se veut complice et partenaire du travail des groupes et mouvements sociaux et chrétiens engagés pour la justice (<http://www.fondationbeati.org/>).

¹⁶ Fondation Béati, <http://www.fondationbeati.org>, consulté le 10 avril 2007.

3.3.2 Rapports à l'externe

Les différentes alliances

Nous pouvons recenser deux types d'alliances qu'entretient l'association ATTAC avec d'autres organisations sur le territoire québécois. D'une part, les alliances fondées sur des courants idéologiques. Ces liens ont la caractéristique d'être à la fois *ad hoc*, spontanés et officiels. D'autre part, les alliances fondées sur le membership. Faisant partie intégrante de ces diverses organisations en sa qualité de membre, les liens sont officiels.

Dans les relations basées sur l'idéologie, nous pouvons dénombrer deux organisations (tel qu'indiqué par le répondant lors de notre entretien) : le parti politique Québec Solidaire et la Chaire socio-économique de l'UQAM¹⁷.

Québec Solidaire est un allié évident : tout comme ATTAC ce dernier est transcendé par une vision antinéolibérale et son programme reflète ce choix idéologique. Nouveau parti sur l'échiquier politique québécois, il milite pour une vision axée sur la justice sociale et la redistribution équitable de la richesse plutôt que pour une vision économiste dans l'élaboration des politiques sociales. Autre point de convergence, l'État ne doit pas être réduit au minimum, bien au contraire il est perçu comme garant du bien commun, de l'intérêt de la collectivité et de la justice sociale.

La Chaire socio-économique de l'UQAM est également un allié dans l'action de transformer la vision néolibérale, identifiée comme la principale cause de l'injustice sociale, en une vision qui tend davantage vers ce que l'on pourrait nommer la sociale démocratie. La mission avouée de cette dernière est « de porter une réflexion critique et progressiste sur les questions sociales et économiques de l'heure afin d'en cerner les enjeux majeurs et d'en identifier les solutions les plus viables en fonction de l'intérêt

¹⁷

Elle est davantage connue comme étant la Chaire Léo-Paul Lauzon qui en est son titulaire.

commun. »¹⁸ Et davantage en lien avec l'objectif d'ATTAC en ce qui concerne l'éducation populaire, un des principaux mandats de la Chaire est « d'entreprendre des travaux de recherche, entre autres, pour les syndicats et groupes apparentés et [...] de permettre à un champ d'études critiques de se développer dans le domaine socio-économique et de la gestion afin de contrer le discours économiste. »¹⁹

En ce qui a trait aux alliances officielles, quatre organisations (voir appendice C II) ont été recensées :

- Le réseau Québécois sur l'intégration continentale (RQIC)
- Le Forum Social Québécois (FSQ)
- Le Réseau Vigilance
- La Coalition Eau Secours

Différentes ATTAC régionales

Concernant les relations interrégionales, nous pouvons affirmer que ce type de relations est très fréquent en France et sur le continent européen. En effet, la France a développé une manière de fonctionner que nous ne retrouvons pas ailleurs. Elle dispose de 52 comités locaux. Par contre, les liens que tisse l'association avec les autres comités hors continent européen sont presque inexistantes, à l'exception de quelques rapports avec l'Argentine et avec l'Amérique du sud.

Il faut préciser, et c'est notre informateur qui l'a mentionné, que les meilleurs liens entretient ATTAC-Québec sont avec les associations ATTAC régionales du Maroc et de la Tunisie. En effet, il a mentionné qu'ils ont sensiblement les mêmes préoccupations idéologiques et les analyses politiques s'y rattachant sont également semblables.

¹⁸ Chaire socio-économique de l'UQAM, <http://www.unites.uqam.ca/cese/pages/mission.php>, consulté le 12 avril 2007.

¹⁹ Idem.

ATTAC et les mouvements sociaux locaux

ATTAC-Québec s'inscrit dans un grand réseau international, tant sur tout le continent américain que sur le continent européen. Ce réseautage facilité par Internet est une des caractéristiques principales à la base de la transformation de l'agir collectif dans la mouvance altermondialiste en contexte de la mondialisation économique. L'appropriation des nouvelles technologies dans la contestation sociale est, à notre avis, un saut qualitatif qui nous indique que l'altermondialisme devient la nouvelle vision de cet agir collectif. Autre caractéristique qu'il ne faut en aucun cas évacuer et que nous avons soulignée auparavant dans le contexte de cette réflexion. C'est qu'avec l'utilisation technologique qu'est Internet dans les mobilisations collectives, la grande nouveauté de l'agir collectif à l'ère de la mondialisation économique réside dans cette nouvelle organisation contestataire appuyée sur la théorie de l'horizontalité.

Ce réseau mondial où s'inscrit incontestablement l'association québécoise ATTAC est alimenté également au niveau local. Ainsi, nous retrouvons dans ce réseautage tant des organisations internationales et régionales que locales. Pour appuyer nos dires, regardons la manière qu'ATTAC-Québec tisse des liens avec les mouvements locaux et les centrales syndicales.

Lors de l'entrevue, il fut davantage question des centrales syndicales et des associations étudiantes que de mouvements sociaux locaux liés au développement local ou à des actions culturelles, sociales ou environnementales. La raison est que les syndicats soutiennent ATTAC et que cette dernière sert de courroie de transmission dans la diffusion de l'information et de la mobilisation citoyenne. Les associations étudiantes représentent également d'excellentes antennes pour la distribution et la diffusion d'information à leurs membres.

Par contre, le sujet des liens avec les mouvements locaux n'a pas été complètement occulté. En effet, il a été question des relations étroites d'ATTAC-Québec avec le mouvement D'abord Solidaire qui reprend vie. Le rôle de ce dernier est sensiblement le même que les centrales syndicales et les associations étudiantes, soit de diffuser l'information pertinente dans le souci de construire une mobilisation citoyenne à long terme sur des enjeux locaux.

Dans les liens que l'association entretient avec l'ensemble des mouvements locaux, l'outil Internet est fondamental. En effet, Internet constitue le relais pour les correspondances contestataires. En effectuant une jonction de toutes les listes de correspondance entre les mouvements locaux, ATTAC-Québec peut rejoindre l'ensemble des organisations membres et sympathisantes aux causes sociales sur le territoire québécois. Cette liste permet de relayer l'information au plus grand nombre de personnes dans un minimum de temps et d'énergie et de mobiliser et de conscientiser les gens pour faire des activités, des mobilisations et des actions.

Médias

Le rapport entre ATTAC-Québec et les médias est difficile et laborieux. Cette réalité est d'autant plus vraie lorsque nous parlons des médias nationaux. Ce rapport avec les grands quotidiens nationaux est très difficile, car nous constatons que la diffusion des communiqués, surtout lorsqu'ils sont aux niveaux des idées, est presque inexistante. Par contre, lorsqu'il s'agit de soirées et d'activités, il peut y avoir un journaliste affecté à l'événement, bien que ce soit rarement le cas.

Depuis une dizaine d'années, l'émergence d'une presse progressiste tant sur support Internet que sur format papier vient sensiblement modifier le monopole que détenait la presse traditionnelle. Bien évidemment, le rapport des militants avec les radios communautaires est facilité par le fait qu'ils se positionnent idéologiquement à contre-

courant de la presse libérale. Nous n'avons qu'à penser à la revue *À bâbord* avec qui l'association entretient de bonnes relations ainsi qu'avec Radio-Canada, le réseau public de l'information. Au niveau local et plus précisément avec les journaux régionaux et de quartier, le rapport n'est également pas facile.

ATTAC et les organisations locales du Haut-Richelieu

Pour bien saisir le lien d'ancrage entre l'action de l'association ATTAC sur le territoire québécois et les organismes communautaires du Haut-Richelieu, il nous paraissait important de connaître certains éléments. Fort de notre connaissance, il aurait été facilitant de comprendre si l'appropriation du discours altermondialiste dans les organisations locales du territoire qui nous intéresse est le résultat d'une implication de l'association ATTAC sur ledit territoire ou bien d'une implication personnelle des militants travaillant dans les organisations qui influeraient sur le discours de ces dernières. Fait important de souligner ici, l'appropriation du discours entre le local et le mondial est toujours médiatisée par les organisations dites régionales telles la TROVEP ou le MÉPACQ (voir les chapitres IV et V).

À l'aide de trois questions, nous abordions directement le thème du lien entre ATTAC et les organisations locales du territoire qui nous occupe.

Dans un premier temps, nous voulions l'état des activités réalisées par ATTAC dans le Haut-Richelieu. À cette question, le répondant d'ATTAC nous a affirmé que l'association ne comptabilisait pas ses activités sur une base régionale. Selon d'autres sources d'information, nous pouvons avancer, sous toute réserve, qu'ATTAC aurait tenu quatre à cinq activités dans la région au cours des cinq dernières années.

Dans un deuxième temps, nous voulions savoir le nombre de trousseaux BIC distribués sur le territoire. La réponse à cette question fut très vague. En bref, l'association comptabilise uniquement les entrées et les sorties, mais pas le lieu d'expédition.

Dans un troisième temps, nous voulions savoir quel est le nombre d'organisations et de membres individuels provenant de notre territoire d'étude. Les chiffres officiels²⁰ sont une organisation communautaire dûment membre et deux membres individuels. Par ailleurs, le nombre de sympathisants tant au niveau des organisations communautaires qu'individuellement est difficilement quantifiable.

²⁰ Échange de courriels avec le trésorier et responsable du membership d'ATTAC-Québec, le 25 mai 2008.

Chapitre IV : Appropriation du discours altermondialiste par des organisations locales sur le territoire de la MRC du Haut-Richelieu

Dans cette section, nous présenterons nos résultats découlant d'une analyse de contenu de textes réalisée à partir de rapports annuels d'activités pour la période 2006-2007 produits par différentes organisations locales de Saint-Jean-sur-Richelieu liées à des mouvements sociaux québécois. Ces analyses nous permettront de repérer la présence ou non de thématiques « ATTACistes » et, par extension, l'existence ou non de trace du discours altermondialiste au sein de ces organisations. À l'aide de cette analyse, nous voulons déceler le niveau d'appropriation du discours altermondialiste. Est-ce l'acteur, le militant qui influence le discours de l'organisation locale ou est-ce l'organisation qui influe sur l'activité militante de l'acteur ?

Ce chapitre sera divisé en trois sections. Premièrement, nous allons dresser un bref portrait de notre terrain de recherche. Deuxièmement, nous tracerons un portrait du secteur communautaire du Haut-Richelieu. Finalement, la section principale de ce chapitre portera sur l'analyse de contenu des rapports d'activités des organisations retenues.

4.1 Portrait de la MRC du Haut-Richelieu

La MRC du Haut-Richelieu regroupe quatorze municipalités (voir appendice D) avec une population totale de 110 119 habitants où la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu constitue l'épicentre.

Les données statistiques utilisées proviennent de trois sources : (1) un document produit par le CRÉ Montérégie Est (CRÉ Montérégie Est : 2008) ; (2) des données des recensements 2006 et 2001 de Statistiques Canada ; (3) des données provenant du site internet de l'Institut de la statistique du Québec.

- Le taux de chômage s'élève à environ 7 %. Par contre, le revenu médian des ménages est de 40 784 dollars à Saint-Jean-sur-Richelieu et le revenu moyen se situe à 40 686 dollars.
- Le taux de favorisation ou de « défavorisation » des écoles²¹ sur une échelle de 10, niveau indiquant la situation la moins favorisée alors que le rang 1 est la situation la plus favorisée. Sur trente écoles primaires treize d'entre-elles ont un classement entre 8 et 10 dont la majorité sont situées à St-Jean-sur-Richelieu. En ce qui concerne les écoles secondaires, sur dix, deux se classent dans les rangs 8 à 10. Les deux sont situées sur le territoire de la ville épiceutre.
- Le taux de décrochage scolaire oscille entre 30 et 35%.
- Selon la Direction de santé publique de la Montérégie, la ville de St-Jean-sur-Richelieu est identifiée comme étant une zone géographique de pauvreté²².
- Au niveau linguistique, la MRC Haut-Richelieu est très homogène : 94 % de la population a le français comme langue maternelle et les anglophones représentent entre 4 à 5% de la population. 1 à 2% parlent une autre langue que le français.

4.2 Portrait du secteur communautaire de la MRC du Haut-Richelieu

Pour dresser un portrait de la situation des organisations locales sur notre terrain de recherche, nous avons consulté plusieurs sources de référence. En premier lieu, les données se retrouvant sur le site Internet de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu²³. Deuxièmement, nous avons utilisé la liste des membres de la CDC du Haut-Richelieu et

²¹ Ce taux développé par le ministère de l'Éducation, du Loisir et de Sport (MELS) est un indice du milieu socio-économique des écoles primaires et secondaires. Celui-ci prend en considération notamment la proportion des mères sous-scolarisées et l'inactivité parentale. http://www.mels.gouv.qc.ca/stat/indice_defav/index_ind_def.htm.

²² Ministère de l'Éemploi et de la solidarité sociale. « *Le positionnement de la région et des territoires de centre local d'emploi (CLE) d'après l'indice de défavorisation matérielle et sociale 1996 et 2001* ». Région de la Montérégie, juin 2005. P.6

²³ Le choix de concentrer nos recherches sont motivées par deux éléments. D'une part, presque la totalité des organisations communautaires desservant la MRC du Haut-Richelieu ont élu domicile sur le territoire de la ville. D'autre part, l'ensemble des autres villes du territoire pourrait être caractérisé comme zone géographique rurale.

finalement, nous avons aussi consulté la liste des membres du Haut-Richelieu de la TROC Montérégie ainsi que la liste des organisations reconnues par l'Agence de santé et des services sociaux de la Montérégie.

La ville de Saint-Jean-sur-Richelieu évalue le nombre des organisations à 211. Ce chiffre englobe l'ensemble des organisations de loisirs, culturelles et communautaires. La CDC du Haut-Richelieu chiffre quant à elle à 51 le nombre d'organisations communautaires sur son territoire. Pour les membres de la TROC-M ainsi que pour l'Agence de santé et services sociaux de la Montérégie dans le Haut-Richelieu, le nombre se chiffre à 32. Ayant constaté les différences dans les nombres d'organisations communautaires, nous avons procédé à une analyse des différentes listes et soumis l'ensemble des organisations s'y retrouvant à une série de critères de sélection. Ces critères sont les suivants :

- être une organisation communautaire (huit critères mentionnés précédemment);
- avoir une adresse civique et pignon sur rue;
- avoir minimalement un salarié;
- être membre minimalement d'un regroupement et être reconnu par le milieu communautaire comme en faisant partie.
- travailler au niveau local.

Après avoir appliqué ces critères, nous obtenons le chiffre de 57 organisations communautaires.

Tableau 4.1

Portrait des organisations communautaires par secteurs d'activité de la MRC du Haut-Richelieu

SECTEUR D'ACTIVITÉ	NBR	SECTEUR D'ACTIVITÉ	NBR
Actions bénévoles et aide alimentaire	10	Formation	1
Aide domestique	1	Jeunes	5
Alphabétisation	2	Juridique	2
Défense de droits	4	logement	2
Déficience physique et intellectuelle	7	Ressourceries et meubles	2
Employabilité	3	Santé mentale	5
Familles et enfants	5	Toxicomanie	2
Femmes	2	Autres	4
Total			57

4.3 Méthode de repérage thématique

Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre décrivant la méthodologie utilisée, l'analyse de contenu consistera essentiellement dans le repérage de thèmes précis dans les documents consultés. Nous avons choisi d'étudier les rapports annuels d'activités, car nous considérons que les termes employés dans ces derniers sont étroitement liés à la philosophie organisationnelle et à la ligne de pensée directrice de l'organisme. Les rapports annuels d'activités analysés couvrent la période 2006-2007.

Pour mener à bien cette analyse, notre démarche fut effectuée en trois temps. Premièrement, nous avons lu attentivement les différents rapports d'activité. En second lieu, nous avons identifié l'occurrence des thèmes associés au discours altermondialiste. Et finalement, une mise en contexte des thèmes altermondialistes a été effectuée.

Les mots clé au centre de notre analyse de contenu sont les suivants :

- Accords commerciaux
- Altermondialisme
- ATTAC
- Banque Mondiale (BM)
- Fonds Monétaire International (FMI)
- Forum Social Mondial
- Inégalités entre les peuples
- Mondialisation
- Néolibéralisme
- Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
- Organisations internationales,

4.4 Présentation des organisations locales sélectionnées

Nous avons retenu huit organisations locales représentatives du secteur communautaire de la MRC du Haut-Richelieu provenant de différents secteurs d'activité que nous avons précédemment énumérés dans le tableau 4.1. Cette sélection s'est effectuée en deux temps. Premièrement, nous avons sollicité une vingtaine d'organisations communautaires des 57 recensées. Nous avons eu un retour de sollicitation de douze organisations. Deuxièmement, nous avons lu l'ensemble des rapports d'activité et après cette lecture préliminaire, nous avons conservé huit d'entre elles qui nous paraissaient les plus pertinentes avec notre objet d'étude.

Les organisations locales sélectionnées œuvrent toutes dans différents secteurs d'activité.

Les secteurs représentés sont :

1. Action bénévoles et aide alimentaire;
2. Alphabétisation;
3. Défense de droits;

4. Formation;
5. Famille et enfants;
6. Jeunes;
7. Toxicomanie et jeunes;
8. Autre.

4.5 Analyse de contenu réalisée à l'aide des rapports annuels d'activités

Organisation œuvrant dans le secteur de l'action bénévoles et de l'aide alimentaire

Après une analyse détaillée et une lecture attentive du rapport annuel d'activités ainsi que d'un document présentant les services offerts et leurs utilisateurs, aucune occurrence n'a été relevée quant à une utilisation de la terminologie altermondialiste.

Bien qu'il soit question de pauvreté à plusieurs égards, aucune allusion à l'altermondialisme n'est faite qui permettrait de lier la pauvreté observée aux transformations de l'ordre mondial. Dans ce contexte, nous pouvons confirmer que cette organisation locale n'intègre pas le discours altermondialiste et ne cible pas également, la mondialisation néolibérale comme cause de cette pauvreté.

Organisation œuvrant dans le secteur de l'alphabétisation et de la francisation

L'analyse des documents de cette organisation locale révèle une période de transition et de réorganisation. Dans ce contexte, le rapport annuel d'activités ne présentait plus l'orientation et les lignes directrices qui prévalaient au moment de la réorganisation.

À la lecture du rapport d'activités et d'un document expliquant la mission, la charte et les objectifs, il n'y avait également dans cette organisation aucune occurrence de termes altermondialistes. Malgré cette absence dans les documents officiels, le coordonnateur

nous a parlé²⁴ de la nouvelle vision et du discours sur la mondialisation que l'organisation est en train de développer.

Selon le coordonnateur, la mondialisation, telle que préconisée en contexte néolibéral, est en contradiction avec l'ensemble des valeurs véhiculées par l'organisme. Plus précisément, elle va à l'encontre de la vision de l'immigrant défini comme un être humain dans sa globalité, doté de droits, de responsabilités et d'obligations. Dans un contexte de mondialisation économique dite « sauvage », l'immigrant est davantage perçu comme de la main-d'œuvre bon marché, ce qui réduit sa condition à l'état de marchandise et son identité. Le coordonnateur indique que les frontières du pays sont ouvertes aux immigrants ayant une formation dans un secteur d'activité important pour l'économie nationale ou à des immigrants ayant peu de formation, parce que ces derniers seront ainsi en mesure d'occuper des emplois souvent méprisés par les travailleurs de la société d'accueil (en agriculture et en restauration, par exemple).

L'organisme préconise et milite pour une mondialisation des solidarités des humains et des groupes à grande et à petite échelle. Pour être en concordance avec le discours altermondialiste promu, l'organisme – bien qu'il n'en soit aucunement mention dans le rapport annuel d'activités – par l'entremise de son centre du livre usagé, collabore en partenariat avec la « Fondation des cultures à partager »²⁵ et expédie des manuels scolaires et des dictionnaires dans les pays dits en voie de développement. L'année dernière, l'organisme a envoyé quelques 200 boîtes de volumes de 40 unités chacune.

²⁴ Cet entretien a eu lieu le 3 juin 2008 aux locaux de l'organisation.

²⁵ La Fondation des cultures à partager est un organisme de coopération et de solidarité dont la mission est de: 1.Promouvoir l'éducation par l'apprentissage de la lecture; 2.Contribuer au partage des cultures au Québec et à l'étranger; 3.Sensibiliser les québécois à la coopération internationale et à la solidarité avec les pays en développement; 4.Protéger l'environnement par la réutilisation et le recyclage des livres et des périodiques. <http://www.culturesapartager.org>

Cet exemple en est un mettant en scène un discours altermondialiste porté par la militance avant qu'il ne soit approprié par un organisme communautaire local. Selon ce cas de figure, le discours des militants impliqués au sein des organisations locales est un déclencheur d'adaptation du discours porté par des organisations locales.

Organisation œuvrant dans le secteur de la défense de droits

À la lecture du rapport annuel d'activités de cet organisme, nul doute que celui-ci en est un de mobilisation et de militantisme. En avant-propos, il est mentionné que l'organisation « a travaillé conjointement et activement avec plusieurs organisations » dont la TROVEP et la Coalition des Sans-Chemise Richelieu – Yamaska. Selon les propos d'un militant de cette organisation, cette coalition a mis sur pied une conférence conjointe avec ATTAC-Québec.

Dans la section où l'organisme rend compte de sa participation et de son travail collectif dans la communauté, il est inscrit deux éléments intéressants : d'une part, il « a participé au dîner de la journée mondiale du refus de la misère », et, d'autre part, il est indiqué que des membres ont participé à la Journée de la femme, le 8 mars. Enfin, il est indiqué que des représentants de l'organisation ont assisté à des conférences dont une portant sur la Mondialisation.

L'implication au sein de regroupements régionaux comme la TROVEP et la participation à des activités ayant une connotation mondialisante, nous informe à la marge sur la possible intégration des thématiques altermondialistes dans la réflexion des organisations. Il est mentionné clairement dans le document que cette organisation locale est impliquée activement au sein de la TROVEP et que cette implication influence grandement son discours. Cette association à la TROVEP permet de déceler par ricochet la présence d'un discours altermondialiste puisque la TROVEP en porte ouvertement un.

Fort de ce deuxième exemple, l'appropriation du discours altermondialiste au local procéderait par des organisations régionales militantes et ensuite, il transiterait au sein de l'organisation locale par l'entremise de militants s'impliquant à la fois au niveau régional et au niveau local.

Organisation œuvrant dans le secteur de la formation

Nous n'avons trouvé aucune référence au discours altermondialiste. Bien que nous constatons une absence d'appropriation des thématiques altermondialistes dans le document étudié, il serait précipité de conclure que ce discours soit inconnu ou méconnu des personnes y travaillant. Nous pouvons entrevoir une certaine forme d'appropriation de ce discours lorsque nous portons notre attention sur les actions réalisées avec des regroupements régionaux ayant introduit le discours altermondialiste dans leurs analyses sociales.

Il est mentionné « que l'organisation est liée dans l'action sociale avec différents organismes ». Trois de ces organismes attirent plus particulièrement notre attention, car ils ont introduit des éléments altermondialistes dans leurs revendications, soit : la Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire de la Montérégie (TROVEP-M), le MÉPACQ et le FRAPRU.

À la suite de l'analyse des huit organisations retenues, nous présenterons une analyse de contenu du site Internet du MÉPACQ afin de démontrer qu'il y a appropriation du discours altermondialiste par des organismes régionaux.

Organisation œuvrant dans le secteur de la famille et enfants

À la lecture et l'analyse de repérage thématique, nous pouvons conclure qu'il n'y a aucune occurrence des mots clé que nous avons choisis pour identifier le discours

altermondialiste. Nous pouvons affirmer que cet organisme local n'est pas inscrit dans un mouvement revendicatif visant la transformation sociale. Sa mission est de supporter et d'aider les futurs et nouveaux parents à faire face à leur nouveau quotidien et de favoriser l'adaptation à un monde changeant.

Organisation œuvrant dans le secteur des jeunes

Cette organisation locale dédiée aux jeunes s'attribue notamment le mandat d'informer et de former les adolescents à devenir des citoyens actifs, critiques et responsables. Avec notre analyse de contenu, nous voulions comprendre la façon dont l'organisation s'y prend pour favoriser un tel comportement citoyen. La prise de conscience de l'adolescent en citoyen responsable doit être médiatisée par des séances d'information. Le contenu informatif de ces séances pourrait permettre de déceler un lien avec des thématiques altermondialistes. L'analyse du matériel ne nous permet pas de déceler une telle occurrence.

Une activité semble être teintée d'une thématique altermondialiste, c'est celle intitulée le « *Jour de la terre* ». Selon l'organisme, l'objectif visé par cette activité est « de stimuler et de valoriser l'action positive à l'égard de l'environnement auprès des individus, organismes et entreprises. » Un second objectif est de conscientiser les jeunes personnes pour que des actions positives et environnementales soient posées lors de cette journée et qu'elles soient reprises l'année durant. Lorsque nous savons que l'environnement est une thématique principale dans le discours altermondialiste, nous pouvons conclure que cette activité favorise l'appropriation des revendications proposées par la mouvance au niveau local.

S'impliquant au sein de l'organisation TROVEP-Montérégie, cette section du rapport rend compte très implicitement de thématiques altermondialistes. L'organisme, qui en est

membre depuis plusieurs années, « par ses pratiques d'éducation populaire au niveau des luttes sociales et par ses actions militantes, tente de sensibiliser, conscientiser les citoyens aux enjeux du néolibéralisme et à ses différents accords commerciaux. » Il est mentionné également que l'organisme doit informer et conscientiser les jeunes dans leur apprentissage de leur rôle de citoyen. À ce sujet, il est indiqué : « Nous croyons que dans le contexte actuel de la mondialisation, il est nécessaire de favoriser l'ouverture d'esprit des jeunes, en visitant certaines avenues possibles en regard de la transformation sociale. » Les activités ayant une optique altermondialiste qui sont proposées aux jeunes ont été : l'avenir de l'agriculture au Québec, les méga porcheries, les éoliennes, la dette du Québec. Aucun doute, cette organisation locale dédiée aux jeunes s'est minimalement appropriée le discours altermondialiste.

Organisation œuvrant dans les secteurs toxicomanie et jeunesses

Dans cette organisation, où il est proposé d'aider et d'accompagner les jeunes par un travail de milieu, nous ne retrouvons aucune référence aux thématiques altermondialistes. La raison à cette situation peut être double. D'une part, la structure organisationnelle est jeune. En effet, le cadre de référence qui balise et chapeaute ce travail a été ratifié en septembre 2001 (Paquin et Perreault, 2001). D'autre part, nous pouvons l'expliquer par la nature du travail effectué. Pour des intervenants œuvrant dans l'univers du micro, de l'individu en état de vulnérabilité dont les besoins doivent être immédiatement répondus pour favoriser une insertion sociale, la place d'un discours prenant assise sur une analyse globale et davantage macro n'est pas évidente.

En est-il ainsi de leurs pratiques ? Ce n'est pas le cas. Les pratiques de l'organisme, comme nous le verrons lorsque nous présenterons les données relatives à une entrevue réalisée auprès d'un de ses militants, indique clairement qu'il y a prise en compte de la dimension altermondialiste. L'appropriation de ce discours découlerait des multiples implications extérieures de l'organisme. Elle découlerait de son environnement de travail,

principalement en lien avec des regroupements régionaux, qui a favorisé une ouverture à l'altermondialisme.

Organisme œuvrant dans un secteur d'activité non classé

Nous avons choisi une organisation locale ayant comme mission première la promotion de l'indépendance du Québec. Notre intention était de voir si ce type d'organisation préconise une réflexion mondialisante de l'accès à l'indépendance du Québec. L'analyse documentaire ne révèle pas la présence d'un tel discours. Il n'y est fait aucune référence à quelque terme ayant un lien avec la mondialisation. Leurs activités de réflexion ainsi que leurs activités de sensibilisation n'en parlent pas non plus.

4.6 Constats préliminaires

L'analyse succincte de contenus informationnels produits par les organisations étudiées convergent dans la même direction. Les organisations n'utilisent pas un discours altermondialiste. Ce sont davantage les individus impliqués dans des regroupements régionaux utilisant un discours altermondialiste qui diffusent ce dernier au sein d'organisations locales, influençant partiellement le discours localiste de ces organisations. L'intervenant communautaire s'impliquant à la fois au niveau régional et au niveau local agirait à titre d'intermédiaire dans la transmission du discours mondialiste du régional au local. Le système de diffusion du discours altermondialiste passerait par les échanges prenant place entre certaines organisations communautaires du régional via des intervenants s'impliquant au-delà de leurs fonctions de salariés au sein d'organismes locaux.

L'analyse des documents consultés montre une absence de références évidentes à l'organisation ATTAC. Lorsqu'il était question des thématiques altermondialistes, elles renvoyaient principalement aux regroupements régionaux. Il serait certes pertinent de

comprendre la source du discours altermondialiste dans ces mêmes organisations régionales. Est-ce qu'elle provient d'ATTAC ? Sinon, qu'elle en serait la provenance exacte ?

4.7 Regroupement régional

Pour illustrer la présence du discours altermondialiste à l'échelle d'organisations communautaires régionales, nous avons convenu d'analyser le contenu du site Internet du MÉPACQ²⁶. Nous allons faire notre analyse de manière systématique en procédant d'onglet en onglet afin de repérer des thématiques altermondialistes.

Dans l'onglet « Historique et orientations »

Dans cette section, il est écrit que l'ÉPA (éducation populaire autonome) est important pour la transformation sociale et la justice sociale. Il est inscrit aussi que les luttes sociales doivent être élaborées sur forme de coalition avec les différents acteurs de la société. Il est mentionné également que les orientations sont portées par l'ensemble du mouvement, soit les groupes de base : les Tables régionales et la coordination nationale. Une de ces tables régionales est la TROVEP-Montérégie. Aucune présence de vocabulaire altermondialiste n'a été décelée.

Dans l'onglet « Publications »

Les réflexions sur la mondialisation peuvent remonter facilement à 1997. Le document intitulé « La localisation, la régionalisation et la mondialisation », paru en 1997, en donne un bon exemple. Avec le document intitulé « Déclaration de principe du MÉPACQ sur la mondialisation du néolibéralisme » paru en mai 2002, nous percevons un approfondissement dans l'appropriation du discours altermondialiste. Dans ce document

²⁶ Site officiel du MÉPACQ : <http://www.mepacq.qc.ca/>, consulté le 28 mars 2008.

fort pertinent du point de vue de l'éducation populaire, l'organisation lie étroitement les luttes locales à une mise en perspective internationale des problèmes locaux. Il est mentionné dans l'analyse que le mouvement se reconnaît dans les revendications des mouvements populaires, féministes, écologistes, antiracistes et de solidarité internationale en fonction d'un parti pris pour un monde meilleur. Nul doute à présent que cette organisation régionale fait sienne les analyses altermondialistes, car les termes employés et les thématiques réfléchies se veulent altermondialistes. Plus loin dans le document, les propos associent l'appauvrissement généralisé et la détérioration des conditions de vie aux politiques économiques néolibérales et aux accords commerciaux de libre-échange. Il est mentionné qu'en conséquence il est important de développer « une analyse radicale de la mondialisation néolibérale » et que cette critique devra s'inscrire dans une perspective féministe, écologiste, antiraciste, démocratique et de respect des peuples. L'organisation se donne pour mandat de diffuser des analyses critiques et des revendications et de proposer des alternatives à la forme néolibérale de mondialisation qui prévaut actuellement. À la fin du document, l'organisation indique qu'elle deviendra membre de CAP Monde.

À partir de ce dernier document, les parutions suivantes auront comme toile de fond de lier l'ensemble des problématiques sociales de niveau local aux politiques économiques mondialisantes ayant comme balises le néolibéralisme. Dans le document intitulé « Document sur la fiscalité » paru en 2007, le MÉPACQ lie le phénomène des politiques fiscales favorisant de plus en plus les mieux nantis à celui de l'appauvrissement des plus défavorisés. Le document associe aussi le démantèlement de l'État-providence québécois aux politiques néolibérales mises en place par les gouvernements. L'organisation met en lumière des alternatives et cite en exemple le budget participatif de Porto Alegre (emblème symbolique du mouvement altermondialiste, le Forum social mondial tient lieu de rassemblement à la mouvance). L'organisation ATTAC-Québec y est citée également.

Il est important de mentionner que le MÉPACQ et ATTAC-Québec organisent des outils d'éducation populaire conjointement et que les analyses de l'un au niveau local (MÉPACQ) influencent l'autre (ATTAC-Q) et qu'inversement les analyses au niveau mondial (ATTAC) influencent l'autre (MÉPACQ). Ils ont cosigné l' « outil sur les SLAPP » qui se retrouve dans l'onglet « Publication ».

Les autres onglets n'ont pas été passés en revue, car les sujets traités étaient davantage des sujets liés à l'organisation interne du mouvement.

À la lumière des contenus des documents publiés, les thématiques altermondialistes transcendent le discours militant et se reflètent aussi en termes de stratégies d'actions par l'identification d'un opposant commun. Anciennement, il était question dans l'analyse marxisante en termes de luttes de classe d'un opposant sous la forme de l'État-nation bourgeois. Maintenant, nous pouvons ajouter à l'altermondialiste un nouvel opposant sous les habits du néolibéralisme. Les analyses présentées permettent d'établir un lien fort entre la lutte nationale à la pauvreté et la prise en compte de la mondialisation économique initiée par le néolibéralisme.

Chapitre V - Appropriation du discours altermondialiste par des acteurs locaux sur le territoire de la MRC du Haut-Richelieu

Dans cette section, nous présenterons les données se dégageant de six entrevues effectuées auprès de militantes et militants œuvrant dans différentes organisations locales de Saint-Jean-sur-Richelieu liées à des mouvements sociaux québécois. Ces analyses nous permettront de repérer la présence ou non du discours ATTACiste et, par extension, l'existence ou non de traces du discours altermondialiste.

5.1 Présentation des personnes rencontrées

Nous avons retenu six répondants, dont quatre hommes et deux femmes, qui occupent différentes fonctions au sein d'organisations représentatives du secteur communautaire de la MRC du Haut-Richelieu. Ces organisations de jeunes, d'éducation populaire, d'intervention auprès de personnes sans-emploi, à vocation environnementale, de nature syndicale rejoignent une population diversifiée sur le territoire.

Les personnes cumulent un nombre d'années d'expérience qui varie entre trois et plus de vingt-cinq années. Deux groupes se démarquent : des militants jeunes et des militants âgés. La région étant très fortement francophone, nous n'avons pas inclus de personnes issues de communautés culturelles, car il n'y a que très peu en proportion de la population totale et que très peu travaillent dans les organisations locales, pour ne pas dire presque aucun.

Trajectoire communautaire des répondants

- **Répondant 1**

Après avoir fait des études de niveau baccalauréat en sociologie, et ce, en pleine crise économique de 1980 où le taux de chômage chez les jeunes était très élevé, il n'y avait

aucune ouverture dans la fonction publique pour notre répondant. Politiquement et socialement à gauche, il était très actif dans le mouvement étudiant de l'époque.

Il se trouve alors un emploi dans sa ville natale, St-Jean-sur-Richelieu, dans une maison d'hébergement jeunesse pour jeunes en difficultés. Il y reste jusqu'au moment où l'organisme devient un « sous-traitant » d'un centre d'accueil, réduisant du même coup l'autonomie et la liberté du groupe.

Par la suite, il fonde le Comité Chômage du Haut-Richelieu où il y travaille. Dans les années 1992-93, il découvre et s'implique dans le mouvement d'éducation populaire par l'entremise de la TROVEP et du MÉPACQ. C'est à ce moment, pour la première fois, qu'il entend parler de mondialisation et de néolibéralisme. Depuis ce temps, il travaille et s'implique dans différents organismes communautaires sur le territoire.

- **Répondant 2**

Les raisons l'ayant motivé à travailler dans le milieu communautaire étaient de poser des gestes en faveur d'une transformation sociale par l'action citoyenne. L'université lui a beaucoup apporté au niveau de l'analyse sociale, mais peu sur la réalité du terrain. Or, l'idée de travailler avec les jeunes pour réaliser une action citoyenne active, critique et responsable convenait très bien à ses aspirations sociales parfois utopistes, mais pourtant bien concrètes. Selon lui, le milieu communautaire à l'époque était très mobilisateur et axé sur la revendication sociale, pas seulement sur papier, mais aussi sur le terrain également. Ainsi, ce genre de milieu de travail pouvait concilier son désir de transformation sociale et d'éducation citoyenne des jeunes.

Il est originaire de St-Jean-sur-Richelieu. Il a commencé à travailler dans le communautaire à St-Jean dans l'organisme d'hébergement jeunesse 12-17 ans « La Maison le Pont » en 1983. En 1985, il entrait en fonction comme coordonnateur de l'organisme jeunesse de Farnham. Il s'est énormément impliqué à fonder et à représenter

des regroupements tels que la TROC Montérégie et la CDC Brôme Missisquoi. Il est impliqué au conseil d'administration de la TROVEP Montérégie depuis 10 ans. Il a siégé comme représentant communautaire au conseil d'administration à la Régie Régionale de la Santé et des Services Sociaux de la Montérégie pendant neuf ans.

Il s'est joint à la coordination de l'Organisme jeunesse 2002 pour mettre sur pied un « complexe jeunesse » pour les jeunes du Haut-Richelieu. Ce complexe serait un type de centre multifonctionnel où les organismes jeunesse du territoire seraient regroupés pour favoriser leur visibilité auprès de leur population cible. Ainsi, les jeunes auraient un endroit bien à eux.

- **Répondante 3**

Originnaire d'Alverne en Gaspésie, d'un père propriétaire de l'épicerie générale et du bureau de poste de cette petite municipalité et une famille maternelle de pêcheurs, elle apprend très tôt l'entraide en compagnie de sa grand-mère qui cuisinait pour les travailleurs en forêt et sur les routes. Elle fait ses études secondaires au Nouveau-Brunswick. Esthéticienne de formation, elle vend sa boutique et décide de voyager dès 1978. Son itinéraire est imposant, Maria-Vancouver à cinq reprises, Vancouver-San Francisco, puis retour à Rimouski où elle s'inscrit en Arts plastique, ensuite en Technique d'éducation spécialisée, puis en psychologie. Entre ces deux grands périple, elle voyage dans le Grand Nord Canadien et effectue le tour du Québec. Elle séjourne dans les auberges de jeunesse et apprécie le travail réalisé par les personnes au sein de ces gites.

Elle est approchée pour travailler à cette auberge de jeunesse (elle y travaille pendant 7 ans) et pour la Maison des jeunes de Rimouski (2 années). C'est à ce moment qu'elle s'implique activement dans le communautaire. Elle fonde le Transit aujourd'hui appelé les « Auberges du cœur ».

Elle déménage dans le Haut-Richelieu. Pendant une année, elle travaille pour le Centre d'action Bénévole d'Iberville. Elle s'implique au sein d'une organisation locale de la région depuis 18 années.

- **Répondant 4**

Les raisons qui ont motivé ce répondant à s'impliquer dans le communautaire tournent autour de l'envie de travailler avec les gens et plus précisément avec les jeunes. Ancien travailleur d'usine, il n'entrevoit pas une carrière sans contact humain. La conviction d'être un aidant et le souhait d'être un adulte significatif auprès des jeunes et d'arrimer emploi et lutte contre les injustices et les inégalités sociales le conduit directement à un emploi d'animateur dans une organisation dédiée aux jeunes. Au court de son travail, il est appelé à s'impliquer dans divers organismes et tables de concertation, ce qui lui a permis de mieux comprendre l'action communautaire dite autonome. Il indique que son implication dans le communautaire est liée à sa croyance que les travailleurs de ce milieu peuvent faire une différence dans un monde d'indifférence.

Malgré sa jeune expérience, sa trajectoire communautaire est diversifiée. Il travaille tant au niveau local, au sein d'une organisation communautaire, qu'au niveau régional au sein de son regroupement provincial. Fait intéressant, il s'intéresse aux questions sociales plus larges, comme nous l'indique son militantisme au sein de la TROVEP Montérégie et son implication à titre de membre organisateur du Colloque du MÉPACQ 2007 intitulé *Au grand cirque de la mondialisation néolibérale*.

- **Répondante 5**

Le moment sonnant l'éveil de son implication fut le Sommet des Amériques en avril 2001. À cet instant, elle s'est dit qu'elle pouvait faire quelque chose de concret pour vivre dans une société moins inégalitaire. Forte de cette réflexion, elle va étudier en travail social. Elle est motivée par le désir d'aider les jeunes en institutions (centre jeunesse, DPJ), mais simultanément elle découvre le milieu communautaire. Elle commence à

travailler pour un organisme jeunesse et s'implique au sein d'organismes se revendiquant de l'action autonome (TROVEP, MÉPACQ). Elle se fait élire dans différents comités. Elle s'implique à titre de membre organisateur du Colloque du MÉPACQ 2007 intitulé *Au grand cirque de la mondialisation néolibérale*.

- **Répondant 6**

Pour ce répondant, sa venue en tant que salarié d'une organisation communautaire s'est produite par un concours de circonstances. Ancien menuisier et travailleur autonome cherchant un nouvel emploi et voyant une offre d'emploi dans l'hebdomadaire régional, il décide de postuler. Il mentionne que ses services ont été retenus pour deux raisons : d'une part, il avait déjà une expérience antérieure à titre de bénévole dans une autre organisation communautaire de la région, et, d'autre part, il avait l'ouverture d'esprit nécessaire à ce type d'emploi (travailleur de milieu et de rue). Il indique que le choix de travailler dans une organisation locale ne s'est pas constitué par conviction, mais plutôt qu'elle s'est construite au fil du temps. Il commence à travailler en février 2005. Sa formation est dispensée par son collègue qui agit également à titre de coordonnateur. Il lui est proposé de siéger sur le comité exécutif du regroupement régional au départ de son collègue, il devient alors coordonnateur du travail de milieu et de rue en Montérégie.

Tableau 5.1 Caractéristiques des répondantes et répondants²⁷

Personnes	Sexe	Fonction	Années d'expérience	Nature de l'organisme
R1	Masculin	Président	10 à 15 ans	Centre de références et d'informations à la jeunesse
R2	Masculin	Coordonnateur	+/- 25 ans	Centre de références et d'informations à la jeunesse
R3	Féminin	Coordonnatrice	+/- 25 ans	Centre d'éducation populaire pour les sans-emploi
R4	Masculin	Travailleur de milieu	4 ans	Organisme dédié aux jeunes
R5	Féminin	Animatrice	3 ans	Organisme à vocation environnementale et Organisme régional d'éducation populaire
R6	Masculin	Permanent	3 ans	Instance régionale regroupant les travailleuses et travailleurs de proximité

Pour présenter les données recueillies lors des entrevues, nous allons procéder en deux parties. Dans un premier temps, nous présenterons les informations entourant la problématique de la transformation de l'action et ensuite nous présenterons celles entourant la problématique centrale de notre recherche, l'appropriation du discours altermondialiste par les militantes et les militants sur le terrain. Chacune de ces deux parties sera également subdivisée en deux sous-parties : les affirmations découlant des rencontres auprès de répondants ayant cumulé plus de dix années d'expérience, puis les affirmations émanant du groupe ayant moins de dix années d'expérience.

²⁷ Par souci de confidentialité et d'anonymat, nous allons rapporter les propos de nos répondantes et répondants aux codes d'identification indiqués dans le tableau 4.1.

5.2 Transformation de l'action communautaire

5.2.1 Entrevues réalisées auprès de militants ayant cumulé plus de dix années d'expérience

La première thématique que nous voulions aborder, surtout avec les militants ayant davantage d'expérience (les autres n'ayant pas vécu cette transformation) était la question de la transformation de l'action communautaire depuis les quinze (15) dernières années. Ce questionnement est central à notre démonstration, car il est nécessaire de voir si, à la connaissance et à la compréhension des répondants, le processus de réingénierie de l'État correspondrait à une transformation des modalités d'action dans des organisations communautaires liées à des mouvements sociaux.

Lorsque nous abordons la question de l'action communautaire telle qu'elle se présente dans les années 1970 comparativement aux années présentes, trois répondants font consensus. Il y a effectivement transformation de l'action et cette transformation est perceptible autour de trois concepts clés : l'institutionnalisation (sous-traitance selon certains), la professionnalisation et le clientélisme.

À la question posée : *Croyez-vous que les actions ainsi que les mobilisations sont différentes aujourd'hui d'il y a 10 ou 20 ans ?* Un répondant nous mentionne :

« Oui, c'est plus difficile à avoir des gens. Les gens sont moins politisés et les permanents des groupes sont moins politisés. » (R1)

Il spécifie par les propos suivants :

« Il y a une professionnalisation du communautaire. Les diplômés sont plus pris en compte que l'expérience. Donc moins de mobilisation. Les offres d'emploi demandent des gens avec des diplômes, on voyait pas ça il y a 15-20 ans. » (R1)

La professionnalisation de l'action communautaire est caractérisée par une élévation de la qualification des personnes salariées et bénévoles y œuvrant. Une professionnalisation qui se fait, semble-t-il, au détriment de l'expérience militante.

Une répondante lie étroitement la professionnalisation au phénomène du clientélisme :

« Aujourd'hui, c'est fonctionnaire, institution, taux de réussite et clients. Avant c'était militant et citoyen. » (R3)

Ainsi, elle nous mentionne qu'aujourd'hui la professionnalisation produit des intervenants au profil de fonctionnaires rassemblant des compétences recherchées par la fonction publique. Ce processus contribuerait à dénaturer la mission de l'organisme en l'institutionnalisant en fonction des objectifs de l'État, ce qui a pour conséquence de transformer le citoyen en simple client.

Elle va plus loin dans cette logique en nous indiquant qu'il y a deux types d'organisations communautaires, lesquelles sont régies par deux principes divergents. D'une part, nous retrouvons les organisations dites autonomes, et, d'autre part, les organismes dits institutionnalisés. Cette différenciation se situe au niveau tant au mode de fonctionnement (horizontalité versus verticalité) qu'au mode de financement.

« Il existe deux genres d'organismes : institutionnalisés, les décisions se prennent du haut vers le bas, et les autonomes, où les décisions se prennent du bas vers le haut et ceci est très lié au financement. » (R3)

Donc, l'institutionnalisation est fortement liée au mode de fonctionnement démocratique et à la source de financement. Le financement provient de deux grands types de fonds. Ceux pourvus par l'État, souvent sous la forme d'offres de services. Ce type de financement affecte la mission et l'autonomie de l'organisme où le financement vient de diverses sources : des fondations comme Centraide, des communautés religieuses, des syndicats, du membership, des dons privés, des activités de financement, etc.

De façon plus précise, un répondant indique :

« La différence c'est qu'en 70 les membres étaient des citoyens et on faisait de l'éducation populaire. Aujourd'hui les membres sont devenus des clients, et ce qu'on offre, c'est un service aux membres. » (R2)

L'institutionnalisation des pratiques communautaires aurait modifié la relation au membership : passage de citoyen à client chercheur de service. Les intervenants perçoivent une mise en sous-traitance d'organisations communautaires par l'État et l'apparition d'un discours, au sein d'organisations communautaires, lié aux besoins d'intégration et d'insertion des personnes à la sphère économique.

Les propos du répondant 2 sont clairs :

« Dans les organisations communautaires, ils font de la gestion de la pauvreté (...) Institutionnalisation des pratiques et sous-traitance (...) L'organisme communautaire est un agent d'intégration ». (R2)

Lors de nos entretiens, nous avons pu percevoir, à travers cette rupture radicale entre l'institutionnalisation et l'action autonome, une déclaration identitaire. Cette déclaration réside dans une explication oppositionnelle. Il y aurait un « Nous » (militants autonomes) et un « Eux » (professionnels hétéronomes). Le « Nous » ferait implicitement référence à une certaine analyse critique, fondée sur un fond marxisant de lutte de classe, et le « Eux » serait associé à une certaine logique bureaucrate d'intégration socio-économique de personnes exclues ou à la marge de l'économie de marché.

Par contre, dans l'esprit des répondants, il ne faut pas comprendre l'action communautaire autonome comme la voie à privilégier pour une transformation future, car elle s'appuie sur une ancienne idéologie marxiste de lutte de classe et *de face à face avec le pouvoir* (Shragge : 2006, p. 55). Comme le mentionne un de nos répondants,

l'institutionnalisation guette l'ensemble des organisations, l'autonomie est difficile à assurer ou à maintenir :

« Je considère que l'institutionnalisation du mouvement communautaire sera trop forte pour toutes les organisations, il faudra trouver autre chose et peut-être cela passera à l'extérieur des organisations. » (R2)

Cette affirmation quelque peu fataliste est intéressante, car elle soulève la possibilité que l'action collective locale altermondialiste se construira, non pas à l'intérieur des réseaux communautaires, car trop institutionnalisés, mais bien sur d'autres bases locales. Nous allons voir que cette hypothèse est d'autant plus pertinente que les personnes interrogées ont une immense difficulté, bien qu'elles s'approprient le discours altermondialiste, à réfléchir l'action mondialiste à l'intérieur de la structure traditionnelle du local (organismes communautaires), régional (regroupement, tables de concertation) ou national (État-nation). Le réseautage vers le mondial, i.e. au sein de groupes communautaires, est flou et ambigu. Par contre, comme nous allons le voir ultérieurement, lorsque nos répondants se positionnent en tant que citoyennes et citoyens, la connexion avec le mondialisme est très facilement réalisable.

En conclusion, selon les répondants interviewés, la transformation de l'action communautaire est liée aux pratiques de l'État. Lorsque nous avons demandé : *pourquoi y a-t-il institutionnalisation des pratiques communautaires ?*, une répondante confirme le rôle déterminant joué par l'État :

« Le gouvernement, avec les offres de services, essaie de recadrer notre mission. Il essaie également de faire de la récupération avec ceux qui ont de la misère. C'est à cause du financement du gouvernement. Il nous tient. » (R3)

5.2.2 Entrevues réalisées auprès de militants ayant cumulé moins de dix années d'expérience en milieu communautaire

La pertinence de revenir sur ce thème avec le groupe ayant moins d'expérience était de déterminer auprès d'intervenants plus jeunes s'ils posaient un constat similaire à celui dégagé des entrevues réalisées auprès d'intervenants plus âgées sur la question de l'institutionnalisation, de la professionnalisation du milieu communautaire et de la transformation du membre-citoyen en client.

Malgré qu'ils ou qu'elles n'aient pas vécu cette transformation, le constat est le même que leurs aînés est tout aussi inquiétant.

Une répondante débute l'entretien avec une affirmation tranchante laissant peu de place à l'interprétation. À la question : *Est-ce que les organismes communautaires sont majoritairement institutionnalisés ?*, elle répond :

« Le local est institutionnalisé à cause de l'argent de l'État. Donc, c'est plus des membres qu'on a c'est des clients. La reconnaissance et le financement par le gouvernement diminuent la transformation sociale, parce que l'État joue dans la mission. » (R5)

Un autre militant nous mentionne sensiblement la même chose :

« L'éducation populaire c'est la lutte, mais la majeure partie des organismes sont trop financés par le gouvernement pour être dans la transformation sociale. Ils sont dans l'expertise et la professionnalisation. Donc, offres de service. Ils sont sous-traitants. » (R4)

Notre dernier répondant renchérit en remettant en question la pertinence de lier la transformation sociale avec l'action que la majorité des organismes communautaires effectuent présentement. Cette remise en question est liée étroitement à l'institutionnalisation qu'il condamne :

« Le communautaire, c'est-tu encore pertinent du point de vue de la transformation. On est plus des agents d'intégration, de contrôle, que des agents de transformation. On veut pas enrayer la pauvreté, on la gère. » (R6)

Nous pouvons remarquer que leurs discours en ce qui a trait à l'institutionnalisation et la professionnalisation des groupes locaux sont clairs et sans équivoque.

5.3 L'appropriation du discours altermondialiste

5.3.1 Entrevues réalisées auprès de militants ayant cumulé plus de dix années d'expérience en milieu communautaire

Une autre thématique centrale de notre recherche est l'appropriation du discours altermondialiste par les actrices et acteurs locaux œuvrant à l'intérieur d'organisations communautaires. Cette appropriation sera quantifiée et qualifiée à l'aide des caractéristiques de la mouvance altermondialiste que nous avons préalablement définies.

Lors de nos entrevues, un constat assez alarmant teintait les réponses de nos répondants : le discours altermondialiste est très peu utilisé dans les organismes locaux. Selon eux, ce constat découle de l'institutionnalisation et de la professionnalisation des pratiques communautaires.

Les répondants ayant une longue expérience dans le milieu communautaire se sont présentés inconsciemment comme des observateurs et experts de la situation locale. Ce qui leur permet de dégager avec aisance un point de vue analytique d'ensemble de la situation et de minimiser la place et l'appropriation du discours mondialiste dans le milieu communautaire.

Qu'en est-il de cette présence du discours mondialiste? Une répondante affirme :

« Sur 120 organismes [dans le Haut-Richelieu] peut-être 20 ont un discours altermondialiste et c'est les mêmes qui font du ACA. » (R3)

Chose intéressante, ce sont les organismes s'inscrivant dans l'action communautaire autonome (ACA)²⁸ qui s'approprient, selon la répondante, le discours altermondialiste. Ainsi, les organismes locaux ayant des fragments de discours mondialisant appartiendraient à la famille du communautaire autonome prenant position contre l'institutionnalisation du communautaire par l'État. La raison est simple, de ces deux types d'organisations (institutionnalisé et autonome), un type œuvre avec l'État et est considéré en quelque sorte comme son sous-traitant et l'autre type est en confrontation avec l'État planificateur et néolibéral.

À la question : *Croyez-vous que les enjeux mondiaux ont des répercussions au niveau local? :*

« Oui, les organismes commencent à avoir ces réflexions. » (R1)

« Évidemment, certains problèmes présents sont à cause de l'économie néolibérale. » (R2)

« Un lien direct entre enjeux économique mondiaux et problèmes locaux. » (R3)

Tous sont également en accord lorsque nous demandons le niveau d'influence des mobilisations locales sur les enjeux mondiaux. Ils croient que ces mobilisations n'ébranlent en aucun cas les politiques mondiales néolibérales.

²⁸ Huit critères définissent les organismes d'action communautaire autonome : 1. Être un organisme à but non lucratif; 2. Être enraciné dans la communauté; 3. Entretenir une vie associative et démocratique; 4. Être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations; 5. Avoir été constitué à l'initiative des gens de la communauté; 6. Faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches globales des situations problématiques; 7. Être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public; 8. Mission qui favorise la transformation sociale.

À la question : *Croyez-vous que les mobilisations au niveau local peuvent influencer les décisions internationales?*, nos répondants sont lucides :

« Très peu, mais les gens sont plus conscients et ça les conscientise. » (R1)

« Pantoute, mais ça éduque. » (R3)

En prenant conscience que les manifestations locales n'influencent aucunement les décisions mondiales, les acteurs voient l'utilité de celles-ci à un autre niveau : elles permettent une sensibilisation à la cause, elles constituent un mode d'éducation populaire qui peut permettre de conscientiser la population. La mobilisation apparaît moins comme un moyen de lutte et de contre-pouvoir. Dans ce sens, nous pouvons percevoir une transformation de la façon de penser l'agir collectif au niveau local dans un contexte de développement d'une mondialité en émergence.

Par contre, les répondants conçoivent que la manifestation locale inscrite dans une mouvance internationale où il y a une multitude de manifestations locales se déroulant de manière simultanée, au quatre coins de la planète, pourrait influencer énormément les décisions néolibérales prises au niveau mondial. Une raison à cela, l'arène de lutte politique serait déplacée du local, régional à l'international.

Un répondant valide cet état de fait :

« C'est sûr, comme les manif contre la guerre. Ça fait réfléchir tous les gouvernements en même temps. Là on a un poids. » (R2)

Avec ces réponses, les acteurs locaux rencontrés soulèvent l'enjeu de l'arène de lutte. Pour qu'il y ait contre-pouvoir et influence décisionnelle, ils conviennent que les actions et les revendications collectives doivent être au même niveau que les enjeux en causes : des actions collectives mondiales pour influencer les décisions économiques mondiales.

Par contre, ils sont réalistes en pensant qu'il s'agit de petits moments, d'effluves de réflexion vers la mondialité sans que le mouvement soit constamment branché et structuré autour de ces questions. L'action mondialiste demeure un événement circonstanciel, un moment secondaire par rapport aux questions et aux préoccupations localistes.

« Nos manifestations locales avec d'autres sont circonstancielles. Il n'y a pas de contact permanent. » (R1)

Ainsi, tant la structure des groupes que l'organisation d'activités sont davantage construites en référence à des modèles traditionnels et localistes. Dans ce contexte, l'État-nation est toujours la structure décisionnelle à laquelle on se rattache, celle qui est interpellée. Il s'agit avant tout et d'influencer cette dernière pour changer les choses. Il est évident qu'ils conçoivent l'arène de lutte comme étant située principalement au niveau national.

« L'organisation, c'est l'organisme communautaire, ensuite, il est rattaché à un regroupement régional et qui est rattaché à un regroupement national qui représente les intérêts de ces membres face au gouvernement. » (R1)

Le schéma d'organisation et de revendications n'inclut nullement une connexion possible avec une instance mondiale. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne comprennent pas l'importance de celle-ci. La jonction avec le niveau mondial est davantage considérée comme floue, ambiguë et ad hoc. Toutefois, elle est présente, ce qui nous fait dire qu'il y a amorces de transformation à la périphérie. À la question : *Êtes-vous d'accord que la structure de revendication des organisations communautaires débute au niveau local, ensuite au niveau régional dans divers regroupements et se termine au national en oubliant la structure mondiale ?*:

« Oui, nos revendications sont dirigées vers le gouvernement, le mondial est pas pensé, c'est flou. » (R2)

« On fait pression encore auprès des députés parce qu'on n'est pas content du gouvernement. » (R3)

Bien que leurs structures restent dans une philosophie traditionnelle de lutte et de revendications, nous décelons une appropriation du discours altermondialiste par l'entremise d'organisations ayant une structure régionale et nationale, mais revendiquant sur l'arène mondiale. Ainsi, la structure peut demeurer traditionnelle en incorporant un discours plus mondialisant.

« Nous sommes sympathisants des groupes comme MÉPACQ²⁹, Eau Secours, ATTAC et le FSM. Et nous pensons comme eux sur certaines choses. » (R3)

À la lumière de ces extraits d'entrevues, nous pouvons convenir que le discours altermondialiste demeure aux yeux des représentants du communautaire de longue date une question qui n'est pas centrale au bon du fonctionnement de l'action communautaire autonome locale. Nous nous retrouvons devant un discours très typique de la forme de lutte prise par les anciens mouvements sociaux décrits par Touraine entre acteurs autour d'enjeux définis par le modèle de développement fordiste et keynésien où le marché national et l'État-nation sont au cœur du cadre institutionnel.

Toutefois, en posant des questions plus précises, nos répondants confirment un certain niveau d'appropriation par des structures nationales ayant des antennes locales. Lorsqu'il est question de nommer des organisations porteuses du discours altermondialiste, nos répondants identifient ATTAC, le Forum Social Mondial, le Cap Monde. De plus, à la question : *Êtes-vous membres d'ATTAC ?*:

« Nous sommes sympathisants, c'est sûr. » (R1)

²⁹ Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec.

« Pas vraiment, mais nous sommes intéressés à leurs actions. Le discours passe par la TROVEP et nous sommes membre. » (R2)

« Pas sûr, je sais que le MÉPACQ est sympathisant et pis nous, on est membre du MÉPACQ. » (R3)

Dans ce contexte, nous pouvons déceler la façon dont le discours est diffusé et de quelle manière les acteurs se l'approprient. Dans un premier temps, le discours est approprié par les instances régionales membres et sympathisantes d'organisations plus mondialisées comme ATTAC et c'est elles qui traitent l'information et la diffusent dans leur réseau régional. Il faut mentionner pour expliquer l'absence d'appropriation du discours par les organismes dits institutionnalisés que ces regroupements défendent une vision autonome de l'action communautaire. Ainsi la connexion avec le mondial surviendrait par les regroupements régionaux et nationaux. Mais encore là, ce n'est pas très concret. Il n'y a pas une structure permanente d'influence.

L'émergence de leur discours altermondialisme prend sa source dans les dossiers et les documents rédigés par des organisations internationales comme ATTAC. Par contre, il y a toujours un intermédiaire entre le local et le mondial.

« C'est trop théorique pour faire de l'éducation populaire auprès de simples³⁰ citoyens. » (R2)

« La source du discours est ATTAC, mais c'est le MÉPACQ et les syndicats militants qui nous le passe. » (R3)

Dans cet extrait, un des répondants soulève un point important sur l'accessibilité de cette forme de discours par tous. En d'autres mots, l'altermondialisme se revendique principalement comme un mouvement de citoyens dotés d'un niveau de capital social et de capital culturel assez élevé et non comme un mouvement qui pourrait rejoindre tous les citoyens. Il est indiqué que la forme actuelle du discours altermondialiste n'est pas à

³⁰

Lire le terme « *simple* » comme étant des personnes non-initiées au vocabulaire intellectuel.

la portée de tous, ce qui nuit implicitement à l'appropriation citoyenne. Comme l'affirmerait Bourdieu (2001) dans ce contexte, il y a un pouvoir symbolique du langage infligé aux citoyens non-initiés au discours altermondialiste.

Autre difficulté dans l'appropriation du discours altermondialiste, les organisations locales interviennent plus devant des « clients » que devant membres militants. Les gens visitant les groupes locaux sont maintenant des clients venant chercher un service.

« On n'est plus rassembleur, c'est pu des membres, mais des clients. Pas possible la transformation. » (R3)

La socialisation de l'altermondialisme se construit principalement à l'extérieur des organisations locales et une fois les personnes socialisées.

« C'est pas les organismes qui ont le discours, mais les militants qui travaillent. La restructuration passe pas par l'organisme communautaire, mais passe par la masse. De toute façon, comme je l'ai dit les organismes vont avoir de la difficulté à ne pas être institutionnalisés. » (R2)

En guise de conclusion, il affirme que :

« C'est encore pas clair comment le local va prendre en compte le mondial. Peut-être dans la rue. Les jeunes ne se regroupent pas officiellement. Il se prépare quelque chose, mais je ne suis pas sûr quoi. Mais, je ne pense pas que ça passe par l'organisme communautaire. » (R2)

5.3.2 Entrevues réalisées auprès de militants ayant cumulé moins de dix années d'expérience en milieu communautaire

Dans le contexte décrit par le premier groupe de répondants, où le discours altermondialiste est dit approprié minoritairement par et dans les organisations locales, il est important de se demander comment se fait le passage au local de ce genre discours.

Considérant que le lieu premier de contact avec ce discours n'est pas l'organisation communautaire, nous voulions comprendre quel était ce lieu ou ces lieux de sensibilisation à l'altermondialisme. Ainsi à la question : *Où avez-vous entendu parler pour la première fois d'altermondialisme ?*, les trois répondants ont présenté des réponses différentes.

« À la TROVEP³¹, parce que je suis un militant impliqué. » (R4)

« Moi, c'est le Sommet des Amériques à Québec pour la première fois. J'étais là. » (R5)

« Lorsque j'étais inscrit au Cégep et j'étais dans l'asso étudiante, nous en parlions. » (R6)

Même si le degré d'appropriation du discours apparaît uniquement par le biais de la TROVEP, il importe d'indiquer que cette table locale est partie prenante d'une table nationale, donc elle assure un relais des informations et des sensibilités du national au local. Dès lors, le discours altermondialiste, bien que présent dans des organisations locales, l'est de façon périphérique :

« Quelques organismes prennent position contre l'économie mondiale. C'est les autonomes. » (R4)

« Ceux membres d'organismes régionaux sont des organismes parties prenantes. » (R5)

Ces réponses confirment les propos des répondants plus âgés. Les organisations ayant un discours altermondialiste et sympathisant aux organisations de revendications mondiales comme ATTAC sont davantage dans une logique d'éducation populaire que dans une logique d'offre de services à l'État.

³¹ La TROVEP Montérégie (Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire) est une organisation régionale en éducation populaire.

Par conséquent, si le discours transite vers le local, c'est le fruit d'une infiltration qui se fait à partir de regroupements nationaux au sein du mouvement communautaire autonome ou à partir d'individus sensibilisés orientant des prises de décisions de certains organismes où ils sont impliqués à prendre position en faveur de revendications altermondialistes, comme le démontre cet extrait :

« C'est pas les organismes qui sont altermondialistes, mais les individus qui sont altermondialistes. C'est eux qui font pousser les positions à l'interne. » (R6)

Par ailleurs, lorsque nous leur demandons de nous expliquer la raison de la difficile infiltration du discours au sein d'organisations communautaires autonomes, une répondante l'associe au fort taux de roulement au sein de ces dernières, ce qui ne permet pas une longue prise de contact des personnes impliquées.

« Le développement de cette pensée est difficile parce que le roulement des personnes est grand. On paye pas. » (R5)

Considérant qu'ils sont convaincus que l'analyse altermondialiste n'est pas fortuite lorsqu'il est question de réfléchir sur des pistes de solution au niveau local, nous leur avons demandé : *Les décisions internationales ont-elles des impacts sur le local ?* Leurs réponses nous ont quelque peu étonnés, en ce sens, qu'elles contrastent avec celles des militants plus âgés.

« L'international, l'OMC, le FMI, les impacts sont au provincial et c'est le provincial qui décide. Les décisions après ont des répercussions au local. » (R4)

« Non... l'international a des conséquences sur le national (gouvernement du Québec) qui a des répercussions sur le local. » (R5)

Si les réponses indiquent que le local est subordonné au national, elles indiquent aussi que les répondants considèrent que les décisions au niveau national sont guidées par des mots d'ordre venant de l'international. Pour eux, la mobilisation à l'ère de la

mondialisation doit continuer de se concevoir en opposition avec les gouvernements nationaux, car en dernière instance, les répercussions locales sont le fruit de leurs décisions. Ils ne remettent pas en cause l'idée de construire des alliances et des mobilisations mondiales, mais le local doit se reporter au niveau régional ou provincial pour bâtir quelque chose qui puisse influencer sur le mondial.

« C'est le provincial qui décide. Il faut revendiquer là. C'est le pallier le plus haut de mobilisation. Après l'action est mondiale avec nos regroupements régionaux. C'est nos regroupements qui diffusent l'information. » (R6)

Pour comprendre de quelles organisations internationales proviennent leurs sources d'information sur l'altermondialisme, nous avons posé la question suivante : *Quels organismes sont le reflet du discours altermondialiste ?*

« Bonne question, peut-être ATTAC-Québec. » (R4)

« Il me vient seulement ATTAC-Québec en tête. » (R6)

« En tout cas pas Greenpeace, le PIDSC ou quelque chose du genre, c'est le Pacte international sur les droits sociaux et culturels³² et FSM et ATTAC » (R5)

Pour comprendre davantage les sources différentes d'appropriation de ce discours, nous avons approfondi notre compréhension en leur posant la question suivante : *À quel endroit puisez-vous et peaufinez-vous votre discours ?*

« En intervenant avec les autres militants, avec les lectures aussi. » (R4)

« Plus qu'une place. Mais c'est le regroupement régional (*TROVEP*). Les militants avec les mêmes valeurs que moi. Militantisme. » (R5)

« Moi, c'est les mobilisations, les manifs. Dans le fond, c'est le militantisme. Parler avec les autres aussi. Ah! oui, les médias moins, plus alternatifs » (R6)

³² Lire « Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels » (PIDSC), lequel a été adopté et ratifié à l'assemblée générale du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU dans sa résolution du 16 décembre 1966.

La sensibilisation passe par des contacts personnels. Elle se fait aussi à travers des activités militantes. L'altermondialisme renvoie ainsi à une sous-culture qui se diffuse de personne à personne pendant et dans des activités militantes, des lectures et par la présence du discours dans les médias alternatifs.

À la question : *Pour vous, quels sont les thèmes importants véhiculés par la mouvance altermondialiste ?*

Un de nos répondant hiérarchise sa pensée et nous indique que pour lui :

« Il y en a gros, mais le thème de la justice sociale est central selon moi. » (R4)

« Ces choses sont interreliées, l'environnement, l'économique, le social et la démocratie. Un ne va pas sans l'autre. Comme le dit Hervé Kempf dans son livre, pour l'environnement, il faut les autres. » (R5)

« Tout est lié, le social, l'économique et l'environnement. Il faut travailler avec les trois pour la justice. La lutte est là. Le discours altermondialiste s'est lié les trois combats. » (R6)

Selon Touraine (1978), le mouvement social se structure autour de trois principes. Dans ce contexte, pour être reconnu en tant que mouvement social, il ne suffit pas de s'opposer, il faut également proposer une nouvelle configuration sociétale dans les revendications. Ainsi nous avons sondé la capacité des répondants à produire un discours d'opposition et de propositions : *Pour vous, qu'elles seraient les alternatives à l'ordre économique mondiale d'inspiration altermondialiste ?*:

« Se battre pour la transparence et la clarté des décisions des gouvernements. Aussi, l'accessibilité de l'information. Le rapport de force, c'est les individus, parce que chaque citoyen doit prendre conscience. C'est un cercle vicieux. » (R4)

« Une prise de conscientisation. Pas seulement dans le réseau communication, mais dans les réseaux parallèles. Faire une sorte de normes. » (R5)

« Mettre un revenu de citoyenneté, conscientiser et mobiliser les gens. Ensuite, la recherche d'une pensée positive, je veux dire non fataliste. Ça pas changer. Mettre la démocratie participative et se battre pour l'environnement. En dernier, éducation populaire des jeunes. Faire des citoyens. » (R6)

Nous percevons que leur recherche de solutions à l'ordre économique mondial transite inévitablement par une conscientisation des individus qui à leur tour se mobiliseront pour proposer et défendre leurs revendications. Par contre, la manière de se mobiliser et les stratégies de lutte pour influencer et faire pression sur l'ordre mondial n'est pas définie.

Ainsi, le discours précède la restructuration et les stratégies d'actions. Nous constatons que nous sommes dans une période de transition qui ne fait que débuter. Deux raisons nous motivent à dire que nous ne sommes qu'au début de cette transition : d'une part, malgré que les militants interrogés admettent que la prise en compte des enjeux mondiaux soit importante, le discours n'est que très peu utilisé, et, d'autre part, les moyens et les stratégies d'actions ne sont que très rarement liées à ce discours.

Chapitre VI - Interprétation et discussion des résultats

À partir des entrevues réalisées auprès de militants et présentées au chapitre V, des éléments d'information découlant d'une analyse succincte effectuée au chapitre IV sur le contenu de rapports d'activités annuels et de sites produits par différentes organisations communautaires de la région du Haut-Richelieu, ainsi que de la présentation au chapitre III du mouvement altermondialiste ATTAC, nous mettrons ici en lien les informations obtenues avec les principales questions soulevées en introduction et nos quatre hypothèses de recherche.

Notre objet de recherche porte un regard sur l'articulation prenant place entre les actions collectives à l'échelle mondiale et celles à l'échelle locale. Nous voulions comprendre concrètement si ces sphères d'actions sont autonomes l'une de l'autre (Bauman, 2005 ; Castells, 1998).

S'il y avait appropriation du discours altermondialiste par des organisations et des militants impliqués à l'échelle locale, cela indiquerait la présence d'une certaine unité d'analyse et d'action du local à l'international. Une telle appropriation pourrait laisser entendre qu'un mouvement d'ensemble serait en voie d'unifier les actions locales, régionales, nationales, continentales et internationales. Une telle observation permettrait aussi de penser la présence d'une dynamique de construction du discours et des stratégies altermondialiste et localistes qui s'influenceraient réciproquement. Afin de déceler une telle réalité et une telle dynamique, nous avons pensé que l'organisation clef pour effectuer une telle mise en relation et la construction d'une telle unité serait ATTAC.

Rappelons nos principales questions et hypothèses de recherche :

- les organisations locales prennent-elles en compte les dimensions mondiales des défis auxquels elles sont confrontées ? Si oui, le font-elles à partir de la lecture ATTACiste de la mondialisation ?
- de quelle façon le mouvement ATTAC procède-t-il pour rejoindre les militants du mouvement communautaire québécois à l'échelle locale ?
- la prise en compte du mondial joue-t-elle favorablement pour mobiliser des citoyens au niveau local ?
- les organisations locales sont-elles en mesure de développer des initiatives qui puissent influencer les principaux mots d'ordre lancés par les grandes organisations et les événements majeurs de lutte contre la mondialisation néolibérale ?
- quel type de régulation sociétale, c'est-à-dire quelles modalités de gouvernance, mettent-elles en scène ?
- le mondialisme en contexte néolibéral favorise-t-il l'émergence d'un nouveau rapport à l'État.

Sur l'articulation entre les actions localistes et mondialistes, nous tenterons de répondre aux questions suivantes :

- s'agit-il de sphères d'action totalement autonomes ?
- s'agit-il de sphères intégrées l'une à l'autre ? Les expérimentations, les avancées, les erreurs et les réflexions de l'une pouvant transiter et être pris en considération par l'autre, nous aurions alors deux univers d'expérimentation en symbiose.
- s'agit-il plutôt d'une forme de mise en collaboration plurielle :
 - tantôt l'action partirait du local pour aller vers le mondial ;
 - tantôt elle ferait l'inverse ;

- ou encore, elle constituerait un mode d'intégration hégémonique où les luttes mondiales occuperaient une place et une fonction dominante, soumettant sous leur contrôle idéologique la scène du local ?

À ces questions se greffent les deux hypothèses suivantes. Première hypothèse centrale : les mouvements sociaux de contestation à l'ordre mondial de libéralisation des échanges, des rapports politiques et des sociétés nationales constitue une nouvelle catégorie d'action collective, laquelle succède aux catégories représentées par les anciens et les nouveaux mouvements sociaux.

Deuxième hypothèse centrale : l'imaginaire et les pratiques de mouvements sociaux québécois, tels que représentés au sein d'organisations de la région de Saint-Jean-sur-Richelieu, sont très fortement imprégnés par le discours mondialiste diffusé tant par l'organisation internationale ATTAC que par sa branche québécoise, ATTAC-Québec.

À ces deux hypothèses centrales, nous lions deux hypothèses complémentaires. Premièrement, l'influence observée du discours d'ATTAC sur des organisations locales serait unidirectionnelle au sens où, ni l'organisation ATTAC-Québec, ni ATTAC international, ne seraient en mesure d'intégrer minimalement les réflexions, les préoccupations et les connaissances portées par des organisations locales telles que celles qui seront étudiées.

Deuxièmement, la présence du discours mondialiste n'enlèverait pas la capacité des organisations locales à développer un discours nuancé sur la mondialisation et surtout ne limiterait pas la portée des actions locales promues par ces dernières. Elle favoriserait plutôt la définition d'une réponse par le bas aux urgences, problèmes, besoins et aspirations portées par les populations que ces organisations disent représenter.

Les résultats obtenus ne confirment aucune des deux hypothèses que nous avons avancées au départ. L'analyse des résultats indique tout au plus la présence d'une réalité intermédiaire. Il y a ainsi place à un nouveau scénario non envisagé au départ qui démontrerait une réalité plus complexe que celle que nous entrevoyions alors.

6.1 Prise en compte du discours mondialiste par les organisations locales étudiées et influence d'ATTAC au niveau local

La question entourant la prise en compte du discours mondialiste au niveau local est davantage complexe que nous l'avions pensé au départ. Comme mentionné à plusieurs reprises, l'intuition motivant notre recherche était que l'association ATTAC influençait directement les pratiques et les actions des organisations locales. Nous avons pu constater à la lecture de nos analyses de contenu (chapitre IV) et aux affirmations de nos militants (chapitre V) qu'une minorité d'organisations prenaient en compte les dimensions mondiales des défis auxquels elles sont confrontées. Cette minorité se revendique du courant autonome de l'action communautaire en opposition au courant qu'ils définissent comme étant institutionnalisé. Courant institutionnalisé que nous avons perçu comme majoritaire.

Cette prise en compte de l'altermondialisme, bien que minoritaire, ne se construit pas directement à partir de la grille de lecture ATTACiste de la mondialisation. Elle se construit plutôt indirectement. Nous nous expliquons. À l'aide de notre étude succincte des rapports d'activités produits par les organisations locales au chapitre IV ainsi que grâce à certaines des réponses des militants interviewés, nous avons pu déceler une trajectoire d'influence du discours produit par l'association ATTAC. L'influence serait indirecte, car il existe un palier qui sert de relai entre le mondial et le local, nous l'avons mis à jour en cours de recherche, lequel est matérialisé par des organisations régionales et provinciales, notamment la TROVEP et le MÉPACQ.

Dans ce contexte, le discours d'ATTAC influencerait, dans un premier temps, des organisations régionales et provinciales, et, ensuite, ces dernières influenceraient les organisations travaillant au niveau local. Comme nous l'avons mentionné, cette influence demeure embryonnaire et marginale. Embryonnaire, car les organisations locales n'ont pas encore adapté leurs actions et leurs pratiques en concordance avec ce nouveau discours qu'elles s'approprient. Marginale, car cette appropriation touche un nombre limité d'organisations locales sur notre territoire d'étude.

Bien que nous ayons relevé que l'association ATTAC-Québec influence davantage les organisations travaillant au niveau régional et provincial, il ne faut pas conclure qu'elle ne met pas en marche des actions pour joindre et mobiliser les militants impliqués à l'échelle locale. Nous pensons aux conférences données sur divers thèmes entourant les enjeux de la mondialisation néolibérale, aux trousseaux BIC distribués aux citoyens, aux livres publiés et aux informations et analyses disponibles sur leur site internet. Force est de constater que, malgré leur effort de conscientisation et d'information à l'échelle locale, la véritable influence de leur discours réside, d'une part, par l'appropriation de celui-ci par les organismes régionaux et provinciaux et, d'autre part, par les intervenants ou citoyens déjà initiés au vocabulaire et aux enjeux de la mondialisation.

Cette prise en considération minimale des enjeux mondiaux et l'appropriation du discours altermondialiste ne nous permet pas d'affirmer que cela contribue à mobiliser les citoyens au niveau local. Comme nous le mentionnaient les militants que nous avons interrogés, les organisations sont davantage perçues par les citoyens comme des pourvoyeurs de services. De personnes aidées en tant que citoyens engagés dans leur communauté, nos répondants observent que les citoyens se perçoivent comme des clients venant uniquement chercher et consommer des services. Par contre, le cadre de notre réflexion n'exclue en aucun temps le fait qu'il pourrait y avoir une influence de ce type de discours à l'extérieur des organisations locales et que celui-ci pourrait favoriser une mobilisation

citoyenne locale ayant comme base un autre lieu, comme un de nos répondants l'a affirmé.

Au niveau local, les organisations sont souvent prises dans la quotidienneté, la vulnérabilité et l'urgence, ce qui n'aide en rien le développement d'actions ayant comme objectif précis un contre-pouvoir, représentant une alternative au processus de mondialisation néolibéral. En ajoutant le manque de ressources tant matérielles, financières qu'humaines, le manque de temps et d'énergie consacrés au réseautage, à la concertation et aux réflexions des enjeux locaux, la réflexion sur la mondialisation économique est souvent relayée au second rang, si temps et énergie il reste. Ainsi, les actions et les mobilisations auxquelles ces organisations participent sont souvent le fruit d'initiatives de leur regroupement régional ou provincial.

6.2 Modalités de régulation et rapport à l'État en contexte de mondialisation néolibérale

Les entrevues confirment la présence d'une mutation au sein du mouvement social que représente le secteur communautaire québécois. D'une part, une composante importante du secteur communautaire est devenue sous-traitante privilégiée de l'État. D'autre part, la composante autonome demeure partagée entre des actions autonomes, critiques et revendicatrices, et des actions de production de services à partir de financements étatiques. Le communautaire en est donc venu à participer activement au mode de gestion courant et, non « alternatif », de la société québécoise.

Le rapport à l'État demeure toutefois ambivalent. L'État reste la forme institutionnelle centrale de régulation. Le communautaire reconnaît sa centralité et tente de mobiliser le plus de ressources possibles de ce dernier. Toutefois, le communautaire reconnaît aussi les limites de sa relation à l'État et tente, à partir de structures régionales et nationales d'intervention de recadrer son analyse et ses stratégies d'action en fonction du nouveau contexte dans lequel intervient l'État, lequel en est un d'insertion de l'État-nation dans un

système politique et économique mondial fortement structuré et hiérarchisé à partir de l'échelle internationale : via les accords internationaux de commerce, via les grandes organisations internationales de gestion de l'économie mondiale, via les accords politiques et militaires prenant place entre les grands blocs continentaux. Ce recadrage, nous avons pu l'observer minimalement à même la distinction existant au niveau de l'appropriation du discours ATTACiste entre les organisations régionales et nationales et les organisations locales.

Bien que central, le rapport à l'État évolue au profit de mises en relations auprès d'autres bailleurs de fonds, les fondations privées par exemple (Centraide, Fondation Chagnon, Fondation McConnell, etc.), ou encore par la tenue d'activités économiques de type économie sociale. Par cette diversification des sources de revenus, le communautaire tente de maintenir un équilibre face à un État très demandeur de services, très structurant et très exigeant dans la façon de rendre ces derniers auprès de la population à desservi.

Nos travaux ne permettent pas d'observer la mise en place d'un nouveau mode de régulation sociétale. Bien que la forme de l'État-nation soit moins centrale qu'elle ne l'était dans les deux-tiers du 20^e siècle, elle demeure centrale dans la régulation des espaces locaux. Il ne fait aucun doute que les organisations péri-urbaines étudiées évoluent dans un mode de fonctionnement très dépendant d'une analyse nationale de la réalité terrain et des enjeux à rencontrer. L'analyse en termes de mondialisation y est encore folklorique.

6.3 L'articulation entre luttes locales et luttes à l'international : quelle jonction, quelle dynamique ?

Avec cette question, nous voulions porter un éclairage sur le mode d'articulation prenant place entre les actions collectives présentes à l'échelle mondiale et celles œuvrant à l'échelle locale. Nous voulions comprendre si, de manière générale, les sphères d'actions :

- seraient totalement autonomes (Bauman, 2005 ; Castells, 1998) et donc que les actions locales et mondiales auraient aucune influence l'une sur l'autre. Les acteurs sur la scène mondiale ne seraient alors pas liés à ceux agissant au niveau local ;
- seraient complètement intégrées de façon à permettre une mutuelle influence, du local vers le mondial et du mondial vers le local. Les acteurs seraient alors réseautés et dialogueraient harmonieusement dans une coproduction des discours mondialiste et localiste.

À la lumière des résultats de recherche obtenus, nous ne pouvons répondre par l'affirmative pour l'un ou l'autre des scénarios envisagés. L'influence entre le mondial et le local transite inévitablement par une structure régionale que nous n'avions pas prise en compte dès le départ. Ainsi, la jonction entre les deux sphères d'actions est prise en charge par cette structure de relais, mais de façon unidirectionnelle et non dynamique ou dialectique. Nous pouvons affirmer qu'il existe une certaine forme de mise en commun, de perméabilité entre la structure régionale ou provinciale au sein de laquelle les organisations locales se regroupent, notamment entre la TROVEP et le MÉPACQ et l'association ATTAC-Québec, sur les enjeux et les revendications découlant du processus de mondialisation néolibérale. C'est à ce niveau qu'il y a influence entre les discours localiste et mondialiste ou altermondialiste.

Par contre, cette influence transite par des liens faibles, au sens de la théorie des réseaux sociaux développée par Granovetter (2008), via des militants qui s'impliquent tant au niveau local que dans le regroupement régional. Non seulement l'influence altermondialiste se fait par l'intermédiaire de l'échelle régionale de structuration du mouvement communautaire, mais elle transite aussi fortement à partir d'intervenants clés, conscientisés et disposés à jouer le jeu. En tant que tel, au niveau praxéologique, les deux formes d'action collective conflictuelle sont autonomes.

Qualifier cette forme d'influence ou de lien entre le mondial et le local sur notre territoire d'étude serait précipité. Cependant, nous pouvons avancer, à ce stade-ci, que les sphères d'action et les structures s'y rattachant, bien qu'étant étanches et autonomes l'une envers l'autre, sont également quelque peu perméables. Cette perméabilité empirique, malgré l'étanchéité théorique, serait le résultat d'une mise en commun réflexive de la part de militants allant au-delà de leur simple description de tâche au sien de leur organisation. Cette perméabilité relèverait d'un esprit innovant de gauche qui, au-delà des structures et des comportements acquis, cherche à transgresser la norme pour établir un nouveau cadre de pensée et d'action en lien avec les enjeux contemporains dépassant l'analyse localiste. Les travaux de Granovetter sur les réseaux sociaux nous renseignent sur la force des liens sociaux dans les organisations sociales et donnent une base théorique au relais prenant place entre « les interactions microsociales et les phénomènes macrosociaux ». (Granovetter, 2008, p. 45)

6.4 Comment expliquer la présence non convergente de deux formes d'action collective conflictuelle

Selon Touraine (1978), il existe trois principes inhérents aux mouvements sociaux qui sont le fondement de ce qu'il nomme l'action collective conflictuelle. Ces principes nous aideront à mieux saisir le rapport d'influence entre les deux sphères qui nous occupent.

Pour lui, le mouvement social ne peut exister qu'à travers ces principes :

- Le principe d'identité renvoie à la prise de conscience que nous sommes en conflit de valeurs, de classes. Il se crée un NOUS.
- Le principe d'opposition renvoie à l'idée que le NOUS identitaire est en conflit avec un adversaire défini comme un EUX.
- Le principe de totalité est défini comme les revendications et les propositions qui visent à changer la société.

Pour Touraine, les mouvements sociaux suivent cette logique dans l'ensemble de leurs actions collectives conflictuelles.

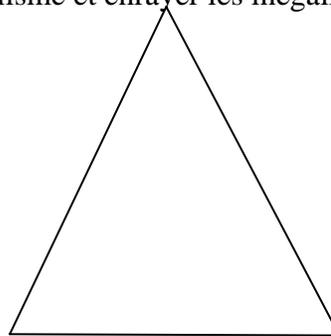
Donnons une explication théorique, à l'aide de ces principes, à la difficulté que nous avons observée pour les organisations locales de s'appropriier et de mettre en application dans leurs pratiques et stratégies d'action le discours altermondialiste.

Dans un premier temps, en reprenant les trois principes de Touraine appliqués aux deux formes d'actions collectives conflictuelles (mondiale et locale), nous illustrerons nos propos à l'aide de schémas et par la suite nous expliquerons à quoi renvoie cette schématisation au niveau empirique.

Schéma 6.1 Action collective conflictuelle mondiale

Principe de totalité :

Réformer le néolibéralisme et enrayer les inégalités Nord-Nord et Nord-Sud



Principe d'opposition :

Les institutions internationales et la mondialisation néolibérale

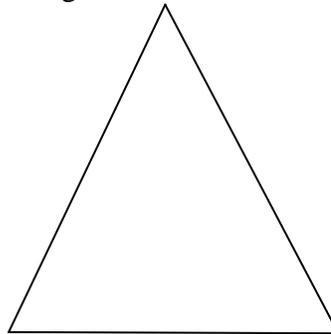
Principe d'identité :

Mouvement altermondialiste

Schéma 6.2 Action collective conflictuelle locale

Principe de totalité :

Meilleure redistribution de la richesse à travers différentes politiques sociales. Diminuer les inégalités socio-économiques



Principe d'opposition :

État-nation et les politiques néolibérales

Principe d'identité :

Groupes communautaires

Ces schémas nous démontrent que les deux niveaux d'action collective conflictuelle divergent en tous points. Leurs sphères de luttes sociales et les alternatives qu'elles proposent répondent à deux logiques distinctes. Bien que les militants prennent conscience de l'impact des enjeux mondiaux sur la réalité quotidienne des personnes démunies, c'est véritablement cette non convergence des actions collectives qui rend l'appropriation du discours altermondialiste sur la scène locale difficile. Les revendications proposées sur la scène mondiale sont très éloignées des préoccupations locales qui se concentrent autour de réalités concrètes (manger, se loger, travailler, etc.) D'autant plus que l'opposant identifié n'est pas le même. À l'échelle locale, l'État-nation est identifié comme étant la cause des inégalités à travers ses politiques sociales davantage néolibérales tandis qu'à l'échelle mondiale, ce sont les institutions internationales qui sont visées comme étant au cœur de la régulation des inégalités sociales présentes tant au Nord qu'au Sud.

6.5 Deux structures mobilisatrices faiblement articulées

Dans ce contexte, nous pouvons observer deux structures de mobilisations distinctes. Au niveau local, nous observons une structure traditionnelle. Ce qui veut dire que la mobilisation émerge dans les localités, transite par les regroupements régionaux et provinciaux et, finalement, les militants font pression sur les gouvernements. Ainsi, trois paliers sont présents :

1. organisations communautaires locales;
2. regroupements régionaux à vocation sectorielle ou territoriale;
3. regroupement de regroupements au provincial / national.

Au niveau mondial, les mobilisations suivent une trajectoire différente. Elles peuvent suivre soit une trajectoire ascendante – du local au mondial – ou descendante : du mondial au local. Nos travaux nous permettent de dire que la trajectoire observée pour la région étudiée est celle descendante : le discours altermondialiste, ATTACiste ou autre, transiterait par des organisations telles ATTAC-Québec vers des regroupements de regroupements (au national) ou vers des regroupements régionaux à vocation sectorielle ou territoriale, pour atterrir dans quelques cas dans des organisations communautaires locales. Il importe d'indiquer que nous n'avons pas été en mesure d'observer la présence d'un mouvement qui alimenterait le discours altermondialiste à partir de l'unité locale observée.

Tableau 6.1 Distinction des structures de mobilisation

	Locale	Mondiale
3^e palier	Organisation provinciale (MÉPACQ)	Mouvement altermondialiste (ATTAC)
2^e palier	Organisation régionale (TROVEP)	Mouvement régional (ATTAC-Québec)
1^{er} palier	Organisations communautaires	Militants

Le tableau 6.1 sur la distinction des structures de mobilisation aux échelles locale et mondiale nous renseigne sur les difficultés à surmonter si elles veulent être en mesure de s'influencer réciproquement. Par contre, lors de nos entrevues et de l'étude des documents produits par les organisations locales, nous avons pu observer une certaine appropriation de l'univers langagier de l'altermondialisation.

6.6 Deux modalités d'appropriation du discours mondialisant

Nous proposons une interprétation de la façon dont le discours altermondialiste est approprié par les organisations communautaires et comment, il peut y avoir interdépendance de part et d'autre pour une action collective concertée.

Reprenons le tableau sur la distinction entre les deux formes de structures mobilisatrice et les schémas de l'action collective conflictuelle qui sont à première vue très étanche et adaptons-les à la lumière de nos observations terrains. Voyons comment un effet de percolation peut s'établir.

6.6.1 Premier mode d'appropriation : le militant

Lors des entrevues réalisées auprès d'intervenants communautaires, un fait revenait constamment, les intervenants ayant un discours altermondialiste étaient les mêmes impliqués autant à l'intérieur de l'organisation locale que dans des organisations extérieures de nature régionale ou provinciale (TROVEP, MÉPACQ). Ainsi, nous avons constaté que ce sont les intervenants ayant cherché de l'information à l'extérieur de l'organisation locale qui s'approprient cette information et influencent dans un second temps l'organisme dans lequel ils travaillent.

Les entrevues réalisées le confirment bien. Les organismes locaux ayant intégré les thématiques altermondialistes sont ceux ayant des militants impliqués dans diverses causes et organisations et à différents niveaux. C'est véritablement cette diversité d'implications de la part des militants qui serait une condition importante pour permettre cette appropriation discursive.

L'intervenant « militant » constituerait une courroie de transmission pour le discours altermondialiste. Il influencerait l'organisation locale et les personnes impliquées en son sein (bénévoles, salariés, utilisateurs) en vue d'en faire des « intervenants ou des citoyens critiques » eu égard à la mondialisation. Ceci nous permet de penser que l'appropriation du discours altermondialiste au sein d'organisations locales passe par la présence de militants ouverts aux enjeux de la mondialisation. Nous avons observé cette réalité lorsque les militants interrogés opposaient deux formes d'actions collectives locales : le « NOUS » représentant les militants autonomes et le « EUX » incarnant les professionnels hétéronomes du communautaire associés à une certaine logique d'intégration socio-économique des personnes exclues et agissant à titre de sous-traitant de l'État. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le discours altermondialiste ne soit pas autant approprié que nous le pensions au départ.

L'appropriation du discours est liée étroitement aux militants présents au sein d'organisations locales. La résultante est que seule les organisations locales ayant des militants sont appelées à transformer leur discours pour intégrer les thématiques altermondialistes et que ces organisations sont en minorité dans le paysage communautaire du territoire étudié. Cette analyse est en concordance directe avec les dires d'une de nos répondants qui affirmait que sur 120 organisations communautaires sur le territoire de la MRC du Haut-Richelieu, seulement une vingtaine auraient un discours altermondialiste et que ce seraient les mêmes qui se définissent comment étant des organisations militantes.

En bref, le militant s'impliquant dans divers organismes régionaux et provinciaux serait influencé par ceux-ci et influencerait à son tour l'organisation locale qui influencerait dans un dernier temps les personnes s'impliquant en son sein.

6.6.2 Deuxième modalité : le transfert entre organisations travaillant à des échelles différentes

Le deuxième facteur qui pourrait expliquer l'appropriation discursive serait l'influence bilatérale entre les organisations de 2^e et 3^e paliers dans la structure de mobilisation locale (TROVEP, MÉPACQ) et l'organisation de 2^e palier dans la structure mondiale (ATTAC-Québec).

En effet, lors notre étude du site internet du MÉPACQ et des documents produits par celle-ci s'y retrouvant, nous avons observé deux éléments intéressants.

D'une part, nous avons constaté une transformation graduelle dans le discours qui favoriserait l'intégration des thématiques altermondialistes comme forme crédible d'explication des inégalités. Ainsi, graduellement, nous avons pu constater que ce type d'organisation liait étroitement les inégalités présentes au niveau local aux effets de la mondialisation économique et aux politiques néolibérales promues par les organisations internationales (voir chapitre V).

Cette intégration n'est pas sans conséquence au niveau de l'action collective conflictuelle ainsi que sur les structures de mobilisation. Sur l'action collective conflictuelle, la prise en considération qu'il y a un deuxième *ennemi*, un autre opposant, conditionne l'organisation à s'inscrire simultanément dans les deux formes d'action collective. Au niveau local, elle est la représentation provinciale des organisations locales et, au niveau mondial, elle devient membre de la mouvance altermondialiste, donc, en quelque sorte, elle s'inscrit dans le principe d'identité de l'action collective mondiale. En bref, nous

observons qu'elle devient la courroie de transmission entre les deux formes d'action collective conflictuelle.

Dans cette nouvelle forme d'agir collectif, l'organisation régionale militante devient la structure liant les deux formes d'action collective conflictuelle. Ainsi celles-ci ne sont plus étanches entre elles. Le militant devient à son tour la courroie de transmission entre les deux structures de mobilisation, favorisant une certaine perméabilité entre les structures sises à l'échelle locale ou mondiale. Donc, l'influence observée empiriquement pourrait être expliquée de cette manière.

D'autre part, le second élément observé dans notre analyse des documents produits par le MÉPACQ tient à l'influence bilatérale entre celui-ci et ATTAC-Québec. Effectivement, ATTAC-Québec influence les textes et les analyses politiques du MÉPACQ (voir chapitre V). Nous pouvons observer également que les organisations régionales et provinciales influencent à leur tour les réflexions d'ATTAC-Québec. Ainsi, ATTAC influence les réflexions mondiales des acteurs locaux et les organisations régionales et provinciales influencent les réflexions locales d'ATTAC-Québec.

6.7 Validation de nos hypothèses de départ

Dans notre première hypothèse centrale, nous pensions que les mouvements sociaux de contestation à l'ordre mondial de libéralisation des échanges constituaient une nouvelle catégorie d'action collective, laquelle succéderait aux catégories représentées par les anciens et les nouveaux mouvements sociaux.

À cette hypothèse, nous pouvons affirmer que la prise en compte des enjeux mondiaux et des politiques néolibérales transforme le discours des militants et des organisations locales qui se l'approprient. Par contre, il serait prématuré de voir dans la transformation du discours des organisations locales l'indicateur d'une nouvelle catégorie d'action collective : cette appropriation, comme nous l'avons mentionné demeure embryonnaire et

marginale. Il est clair que les stratégies de revendications et les pratiques locales incluent très rarement la dimension mondialiste. À partir de ce constat, nous pouvons certainement avancer qu'il y a une potentialité de transformation, car suivant les travaux de Cattacin, Giugni et Passy (1997), à chaque transformation de l'État, il y a transformation des actions collectives. Probablement que cette transformation ainsi que les mouvements sociaux altermondialistes ne transiteront pas par les organisations locales et communautaires, mais bien par une nouvelle structure qui serait en construction et qui fera émerger une nouvelle catégorie d'action succédant aux anciens et nouveaux mouvements sociaux. Pour l'instant, rien ne nous permet de penser qu'une telle émergence est en voie de se réaliser au sein du mouvement communautaire de la MRC du Haut-Richelieu.

Notre deuxième hypothèse centrale ayant un lien plus précis avec notre terrain d'étude était que l'imaginaire et les pratiques des mouvements sociaux québécois, comme les organisations locales étudiées dans la région de Saint-Jean-sur-Richelieu, seraient fortement imprégnés par le discours mondialiste d'ATTAC.

Encore une fois, nous ne pouvons confirmer cette hypothèse. Il est clair que le discours mondialiste influe sur le discours de certaines organisations locales. Par contre, cette influence est, d'une part, le fruit de militants travaillant à la fois au sein de ces organisations et s'impliquant de façon souvent bénévole au sein de regroupements régionaux comme la TROVEP. Ce sont ces militants, comme nous l'avons mentionné, qui servent de courroie de transmission entre les deux niveaux d'organisation. Ce qui veut dire que s'il n'y a pas de militants à l'intérieur de l'organisme, il n'y a pas d'appropriation du discours mondialiste.

D'autre part, étant donné l'opposition entre deux modes de fonctionnement et de vision du communautaire où, d'un côté, une composante majoritaire devient institutionnalisée par l'État et, de l'autre côté, une composante minoritaire dite autonome et critique envers

les politiques étatiques où nous retrouvons les militants interviewés. Ainsi, les militants étant la courroie de transmission de ce nouveau type de discours seraient faiblement au service d'organisations sous-traitantes de l'État, ce qui aurait pour effet que les pratiques locales et l'imprégnation de ce type de discours se ferait faiblement au sein de telles organisations.

Ainsi, la faible appropriation du discours mondialiste serait liée au nombre peu élevé de militants et d'organisations se définissant comme autonomes au niveau local et au nombre très élevé d'organisations locales sous la gouverne de professionnels peu enclins à une ouverture aux enjeux et aux discours altermondialistes.

En ce qui a trait à notre première hypothèse complémentaire, à l'effet que l'influence observée du discours d'ATTAC sur les organisations locales étudiées, bien que faible, serait unidirectionnelle au sens où l'association ATTAC n'intégrerait que minimalement les réflexions et les préoccupations portées par les organisations travaillant au niveau local, nos résultats de recherche ne peuvent infirmer de façon claire cette influence unidirectionnelle. Ce que nous pouvons affirmer, par contre, c'est qu'il y a une certaine influence bilatérale. Nous avons pu relever, en analysant le site internet du MÉPACQ, que celui-ci était fortement influencé par les réflexions et analyses mondialistes d'ATTAC. Ce qui était moins clair était l'influence que le MÉPACQ et ses revendications davantage localistes avaient sur les positions d'ATTAC. Sur ce point, nos travaux ne nous permettent pas de percevoir ou d'entrevoir un tel type de relation.

ATTAC est l'association de référence par excellence en ce qui concernerait le discours altermondialiste. Par contre, la manière dont l'association ATTAC influence généralement les organisations locales est différente de ce que nous avons anticipé.

Nous pensions au départ que cette influence était directe, ce qui veut dire qu'ATTAC était en lien direct avec des organisations locales. Nous avons découvert que la réalité

était plus complexe. La trajectoire d'influence est indirecte. En effet, ATTAC influence les regroupements régionaux et provinciaux qui ont des militants s'impliquant à la fois au niveau régional et au niveau local. Ces regroupements influencent ces mêmes militants qui, ensuite, influencent les organisations locales dans lesquelles ils ou elles travaillent. Et dans un dernier mouvement, ces organisations locales influencent leur personnel.

Finally, dans notre deuxième hypothèse complémentaire, nous mentionnions que la présence du discours mondialiste ne musellerait en aucun temps la capacité des organisations locales à développer un discours nuancé sur la mondialisation et ne limiterait pas la portée des actions locales promues par ces dernières d'une réponse par le bas aux problèmes portées par les populations qu'elles représentent.

Effectivement, nous avons pu observer que la présence de ce type de discours n'était pas hégémonique au niveau local. Les organisations locales étudiées qui ont intégré les thématiques altermondialistes dans leur discours officiel avaient préalablement réfléchi sur les enjeux mondialistes à travers deux éléments : d'une part, les limites de leur secteur d'activités, et, d'autre part, la conscience que leurs actions sont contraintes à l'échelle locale. De ce fait, nous pouvons affirmer que des organismes communautaires s'approprient ce type de discours en concordance avec les besoins des populations qu'ils défendent. Ainsi, nous ne pouvons parler d'un seul discours altermondialiste à l'échelle locale, mais de plusieurs discours altermondialistes. Chaque organisation se saisit d'une ou de plusieurs thématiques mondialistes toujours en lien avec ses revendications propres. C'est ainsi que nous pouvons comprendre que certaines organisations, comme en francisation, mettent l'accent sur une coopération mondiale ayant pour but de démarchandiser le processus d'immigration et d'aider les populations vivant dans des pays en voie de développement et que d'autres, comme dans le secteur de la défense de droits, travaillent plus précisément sur les impacts de la mondialisation sur les conditions des travailleurs d'ici.

Par ces exemples, nous pouvons confirmer que ces organisations locales développent des éléments de discours mondialistes, lesquels sont fonction de leur mission. Par ailleurs, ces différents discours ont tous un opposant commun identifié, soit le processus de mondialisation néolibérale.

Conclusion

Ce mémoire a comme objet d'étude l'action collective et plus précisément la transformation de l'action collective en contexte de mondialisation néolibérale. Nous voulions savoir et comprendre la manière dont cette transformation se met en scène et quels sont les indicateurs probants qui nous le confirment. Il faut rappeler que nous avons construit ce projet de mémoire sur le postulat qu'à chaque transformation de l'État se produit une reconfiguration des actions et des stratégies des mouvements sociaux. Nous voulions comprendre la nature de cette transformation et la manière dont le discours altermondialiste pénètre et est approprié par les organisations locales. Nous avons édifié notre argumentaire sur la base qu'une nouvelle forme d'action collective, en opposition à la mondialisation néolibérale, serait liée à la mouvance ou au mouvement altermondialiste et aux thématiques et aux réflexions mises de l'avant par l'association ATTAC.

La pertinence de notre projet est évidente et très actuelle lorsque nous considérons que la première forme d'apparition de la mouvance et du discours altermondialistes se réfère au mouvement Zapatiste (1994) et que le point de départ dans l'action se réfère à la manifestation à Seattle (1999).

Cette conclusion récapitulera les moments clés et présentera nos résultats de recherche. Nous identifierons aussi des pistes à venir de recherche sur la théorie de l'action collective.

Rappelons que notre recherche était construite de manière à démontrer qu'il y aurait transformation de l'agir collectif en lien avec un nouveau mode de régulation de l'État qui serait centré sur des arrangements néolibéraux. D'autre part, nous voulions identifier et comprendre comment cette transformation de l'agir collectif modifierait les actions et stratégies des organisations au niveau local.

Les principaux résultats obtenus

À la lumière des résultats obtenus, en lien avec nos questions et hypothèses de recherche, nous avons pu conclure qu'il se produit une reconfiguration dans le discours véhiculé par les organisations locales et les militants du territoire étudié. Du même souffle, nous devons percevoir ce changement comme transitoire, embryonnaire et marginal. D'une part, parce que la proportion des organisations locales et des militants s'approprient ce type de discours est encore marginal et d'autre part, le positionnement du milieu communautaire face à l'État est davantage le fruit d'un partenariat qu'un positionnement revendicatif. Si nous affirmons, comme les résultats de notre recherche tendent à le démontrer, que le discours altermondialiste en est un de revendications, opposé à certaines politiques étatiques néolibérales, la part d'une possible appropriation est difficile par le seul fait que la majorité des organisations locales sont considérées comme des partenaires de l'État.

Concentrons-nous sur les organisations locales revendicatrices, lesquelles sont plus perméables au discours altermondialiste. Souvenons-nous des dires d'une de nos répondants lorsqu'elle affirmait que, selon elle, les organismes intégrant et développant ce type de discours seraient minoritaires. Elle avançait le ratio de 20 sur 120. Dans ce contexte, nous allons nous attarder sur notre échantillon d'organisations locales et de militants pour tenter de jeter la balise d'une compréhension partielle de la trajectoire prise par le discours altermondialiste produit et diffusé par ATTAC pour influencer les discours localistes et ultérieurement les stratégies et les actions.

Les analyses des documents et des entretiens semblent converger dans le même sens, il y a un effectif appropriation (faible) de certaines thématiques altermondialistes dans l'univers discursif à l'échelle locale. Cependant, nous ne pouvons en aucun temps affirmer qu'il y aurait transformation des stratégies d'actions, ce qui nous pousse à conclure que nous sommes dans une période de transition. Cette période est caractérisée

par le fait que l'appropriation discursive n'a pas encore influencé les actions sur le terrain ou très peu. Cette difficulté de convergence entre actions localistes et mondialistes, mises à part les manifestations *ad hoc*, notamment contre la guerre, construites du haut vers le bas, peut être expliquée à partir de la théorie de l'action collective conflictuelle développée par Touraine (1978). En clair, tant le champ des luttes, l'identité des opposants que l'univers des revendications et des discours sont à l'opposé. À titre indicatif, l'univers concret, celui de la quotidienneté, qui caractérise le mouvement localiste est aux antipodes de l'univers abstrait et théorique qui caractérise le mouvement mondialiste. Bien qu'il y ait une étanchéité théorique entre les deux formes d'action, notre étude empirique nous incline à conclure qu'il y a présence d'une appropriation discursive minimale du mondialisme au niveau local.

À la suite d'une étude systématique des documents produits par les organisations locales et leurs regroupements régionaux et provinciaux, nous arrivons à deux conclusions. Premièrement, l'influence qu'exercerait l'association ATTAC à l'échelle locale serait indirecte, i.e que cette influence transiterait dans un premier temps au sein des regroupements régionaux et provinciaux qui influenceraient dans un deuxième mouvement les organismes locaux. Deuxièmement, l'influence d'ATTAC serait à première vue unidirectionnelle. Les regroupements régionaux influenceraient minimalement les réflexions d'ATTAC-Québec sur des enjeux plus locaux. Quand à l'influence d'ATTAC-Québec sur ATTAC-International, et donc la remontée possible d'enjeux locaux québécois sur la scène mondiale de revendication et de production du discours altermondialiste, nos travaux ne nous permettent pas de faire des constats. Somme toute, vu le peu d'influence entre ATTAC-Québec et le mouvement communautaire, il est difficile de voir comment se ferait une coproduction (local-mondial) du discours altermondialiste.

Des entretiens réalisés auprès des militantes et militants rencontrés, nous pouvons conclure que ces derniers ont une grande responsabilité dans cette appropriation à

l'échelle locale. En effet, elles et ils seraient la courroie de transmission qui lierait le discours mondial aux réalités locales. Dans ce contexte, l'influence qu'entreprendraient les regroupements régionaux comme la TROVEP serait la résultante de l'implication militante des personnes s'impliquant à la fois au local et au régional. Nous pouvons conclure que sans l'apport des militants oscillant entre ces deux univers discursifs et d'actions, l'appropriation des thématiques altermondialistes au niveau local serait plus difficile.

En dernière instance, nous pouvons conclure sur les conditions d'appropriation du discours altermondialiste. Ces dernières tiendraient à deux éléments. D'une part, il faudrait la présence de membres ou de sympathisants au sein d'un regroupement régional ou provincial qui soit revendicateur. D'autre part, il faudrait la présence de militants s'impliquant aux deux niveaux d'action. C'est véritablement la faible présence de ces conditions dans le territoire étudié qui explique le faible niveau d'appropriation du discours altermondialiste à l'échelle locale. Cependant, nous pouvons affirmer que la potentialité est présente.

Les pistes de recherche à développer

Pour faire suite à notre objet de recherche, nous pouvons identifier quelques pistes potentiellement pertinentes à creuser.

Il serait pertinent de transférer notre méthodologie sur un terrain métropolitain pour nous permettre de faire concorder nos résultats obtenus dans un contexte sociologique différent. Nous pourrions ainsi faire ressortir les éléments convergents et divergents pour asseoir une analyse plus détaillée de ce changement discursif dans l'univers de l'action collective conflictuelle sur le territoire québécois, car nous sommes conscients qu'un seul territoire de recherche ne nous permet pas d'avoir une vision globale de la situation. Ensuite, il serait nécessaire de se pencher sur une possible étude nationale, ainsi de nous

permettre de constater le portrait québécois sur la question de l'appropriation du discours altermondialiste.

Un autre aspect qui nous paraît incontournable pour une compréhension entière de notre objet de recherche serait de produire des recherches sur l'ensemble des mouvements sociaux québécois. Dans notre recherche, nous avons sondé les organisations locales. Maintenant, il serait approprié de sonder les autres mouvements sociaux qui s'inscrivent dans la mouvance altermondialiste. Nous parlons ici de s'attarder sur le mouvement syndical, le mouvement des femmes, le mouvement étudiant, etc.

La place qu'occupent les différents leaders dans les différents secteurs à l'intérieur des divers réseaux dans l'influence et l'appropriation de ce type de discours serait d'une grande aide. Nous avons qu'effleurer la question sans la prendre dans son entièreté.

Nous avons effleuré également la question des réseaux sociaux, au sens où l'entend Granovetter (2008) et plus précisément, l'influence des liens forts et faibles dans la diffusion et l'appropriation du discours altermondialiste. Avec cette grille d'analyse, nous pourrions comprendre de manière plus pointue l'arrimage entre les théories macrosociologiques et microsociologiques.

Et finalement, des recherches s'intéressant à l'analyse du passage du discours à l'action seraient sans aucun doute d'une extrême pertinence. Analyser comment, une fois le discours altermondialiste intégré, les organisations locales reconfigurent et recadrent leurs actions collectives locales en concordance avec les revendications teintées de mondialiste. Comprendre ce processus serait d'une extrême pertinence pour aider les organisations locales pour qui ce passage est difficile à théoriser et à mettre en application.

Bibliographie

- Abrassart, Loïc, Cédric Durand, Hervé Lequeux et Alexandre Girod. 2006. *Altermondialistes : chronique d'une révolution en marche*. Paris. Éditions Alternatives.
- Agence de santé et des services sociaux de la Montérégie, site officiel : <http://www.rrsss.gouv.qc.ca>
- Aguiton, Christophe. 2001. *Le monde nous appartient*. Paris. Éditions 10/18.
- Allait, Emmanuel. 2007. *L'altermondialisme : Mouvance ou mouvement?* Paris. Ellipse Édition
- Amin, Samir et François Houtart. 2002. *Mondialisation des résistances et des luttes*. Paris. L'Harmattan.
- Armony, Victor. 2000. *Représenter la nation. Le discours présidentiel de la transition démocratique en Argentine*. Montréal. Éditions Balzac. pp. 95-130.
- ATTAC. 2002. *Tout sur ATTAC*. Paris. Éditions Mille et une nuits.
- ATTAC. 2006. *Le petit Alter : Dictionnaire altermondialiste*. Paris. Éditions Mille et une nuits.
- ATTAC-Québec, site internet officiel : [http:// www.quebec.attac.org](http://www.quebec.attac.org)
- Attac-France, site internet officiel : <http://www.France.attac.org>
- Attac-international, site internet officiel : <http://attac.org>
- Bajoit, Guy. 2003. *Le changement social: approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines*. Paris. Éditions Armand Colin.
- Bardin, Laurence. 1991. *L'analyse de contenu*. Paris. Presses Universitaire de France.
- Barlow, Maude et Tony Clarke. 2002. *La bataille de Seattle; sociétés civiles contre la mondialisation marchande*. Paris. Éditions Fayard.
- Bauman, Zygmunt. 2005. *La société assiégée*. Paris. Éditions Le Rouergue/Chambon.
- Baylon, Christian, 2005. *Sociolinguistique : société, langue et discours*. Paris. Armand-Colin.
- Bernard, Michel. 1997. *L'Utopie néolibérale*. Montréal. Éditions du Renouveau québécois et la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM.
- Boltanski, Luc et Ève Chiapello 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris. Éditions Gallimard.

- Bonfiglioli, Chiria et Sébastien Budgen (coord.). 2006. *La planète altermondialiste*. Paris. Éditions Textuel. Collection La Discorde.
- Bourdieu, Pierre. 2001. *Langage et pouvoir symbolique*. Paris, Éditions Fayard.
- Brunelle, Dorval. 2003. *Dérive globale*. Montréal. Éditions Boréal.
- Buechler Steven M. 2000. *Social movements in advanced capitalism*. Oxford. Oxford University Press.
- Cameron, David R. et Janice G. Stein (dir). 2003. *Contestation et mondialisation : repenser la culture et la communication*. Montréal. Les Presses de l'université de Montréal.
- Castells, Manuel. 1998. *La société en réseau*. Paris. Éditions Fayard.
- Castells, Manuel. 1999. *Le pouvoir de l'identité*. Paris. Éditions Fayard.
- Cattacin, Sandro, Marco Giugni et Florence Passy. 1997. *MOUVEMENTS SOCIAUX ET ÉTAT : Mobilisations sociales et transformations de la société en Europe*. Genève. Éditions Actes Sud.
- Charte des principes du Forum Social Mondial. <http://www.forumsocialmundial.org.br>
- Chesnais, François. 1997. *La mondialisation du capital*. Paris. Syros.
- Comeau, Yvan. 2000. *Guide de collecte et de catégorisation des données pour l'étude d'activités de l'économie sociale et solidaire*. Montréal. Cahiers du CRISES. Collection Working Papers. No. 9605 (mars).
- Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu, site officiel : <http://www.cdchautrichelieu.com/home.htm>
- CRÉ Montérégie-Est. « *Rapport de consultation locale – Haut-Richelieu* », mai 2008. <http://www.monteregie-est.org>
- Crozier, Michel et Erhard Friedberg. 1997. *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*. Paris. Éditions Seuil.
- Delmas-Marty, Mireille, Edgar Morin, René Passet, Riccardo Petrella et Patrick Viveret. 2006. *Pour un nouvel imaginaire politique*. Coll. « Transversales ». Paris. Éditions Fayard.
- Denis, Serge. 2005. *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui*. Coll. « Prisme ». Saint-Nicolas. Presses de l'Université Laval.
- DiMaggio, Paul J et Walter W. Powell. 1983. «The iron cage revisited : Institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields». *American Sociology review*. Volume 48, no.2, pp147-160.
- Duchastel, Jules et Raphaël Canet (dir). 2006. *Crise de L'État, revanche des sociétés*. Outremont. Athéna éditions.

- Farro, Antimo L. 2000. *Les mouvements sociaux*. Montréal. Les Presses de l'Université de Montréal.
- Fontan, Jean-Marc. 2000. « Le net au service de la pensée critique ». *Possibles*, volume 24, no 2-3 (printemps-été), pp. 62-78.
- Fontan, Jean-Marc. 2002. « De la connectivité ». *Revue Organisation et territoires*, volume II, no. 1 (hiver).
- Forum Mondial des Alternatives. 2004. *Mondialisation des résistances : l'état des luttes 2004*. Paris. Éditions. Syllepse.
- Fougier, Eddy. 2004. *Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation?* Paris. Éditions Lignes de Repères.
- Gendron, Corrine. 2005. « Mouvements sociaux ». In *Dictionnaire de l'autre économie*, sous la dir. de Jean-Louis Laville et Antonio David Cattani, p. 395-402. Paris. Éditions Desclée de Brouwer.
- George, Éric. 2001. « L'utilisation de l'internet comme mode de participation à l'espace public dans le cadre de l'AMI et au sein d'ATTAC ». Thèse de Doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 365 p.
- Giddens, Anthony. 2002. *La troisième voie : le renouveau de la social-démocratie*. Paris. Éditions du Seuil.
- Giugni, Marco. 1991. « La mobilisation des nouveaux mouvements sociaux en Suisse 1975-1989 ». Mémoire de maîtrise, Genève, Université de Genève, 122 p.
- Granjon, Fabien. 2001. *L'internet militant : mouvement social et usage des réseaux télématiques*. Rennes. Éditions Apogée.
- Granovetter, Mark. 2008. *Sociologie économique*. Coll. « Économie Humaine ». Paris. Éditions du Seuil.
- Guay, Louis, Pierre Hamel, Dominique Masson et Jean-Guy Vaillancourt (dir.). 2005. *Mouvements sociaux et changements institutionnels : l'action collective à l'ère de la mondialisation*. Coll. « Géographie contemporaine ». Ste-Foy. Presses de l'Université du Québec.
- Guibert, Joël et Guy Jumel. 1997. *Méthodologie des pratiques de terrain en sciences sociales*. Paris. Éditions Armand Colin.
- Gurr, Ted. 1970. *Why Men Rebel*. Princeton NJ, Princeton University Press.
- Hirshman, Albert O. 1980. *Les passions et les intérêts : justifications politiques du capitalisme avant son apogée*. Paris Presses universitaires de France.
- Holloway, John. 2007. *Changer le monde sans prendre le pouvoir*. Paris. Éditions Syllepse.
- Ion, Jacques. 1997. *La fin des militants?* Paris. Éditions de l'Atelier.

- Jordan, Tim. 2003. *S'ENGAGER!: les nouveaux militants, activistes, agitateurs*. Londres. Éditions Autrement.
- Klein, Juan- Luis. 2002. «Pour sortir de l'approche centre-périphérie». *Revue Organisation et territoires*, volume II, no. 1 (hiver).
- Kriesi, Hanspeter. 1989. «New social movements and the new class in the Netherland» *American Journal of Sociology* 94. pp.1078-1116
- Lafargue, Jérôme. 2005. *La protestation collective*. Paris. Éditions Armand Colin.
- Lamoureux, Henri. 2007. *L'action communautaire : Des pratiques en quête de sens*. Montréal, VLB éditeur.
- Leblanc, Jérôme, Yanick Noiseux, Marco Silvestro et coll. «Pratiques solidaires dans la relation d'échange : Monographie d'initiatives au Québec ». cahiers du CRISES, collection Études de cas d'entreprises d'économie sociale no ES0506, Collectif d'étude sur les pratiques solidaires (CEPS), novembre 2005, 151p.
- Le Goff, Frédérique, Christopher McAll et Catherine Montgomery 2005. *La transformation du communautaire : expériences d'intervention auprès de jeunes sans-emploi*. Montréal, Éditions Saint-Martin.
- Lemieux, Vincent. 1999. *Les réseaux d'acteurs sociaux*. Paris. Presses universitaires de France
- McCarthy, John et Mayer Zald. 1979 *The Dynamics of Social Movements. Resource Mobilization, Social control, and Tactics*. Cambridge. Winthrop Publishers.
- Meloche, Geneviève. 2000. «Légitimation du discours environnemental et conscientisation de l'opinion publique. L'expérience des militants de GREENPEACE à Montréal ». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 157 p.
- Melucci, Alberto. 1978. « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et sociétés*, volume10, no.2, p. 37-54.
- Melucci, Alberto. 1983. « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques », *Revue internationale d'action communautaire*, 10/50, automne, pp.10-30.
- Melucci, Alberto. 1985. «The symbolic challenge of contemporary movements », *Social Research*. vol. 52, no.4, hiver, pp.789-815.
- Melucci, Alberto. 1989. «Nomads of the Present ». Temple University Press. Philadelphia. PA. In Cattacin, Sandro, Marco Guigni et Florence Passy (1997), *MOUVEMENTS SOCIAUX ET ÉTAT : Mobilisations sociales et transformations de la société en Europe*. Genève. Éditions Actes Sud.
- MÉPACQ, site officiel : <http://www.mepacq.qc.ca/>
- Mucchielli, Alex (sous la dir.). 2002. *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris. Éditions Armand Colin.

- Negt, Oskar. 2007. *L'espace public oppositionnel*. Paris. Éditions Payot et Rivages.
- Neveu, Érik. 2002. *Sociologie des mouvements sociaux*. Coll. « Repères ». Paris. Éditions La Découverte.
- Noiseux, Yanick et Marco Silvestro. « Recension d'écrit sur les théories des mouvements sociaux et la ville ». Second rapport préliminaire. GRACIL. Avril 2007.
- Oberschall, Anthony. 1973. *Social Conflict and Social Movements*. Englewood Cliffs. Prentice Hall.
- Offe, Claus. 1994. « Les nouveaux mouvements sociaux: un défi aux limites de la politique institutionnelle ». Revue Futur antérieur, no.22, février, http://multitudes.samizdat.net/article.php?id_article=945.
- Paquin, Pierre et Andrée Perreault, « Cadre de référence pour le travail de proximité en Montérégie. » septembre 2001, http://www.rsss16.gouv.qc.ca/Menu_Gauche/4-Publications/3Monographies_Orientations_Rapports/Maladies_transmissibles/dsp_public_cadre_ref_travail_proximite.pdf
- Peeters, Anne et Denis Stokkink (dir). 2002. *Mondialisation : comprendre pour agir*. Coll. « Les livres de GRIP ». Bruxelles. Éditions Complexe.
- Poupeau, Franck. 2002. « La contestation de la mondialisation en France ». Paris. Éditions Syllepse. L'année sociale. p.89-100.
- Quivy, Raymond et Luc Van Campendhoudt. 1988. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris. Éditions Dunod.
- Rosanvallon, Pierre. 1989. *Le libéralisme économique*. Paris. Éditions du Seuil.
- Rucht, D. 1993. « L'analyse des nouveaux mouvements sociaux en République fédérale d'Allemagne ». In *Action collective et mouvements sociaux*, sous la dir. de François Chazel. Paris. Presses universitaires de France.
- Shragge, Eric. 2006. *Action communautaire : Dérives et possibles*. Montréal. Éditions Écosociété.
- Sommier, Isabelle. 2001. *Les nouveaux mouvements contestataires*. Paris. Éditions Flammarion Dominos.
- Table Régionale des Organismes Communautaires et Bénévoles de la Montérégie, site officiel : <http://www.cam.org/~trocmon/>
- Tilly, Charles. 1984. « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne XXe siècle ». Revue d'Histoire, octobre, no.4. p. 89-108.
- Touraine, Alain. 1965. *Sociologie de l'action*. Paris. Éditions du Seuil.
- Touraine, Alain. 1978. *La voix et le regard*. Paris. Éditions du Seuil.
- Touraine, Alain. 1984. *Le retour de l'acteur*. Paris. Éditions Fayard.

- Touraine, Alain. 1992. *Critique de la modernité*. Paris. Éditions Fayard.
- Trémoulinas, Alexis. 2006. *Sociologie des changements sociaux*. Paris. Éditions La Découverte.
- Vaillancourt, Jean-Guy (dir.). 1981. « Écologie sociale et mouvements écologiques », numéro spécial *Sociologie et société*, vol. 13, no.1, avril.
- Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, site officiel : <http://www.ville.saint-jean-sur-richelieu.qc.ca>.
- Viveret, Patrick. 2005. « Altermondialisation ». In *Dictionnaire de l'autre économie*, sous la dir. De Jean-Louis Laville et Antonio David Cattani, p. 29-35 Paris. Éditions Desclée de Brouwer.
- Weber, Max. 2003. *Le savant et le politique*. Paris. La Découverte.
- Whitaker, Chico. 2006. *Changer le monde : [nouveau mode d'emploi]*. Paris. Éditions de l'Atelier.
- Wieviorka, Michel. 2003. « Mouvements sociaux et antimouvements sociaux de demain ». In *Les mobilisations collectives, une controverse sociologique*, sous la dir. De Pierre Cours-Salies et Michel Vakaloulis, p.43-54, Paris, Presses universitaires de France.
- Williamson, John. 1999. *What Should the Bank Think about the Washington Consensus?*, Peterson Institute, <http://www.iie.com/publications/papers/papers.cfm>.

Appendice A : Documents constitutifs du Forum social Mondial et de l'association ATTAC

A I : Charte des Principes du Forum Social Mondial

Le comité des instances brésiliennes qui a conçu et organisé le premier Forum Social Mondial, qui s'est tenu à Porto Alegre du 25 au 30 janvier 2001, après avoir évalué les résultats de ce Forum et les attentes qu'il a suscitées, a jugé nécessaire et légitime d'instaurer une Charte des Principes visant à orienter la poursuite de cette initiative. Les Principes contenus dans la Charte, qui devra être respectée par tous ceux qui souhaitent participer à ce processus et organiser de nouvelles éditions du Forum Social Mondial, consolident les décisions qui ont présidé à la réalisation du Forum de Porto Alegre et fait son succès, et amplifient sa portée, en fixant les orientations qui découlent de la logique de ces décisions.

1. Le Forum Social Mondial est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain.

2. Le Forum Social Mondial de Porto Alegre a été une manifestation située dans le temps et l'espace. Désormais, avec la certitude proclamée à Porto Alegre qu'"un autre monde est possible", il devient un processus permanent de recherche et d'élaboration d'alternatives, qui ne se réduit pas aux manifestations sur lesquelles il s'appuie.

3. Le Forum Social Mondial est un processus à caractère mondial. Toutes les rencontres qui feront partie de ce processus ont une dimension internationale.

4. Les alternatives proposées au Forum Social Mondial s'opposent à un processus de mondialisation capitaliste commandé par les grands entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêts. Elles visent à faire prévaloir, comme nouvelle étape de l'histoire du monde, une mondialisation solidaire qui respecte les droits universels de l'homme, ceux de tous les citoyens et citoyennes de toutes les nations, et l'environnement, étape soutenue par des systèmes et institutions internationaux démocratiques au service de la justice sociale, de légalité et de la souveraineté des peuples.

5. Le Forum Social Mondial ne réunit et n'articule que les instances et mouvements de la société civile de tous les pays du monde, mais il ne prétend pas être une instance représentative de la société civile mondiale.

6. Les rencontres du Forum Social Mondial n'ont pas un caractère délibératif en tant que Forum Social Mondial. Personne ne sera donc autorisé à exprimer au nom du Forum, dans quelque édition que ce soit, des prises de position prétendant être celles de tous les participants. Les participants ne doivent pas être appelés à prendre des décisions, par vote ou acclamation, en tant que rassemblement de ceux qui participent au Forum, sur des déclarations ou propositions d'action qui les engagent tous ou leur majorité et qui se voudraient être celles du Forum en tant que Forum. Il ne constitue donc pas d'instance de pouvoir que peuvent se disputer ceux qui participent à ces rencontres, ni ne prétend constituer l'unique alternative d'articulation et d'action des instances et mouvements qui en font partie.

7. Les instances - ou ensembles d'instances - qui prennent part aux rencontres du Forum doivent donc être assurés de pouvoir délibérer en toute liberté durant celles-ci sur des déclarations et des actions qu'elles ont décidé de mener, seules ou en coordination avec d'autres participants. Le Forum Social Mondial s'engage à diffuser largement ces décisions par les moyens étant à sa portée, sans imposer d'orientations, de hiérarchies, de censures et de restrictions, mais en tant que délibérations des instances - ou ensembles d'instances - qui les auront assumées.

8. Le Forum Social Mondial est un espace pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan, qui articule de façon décentralisée, en réseau, des instances et mouvements engagés dans des actions concrètes, au niveau local ou international, visant à bâtir un autre monde.

9. Le Forum Social Mondial sera toujours un espace ouvert au pluralisme et à la diversité des engagements et actions d'instances et de mouvements qui décident d'y prendre part, comme à la pluralité des sexes, ethnies, cultures, générations et capacités physiques, dans la mesure où ils respectent la Charte des Principes. Ne pourront participer au Forum en tant que tels les représentations de partis, ni les organisations militaires. Pourront être invités à y participer, à titre personnel, les gouvernants et parlementaires qui assument les engagements de la présente Charte.

10. Le Forum Social Mondial s'oppose à toute vision totalitaire et réductrice de l'économie, du développement et de l'histoire, et à l'usage de la violence comme moyen de contrôle social par l'État. Il y oppose le respect des Droits de l'Homme, la véritable pratique démocratique, participative, par des relations égalitaires, solidaires et pacifiques entre les personnes, les races, les sexes et les peuples, condamnant toutes les formes de domination comme l'assujettissement d'un être humain par un autre.

11. Le Forum Social Mondial, en tant qu'espace de débats, est un mouvement d'idées qui stimule la réflexion, et la diffusion transparente des fruits de cette réflexion, sur les mécanismes et instruments de la domination du capital, sur les moyens et actions de résistance et la façon de dépasser cette domination, sur les alternatives proposées pour résoudre les problèmes d'exclusion et d'inégalité sociale que le processus de mondialisation capitaliste, avec ses composantes racistes, sexistes et destructrices de l'environnement est en train de créer, au niveau international et dans chacun des pays.

12. Le Forum Social Mondial, comme espace d'échange d'expériences, stimule la connaissance et la reconnaissance mutuelles des instances et mouvements qui y participent, en valorisant leurs échanges, en particulier ce que la société est en train de bâtir pour axer l'activité économique et l'action politique en vue d'une prise en compte des besoins de l'être humain et dans le respect de la nature, aujourd'hui et pour les futures générations.

13. Le Forum Social Mondial, en tant qu'espace d'articulation, cherche à fortifier et à créer de nouvelles articulations nationales et internationales entre les instances et mouvements de la société civile qui augmentent, tant dans la sphère de la vie publique que de la vie privée, la capacité de résistance sociale non violente au processus de déshumanisation que le monde est en train de vivre et à la violence utilisée par l'État, et renforcent les initiatives d'humanisation en cours, par l'action de ces mouvements et instances.

14. Le Forum Social Mondial est un processus qui stimule les instances et mouvements qui y participent à situer, à niveau local ou national, leurs actions, comme les questions de citoyenneté planétaire, en cherchant à prendre une part active dans les instances internationales, introduisant dans l'agenda mondial les pratiques transformatrices qu'ils expérimentent dans la construction d'un monde nouveau.

Approuvée et signée à Sao Paulo, le 9 avril 2001, par les instances qui constituent le Comité D'Organisation du Forum Social Mondial, approuvée avec des modifications par le Conseil International du Forum Social Mondial le 10 juin 2001.

A II : Plate-forme du mouvement international "ATTAC"

Mouvement international pour le contrôle démocratique des marchés financiers et de leurs institutions Adoptée par la réunion internationale des 11 et 12 décembre 1998.

La mondialisation financière aggrave l'insécurité économique et les inégalités sociales. Elle contourne et rabaisse les choix des peuples, les institutions démocratiques et les Etats souverains en charge de l'intérêt général. Elle leur substitue des logiques strictement spéculatives exprimant les seuls intérêts des entreprises transnationales et des marchés financiers.

Au nom d'une transformation du monde présentée comme une loi naturelle, les citoyens et leurs représentants se voient disputer le pouvoir de décider de leur destin. Un tel abaissement, une telle impuissance nourrissent la progression des partis antidémocratiques. Il est urgent d'enrayer ce processus en créant de nouveaux instruments de régulation et de contrôle aux niveaux national, européen et international. L'expérience indique assez que les gouvernements ne le feront pas sans qu'on les y incite. Relever le double défi d'une implosion sociale et d'une désespérance politique exige donc un sursaut civique et militant.

La liberté totale de circulation des capitaux, les paradis fiscaux et l'explosion du volume des transactions spéculatives acculent les Etats à une course éperdue en faveur des gros investisseurs. Plus de 100 milliards de dollars vont et viennent chaque jour sur les marchés des changes à la recherche d'un profit instantané, sans rapport avec l'état de la production et du commerce des biens et services. Une telle évolution à pour conséquences l'accroissement permanent des revenus du capital au détriment de ceux du travail, la généralisation de la précarité et l'extension de la pauvreté.

Les conséquences sociales de ces évolutions sont encore plus graves dans les pays dépendants, touchés de plein fouet par la crise financière et soumis aux diktats des plans d'ajustement du F.M.I. Le paiement des dettes publiques oblige les gouvernements à abaisser au minimum les budgets des services sociaux et condamne les sociétés au sous-développement. Les taux d'intérêt, beaucoup plus élevés que dans les pays du Nord, contribuent à détruire les entreprises nationales et se développent des privatisations et dénationalisations sauvages pour trouver les ressources exigées par les investisseurs.

Partout, les acquis sociaux sont remis en cause. Quand il existe des systèmes de retraite, les salariés sont invités à les troquer contre un mécanisme de fonds de pension, lequel aboutit à soumettre un peu plus leurs propres entreprises aux seuils impératifs de la profitabilité immédiate, à étendre la zone d'influence de la sphère financière et à persuader les citoyens de l'obsolescence de constructions solidaires entre nations, peuples et générations. La déréglementation touche l'ensemble du marché du travail, avec comme conséquences la dégradation des conditions de travail, la montée de la précarité et du chômage et le démantèlement des systèmes de protection sociale.

Au prétexte du développement économique et de l'emploi, les grands pays n'ont pas renoncé à signer un ACCORD MULTILATERAL SUR LES INVESTISSEMENTS (AMI) qui donnerait tous les droits aux investisseurs et imposerait tous les devoirs aux Etats. Devant la pression de l'opinion publique et de la mobilisation militante, ils ont dû abandonner leur projet de négocier cet accord dans le cadre de l'OCDE, mais la discussion devrait reprendre dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce. Dans le même temps les USA, mais aussi la Commission européenne, poursuivent leur croisade libre-échangiste en poussant à la création de nouvelles zones déréglementées, au niveau continental ou intercontinental (projet du Partenariat Economique Transcontinental, PET, entre l'Europe et l'Amérique du Nord)

La plupart des engrenages de cette machine inégalitaire, entre le Nord et le Sud comme au cœur des pays développés eux-mêmes, peuvent encore être enrayerés. Trop souvent, l'argument de la fatalité se nourrit de la censure de l'information sur les alternatives. C'est ainsi que les institutions financières internationales et les grands médias (dont les bénéficiaires de la mondialisation sont souvent propriétaires) ont fait silence sur la proposition de l'économiste américain James TOBIN, prix Nobel d'économie, de taxer les transactions spéculatives sur les marchés des devises. Même fixée à un taux particulièrement bas de 0.1%, la taxe Tobin rapporterait près de 100 milliards de dollars par an. Collectée, pour l'essentiel, dans les pays industrialisés, où sont localisées les grandes places financières, cette somme pourrait être utilisée pour les actions de lutte contre les inégalités, pour la promotion de l'éducation et de la santé publique dans les pays pauvres, pour la sécurité alimentaire et le développement durable. Un tel dispositif s'inscrit dans une perspective clairement anti-spéculative. Il alimenterait des logiques de résistance, redonnerait des marges de manœuvre aux citoyens et aux Etats et, surtout, signifierait que le politique reprend le dessus. A cette fin, les signataires se proposent de participer ou de coopérer avec le mouvement international ATTAC pour débattre ensemble, produire et diffuser de l'information, et agir en commun, tant dans leurs pays respectifs qu'aux niveaux continental et intercontinental. Ces actions communes ont pour but :

- ▶ d'enrayer la spéculation internationale
- ▶ de sanctionner les paradis fiscaux
- ▶ d'empêcher la généralisation des fonds de pension
- ▶ de promouvoir la transparence des investissements dans les pays dépendants
- ▶ d'établir un cadre légal pour les opérations bancaires et financières, afin de ne pas pénaliser les consommateurs, - encore plus, - les consommateurs et les citoyens (les salariés des institutions bancaires pouvant jouer un rôle important dans le contrôle de ces opérations).

▀ d'appuyer la revendication de l'annulation générale de la dette publique des pays dépendants et l'utilisation des ressources ainsi libérées en faveur des populations et du développement durable, ce que beaucoup appellent le règlement de la "dette sociale et écologique"

D'une manière générale, il s'agit :

- ▀ de reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière
- ▀ de s'opposer à tout nouvel abandon de souveraineté des États au nom du prétendu "droit" des investisseurs et des marchands
- ▀ de créer, au niveau mondial un espace démocratique.

Il s'agit tout simplement de se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde.

Source : ATTAC-international <http://www.attac.org/spip.php?article1>

Appendice B : Grille de collecte et d'entrevue

B I : Grille de collecte de données (Attac)

1. Les sources de données	Sources documentaires	
	Entrevues	
2. Le contexte d'émergence	Le milieu	
	Chronologie des événements	
	Acteurs en présences	Initiateurs
		Appuis (adhérents)
		Opposition
Les enjeux défendus		
3. Développement de l'organisation	Rapport à l'interne	Structures
		Information/formation
		Ressources
	Rapport à l'externe	opposants
		Différents ATTAC régionales
		ATTACs régionales vs mouvements locaux
		Médias
		Réseaux, stratégies
	Concurrence avec les organisations semblables	

Source : Comeau, Yvan, 2000, « *Guide de collecte et de catégorisation des données pour l'étude d'activités de l'économie sociale et solidaire* ». Montréal. Cahiers du CRISES. Collection 'Working Papers' .No. 9605 (mars).

B II : Grille d'entrevue (organismes communautaire)

THÈME 1 : Caractéristiques générales

- 1.1 Nom et date de création?
- 1.2 Mission de l'organisme?
- 1.3 Nombre de personnes impliquées (bénévoles et salariés)
- 1.4 Combien d'années d'implication dans les groupes communautaires de mon interlocuteur? Combien d'années dans cet organisme?
- 1.5 Comment l'organisme se finance-t-il?
- 1.6 Quels services, activités, l'organisme met-il à la disposition de ses usagers ainsi qu'à la population?

THÈME 2 : Moyens d'actions

- 2.1 Quelles sont vos revendications?
 - Au niveau local?
 - Au niveau mondial? (S'il y a lieu)
- 2.2 Quels sont vos moyens d'actions pour les défendre?
- 2.3 Êtes-vous membre, sympathisant de réseaux militants, coalitions d'organismes?
 - Niveau local? (ex. TROC, table de concertation, CDC)
 - Niveau mondial? (ex. Greenpeace, FSM, ATTAC)
- 2.4 L'utilisation d'Internet fait-il parti de vos moyens de communication et de mobilisation?
- 2.5 Parlez-les moi de vos stratégies d'actions? Comment les organismes communautaires de votre région se mobilisent autour d'une cause commune?
 - De nature locale?
 - De nature mondiale?
- 2.6 Croyez-vous que les enjeux mondiaux ont des répercussions au niveau local?
- 2.7 Croyez-vous que les mobilisations au niveau local peuvent influencer les décisions internationales?
- 2.8 Croyez-vous que les moyens et stratégies d'actions ainsi que les mobilisations sont différents aujourd'hui d'il y a 10 ou 20 ans?
- 2.9 Si oui, quelles sont les différences les plus marquantes?

THÈME 3: Discours altermondialiste

- 3.1 Est-ce que dans votre discours vous parlez de la justice économique?
 - Comment?
- 3.2 Est-ce que vous parlez de la protection de l'environnement?
 - Comment?
- 3.3 Est-ce que vous avez des revendications démocratiques?
 - Lesquels?
- 3.4 Est-ce que vous contestez le statut et les prises de positions des institutions internationales?
 - Comment?
- 3.5 Est-ce qu'il y a une recherche d'alternatives à l'ordre économique international?
 - Quelles sont-elles?
- 3.6 D'après vous, quelle organisation est porteuse du discours altermondialiste? FSM, ATTAC ou autre.
- 3.7 Êtes-vous membre d'Attac?
- 3.8 Est-ce que vous allez rechercher des documents réflexifs sur leurs sites?
 - 2.5.1 Pour les enjeux locaux (Attac-Québec)
 - 2.5.2 Pour les enjeux mondiaux (Attac)
- 3.9 Faites-vous appel à leurs services lors d'activités de formation et d'information?
 - 2.9.1 Pour la population
 - 2.9.2 Pour vos usagers, bénévoles et salariés
- 3.10 Êtes-vous en accord ou en désaccord avec leurs prises de position?
 - 2.11.1 Au niveau mondial? (expliquez les points d'accord et de désaccord)
 - 2.11.2 Au niveau local? (expliquez les points d'accord et de désaccord)
- 3.11 Bénéficiez-vous du réseau militant mit en place par ATTAC?
 - 3.11.1 De quelles manières?
- 3.12 Croyez-vous que le réseau militant et les idées d'ATTAC influencent vos actions et vos pratiques? De quelles façons?

Appendice C : Membership et alliances officielles d'ATTAC-Québec

C I : La liste des organismes membres conforme à celle consultée sur le site officiel d'ATTAC-Québec

- Association coopérative en économie familiale (ACEF) du Haut St-Laurent;
- Association Action-plus (une association sur la surdité);
- Association  tudiante CÉGEP Ste-Foy;
- Association pour le droit d'accès de l'Outaouais;
- Conseil central du Montréal métropolitain/CSN;
- Fédération des enseignantes et enseignants du Cégep (FEC)/CSN;
- Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ);
- Fédération des Syndicats du Secteur Aluminium (FSSA);
- Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec(SPGQ);
- Syndicat des chargées de cours de Udm;
- Syndicat des employés de techniques professionnelles d'Hydro-Québec;
- Syndicat des employés de bureau et loisirs Ville de Baie Comeau;
- Syndicat des employés de Vidéotron Itée;
- Syndicat des Professeurs du Collège Edouard-Montpetit;
- Table régionale d'organismes volontaires en éducation populaire (TROVEP) Montr gie.

C II : Alliances officielles d'ATTAC Québec

- 1 Le Réseau Québécois sur l'intégration continentale (RQIC). Sa mission principale est d'une part, « Favoriser la participation démocratique et l'accès à l'information des citoyennes et citoyens du Québec et de leurs organisations aux débats sur l'intégration continentale et les accords de libre-échange »³³ et d'autre part, « Collaborer avec des réseaux et organisations du continent, à la construction d'une Alliance sociale continentale et proposer une alternative qui fasse valoir les préoccupations sociales, culturelles, environnementales et démocratiques de nos peuples ». ³⁴ Lorsque nous discutons des caractéristiques du mouvement altermondialiste précédemment et qu'une de celles-ci était l'arrimage de tous ces mouvements hétéroclites en un grand réseau mondial, ATTAC-Québec s'inscrit inévitablement dans cette optique avec le RQIC, car celui-ci à son tour est membre de multiples réseaux dans les Amériques.
- 2 ATTAC-Québec est également membre du Forum Social Québécois (FSQ). Nul besoin de discuter davantage de cette organisation, par contre il serait pertinent de voir comment ceux-ci se définissent : « Le FSQ s'inscrit dans un contexte de restructuration des rapports sociaux, économiques et politiques au Québec, en fonction de l'implacable logique néolibérale, et des intérêts des mieux nantis-es de notre monde. Ceci, au détriment des travailleurs et travailleuses, des femmes, de l'environnement, des étudiants-es, des communautés autochtones, des marginalisés-es et des générations futures. »³⁵
- 3 Le Réseau Vigilance est une coalition des organisations populaires, communautaires, syndicales et étudiantes qui s'est donné comme mission d'exercer des pressions sur nos élu(e)s pour nous préserver d'un virage néolibéral.
- 4 Coalition Eau Secours. Leur mission première est « de revendiquer et promouvoir une gestion responsable de l'eau dans une perspective de santé publique, d'équité, d'accessibilité, de défense collective des droits de la population, d'amélioration des compétences citoyennes des citoyens, de développement durable et de souveraineté collective sur cette ressource vitale et stratégique. »³⁶

³³ Réseau Québécois sur l'intégration continentale <http://www.rqic.alternatives.ca/> consulté le 12 avril 2007.

³⁴ Idem

³⁵ Forum Social Québécois, <http://www.forumsocialquebec.org>, consulté le 12 avril 2007

³⁶ Coalition Eau Secours, <http://www.eausecours.org>, consulté le 12 avril 2007

Appendice D : Territoire de la MRC du Haut-Richelieu



Source : (CRÉ Montérégie Est.(2008) « Rapport de consultation locale Haut-Richelieu ». <http://www.monteregie-est.org>)